



**RAPPORT**  
**DU COMMISSAIRE GÉNÉRAL**  
**DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX**  
**DES NATIONS UNIES**  
**POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE**  
**DANS LE PROCHE-ORIENT**  
**1<sup>er</sup> juillet 1968 – 30 juin 1969**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-QUATRIÈME SESSION**  
**SUPPLÉMENT N° 14 (A/7614)**

**NATIONS UNIES**



**RAPPORT**  
**DU COMMISSAIRE GÉNÉRAL**  
**DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX**  
**DES NATIONS UNIES**  
**POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE**  
**DANS LE PROCHE-ORIENT**

**1<sup>er</sup> juillet 1968 — 30 juin 1969**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-QUATRIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 14 (A/7614)**



**NATIONS UNIES**

**New York, 1969**

#### **NOTE**

**Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.**



## TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Lettre d'envoi .....	v
Lettre du Président de la Commission consultative auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient .....	vii
INTRODUCTION .....	1

### Chapitres

I. RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE L'OFFICE DU 1er JUILLET 1968 AU 30 JUIN 1969 .....	16
A. Services de secours .....	16
B. Services de santé .....	24
C. Enseignement général et professionnel .....	32
D. Services communs et administration générale .....	45
E. Questions juridiques .....	46
F. Opérations financières .....	52
II. BUDGET POUR 1970 ET BUDGET REVISE POUR 1969 .....	56
A. Introduction .....	56
B. Projet de budget .....	58
C. Exécution du budget - 1969 et 1970 .....	69

### ANNEXES

I. TABLEAUX	
1 - 3 Statistiques relatives aux réfugiés immatriculés .....	71
4 - 8 Service de secours .....	76
9 - 12 Service de santé .....	82
13 - 17 Service de l'enseignement général et professionnel .....	88
18 Autres formes d'assistance aux réfugiés .....	95
19 - 22 Situation financière .....	96
23 Personnel de l'Office .....	109
II. RESOLUTION ADOPTEE PAR LE CONSEIL EXECUTIF DE L'UNESCO .....	110
III. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTE .....	111



## LETTRE D'ENVOI

Le 15 septembre 1969

Monsieur le Président,

Conformément à la demande énoncée au paragraphe 21 de la résolution 302 (IV) du 8 décembre 1949 et au paragraphe 8 de la résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport annuel relatif à l'activité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient durant la période du 1er juillet 1968 au 30 juin 1969.

Le rapport se divise en trois parties principales :

L'introduction fait ressortir la gravité de la diminution des ressources financières de l'Office et les répercussions que cette situation pourrait avoir sur les réfugiés et les personnes déplacées si des fonds supplémentaires ne sont pas reçus, d'abord pour réduire le déficit prévu en 1969 et, ensuite, pour poursuivre en 1970 les programmes de l'Office à leur niveau actuel. L'introduction décrit aussi brièvement la tragédie incessante des réfugiés et notamment de ceux qui ont été déplacés à la suite des hostilités de juin 1967 ainsi que les problèmes opérationnels continus et toujours plus grands de l'Office.

Le chapitre premier rend compte des activités de l'Office au cours des douze mois se terminant au 30 juin 1969 et comprend une section sur les aspects juridiques du travail de l'Office.

Le chapitre II traite du budget de l'Office pour l'année civile 1970, aux fins d'examen par l'Assemblée générale lors de sa vingt-quatrième session ainsi que du budget révisé pour 1969.

Des tableaux statistiques relatifs aux différents aspects de l'activité de l'Office figurent à l'annexe I du rapport. Aux annexes II et III sont reproduites les résolutions adoptées après examen des activités de l'Office dans les domaines de l'enseignement et de la santé par le Conseil exécutif de l'UNESCO et par l'Organisation mondiale de la santé respectivement.

La Commission consultative de l'Office a étudié le présent rapport et ses observations sont consignées dans une lettre de son Président, en date du 20 août 1969, dont vous trouverez copie ci-joint. Si, au cours du travail de rédaction, j'ai bénéficié des conseils des membres de la Commission, cela ne signifie pas nécessairement que les gouvernements qui y sont représentés approuvent toutes les opinions que j'ai exprimées.

Monsieur le Président de  
l'Assemblée générale  
Organisation des Nations Unies  
New York

Puisqu'une part importante des activités de l'Office au cours de l'année passée s'est déroulée dans des territoires sous le contrôle d'Israël, j'ai trouvé qu'il était également approprié de montrer le projet de rapport à ses représentants et, dans la rédaction du texte final, j'ai tenu compte de leurs vues et commentaires.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Commissaire général

(Signé) Laurence MICHELMORE

LETTRE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE AUPRES DE  
L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES  
REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Le 20 août 1969

Monsieur le Commissaire général,

Lors de leur réunion du 19 août 1969, les membres de la Commission consultative auprès de l'UNRWA ont exprimé leurs avis sur le rapport annuel que vous vous proposez de présenter à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale.

Comme par le passé, certains membres de la Commission ont réservé la position de leur gouvernement sur plusieurs questions traitées dans ce rapport; néanmoins, dans l'ensemble, la Commission pense que les activités de l'Office durant la période du 1er juillet 1968 au 30 juin 1969 y sont fidèlement rapportées.

La Commission connaît bien les problèmes redoutables, suscités par les hostilités de 1967 et subsistant en 1968 et 1969, qui entravent les activités de l'Office. En outre, l'Office, ayant épuisé ses fonds et ne disposant pas de revenus suffisants, voit son avenir en danger et ses services de base existants compromis, alors que leur réduction aggraverait encore les privations des réfugiés.

La Commission félicite le personnel de l'Office pour la manière dont il a su accomplir sa mission dans des circonstances exceptionnellement difficiles et espère que, lors de sa vingt-quatrième session, l'Assemblée générale parviendra à résoudre les problèmes financiers de l'Office afin de lui permettre de s'acquitter de la tâche que lui a confiée l'Assemblée générale lors de sa vingt-troisième session, en refusant notamment toute réduction des services fournis par l'Office aux réfugiés.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire général, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président de la Commission  
consultative

(Signé) Subhi AMR

Monsieur Laurence Michelmore  
Commissaire général de l'Office de secours  
et de travaux des Nations Unies pour les  
réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient  
Beyrouth

## INTRODUCTION

1. Lors de sa vingt-troisième session, l'Assemblée générale a prorogé de trois ans - jusqu'au 30 juin 1972 - le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Un rapport sur les activités de l'Office, durant la dernière année de son précédent mandat, figure au chapitre premier du présent rapport 1/. L'Office a poursuivi sur les

1/ On trouvera un historique de l'Office et un exposé détaillé de sa mission et de ses travaux dans les rapports annuels et autres documents de l'ONU énumérés ci-après :

- A. Rapport définitif de la Mission économique d'études des Nations Unies pour le Moyen-Orient (28 décembre 1949) [A/AC.25/6, 1ère et 2ème parties].
- B. Rapport du Secrétaire général sur l'aide aux réfugiés de Palestine : Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Commission politique spéciale, Annexes, Vol. II, document A/1060, p. 15.
- C. Proposition en vue de la continuation de l'assistance des Nations Unies aux réfugiés de Palestine; document présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale lors de sa quatorzième session (A/4121).
- D. Rapport du Secrétaire général présenté conformément aux dispositions de la résolution 2252 (ES-V) de l'Assemblée générale et de la résolution 237 (1967) du Conseil de sécurité (A/6787).
- E. Rapport du Directeur de l'Office et rapports spéciaux du Directeur et de la Commission consultative à l'Assemblée générale :

- i) Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 19 (A/1451/Rev.1);
- ii) Ibid., sixième session, Suppléments Nos 16 et 16A (A/1905 et Add.1);
- iii) Ibid., septième session, Suppléments Nos 13 et 13A (A/2171 et Add.1);
- iv) Ibid., huitième session, Suppléments Nos 12 et 12A (A/2470 et Add.1);
- v) Ibid., neuvième session, Suppléments Nos 17 et 17A (A/2717 et Add.1);
- vi) Ibid., dixième session, Suppléments Nos 15 et 15A (A/2978 et Add.1);
- vii) Ibid., onzième session, Suppléments Nos 14 et 14A (A/3212 et Add.1);
- viii) Ibid., douzième session, Supplément No 14 (A/3536 et A/3735);
- ix) Ibid., treizième session, Supplément No 14 (A/3931 et A/3948);
- x) Ibid., quatorzième session, Supplément No 14 (A/4213);
- xi) Ibid., quinzième session, Supplément No 14 (A/4478);
- xii) Ibid., seizième session, Supplément No 14 (A/4861);
- xiii) Ibid., dix-septième session, Supplément No 14 (A/5214);
- xiv) Ibid., dix-huitième session, Supplément No 13 (A/5513);
- xv) Ibid., dix-neuvième session, Supplément No 13 (A/5813);
- xvi) Ibid., vingtième session, Supplément No 13 (A/6013);
- xvii) Ibid., vingt et unième session, Supplément No 13 (A/6313);
- xviii) Ibid., vingt-deuxième session, Supplément No 13 (A/6713);
- xix) A/6723 et Add.1. Voir le texte imprimé de ce document dans Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1967 (S/8001 et Add.1).

Voir suite de la note page suivante.

mêmes bases que par le passé ses programmes de secours, d'enseignement et de santé. Les principaux problèmes qui se sont posés au cours de cette année étaient dus aux conséquences des hostilités de 1967 qui se font toujours sentir, notamment l'occupation militaire et le fait qu'un petit nombre seulement de ceux qui ont été déplacés en 1967 ont pu voir se réaliser leur espoir de retourner dans leurs foyers; la persistance d'hostilités sporadiques et l'aggravation générale de la tension dans la région, ainsi qu'une situation financière qui va en se détériorant et qui risque de compromettre le maintien des activités de l'Office à l'avenir.

2. Il convient de noter que l'Office n'est pas chargé de faire respecter la loi et de maintenir l'ordre dans les camps de réfugiés. Au Liban, en Syrie et en Jordanie orientale, la police et les autres fonctions de sécurité touchant les camps et les réfugiés sont généralement exercées par les gouvernements des pays arabes d'accueil dans le cadre de leurs responsabilités normales envers la population du pays. Quant aux territoires occupés de Jordanie occidentale et de Gaza, le Conseil de sécurité a demandé au Gouvernement d'Israël, dans sa résolution 237 du 14 juin 1967, "d'assurer la sûreté, le bien-être et la sécurité des habitants des zones où des opérations militaires ont eu lieu" et en compte au nombre de ces habitants les réfugiés restés à Gaza et en Jordanie occidentale.

3. Au Liban, malgré un hiver exceptionnellement rigoureux, les réfugiés n'ont pas eu à souffrir d'une situation d'urgence, mais ils ont été indirectement affectés par les répercussions d'incidents militaires et politiques tels que l'attaque israélienne du 28 décembre 1968 contre l'aérodrome de Beyrouth et la crise gouvernementale prolongée qui a suivi les manifestations en faveur des fedayins en avril. Ces événements ont forcément produit un effet défavorable sur l'économie, notamment sur le tourisme, ce qui a réduit les possibilités d'emploi. Ils ont également fait ressortir les aspects politiques du problème des réfugiés et, sans intéresser directement l'Office, ont influé sur le milieu dans lequel celui-ci travaille.

---

Suite de la note 1 de la page précédente.

- xx) A/6787 et Corr.1;
- xxi) A/7060;
- xxii) Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 13 (A/7213).

F. Résolutions de l'Assemblée générale : 194 (III) du 11 décembre 1948; 212 (III) du 19 novembre 1948; 302 (IV) du 8 décembre 1949; 393 (V) du 2 décembre 1950; 513 (VI) du 26 janvier 1952; 614 (VII) du 6 novembre 1952; 720 (VIII) du 27 novembre 1953; 818 (IX) du 4 décembre 1954; 916 (X) du 3 décembre 1955; 1018 (XI) du 28 février 1957; 1191 (XII) du 12 décembre 1957; 1315 (XIII) du 12 décembre 1958; 1456 (XIV) du 9 décembre 1959; 1604 (XV) du 21 avril 1961; 1725 (XVI) du 20 décembre 1961; 1856 (XVII) du 20 décembre 1962; 1912 (XVIII) du 3 décembre 1963; 2002 (XIX) du 10 février 1965; 2052 (XX) du 15 décembre 1965; 2154 (XXI) du 17 novembre 1966; 2252 (ES-V) du 4 juillet 1967; 2341 (XXII) du 19 décembre 1967; 2452 (XXIII) du 19 décembre 1968.

G. Résolutions du Conseil de sécurité : 237 (14 juin 1967); 242 (22 novembre 1967).

4. En Syrie, les camps d'urgence établis à l'intention des réfugiés et des autres personnes déplacées 2/ du sud-ouest du pays ont bien supporté l'hiver, malgré de violentes tempêtes, grâce aux mesures prises pour la consolidation de ces camps. Les réfugiés en Syrie ont été également affectés par la tension générale au Moyen-Orient. Ceux qui avaient été déplacés n'ont guère pu trouver de travail et étaient presque entièrement tributaires, pendant l'année, des secours fournis par l'Office. Parmi ceux qui ont été autorisés à regagner leurs foyers dans le territoire occupé, en vertu des dispositions négociées par le Comité international de la Croix-Rouge, il n'y avait pas de réfugiés immatriculés, et le deuxième anniversaire de leur exode passa sans que les chances de leur retour se soient améliorées. On indiquait dans le dernier rapport annuel 3/ que l'Office examinait avec le Gouvernement syrien le projet tendant à rouvrir l'Ecole professionnelle de Homs, occupée depuis les hostilités de 1967 par des Syriens déplacés. Ces négociations n'ont pas progressé depuis et l'Ecole est encore occupée par les Syriens déplacés.

5. En Jordanie orientale, des tirs d'artillerie, des raids aériens et d'autres hostilités ont aggravé les souffrances de l'exil et les conditions résultant de l'état d'urgence. A la fin de juin 1969, le nombre d'habitants dans les camps d'urgence s'est élevé à 91 000 personnes, par suite de l'arrivée de nouveaux réfugiés et personnes déplacées ayant au début logé chez des amis ou des parents, ou tenté de s'arranger au mieux de leurs possibilités, mais qui étaient désormais contraints de chercher à être hébergés dans les camps parce que leurs ressources s'amenuisaient ou en raison des intempéries de l'hiver. On a continué à améliorer les installations en aménageant de meilleures canalisations et surtout des abris temporaires érigés sur une structure en bois, avec des plaques de tôle ondulée d'aluminium ou d'éternit. Les améliorations possibles sont évidemment limitées en raison de l'avenir incertain, de la pénurie de fonds et de l'emplacement des camps d'urgence, établis sur des côtes et des plateaux arides, n'offrant pas de commodités et guère de protection naturelle contre la chaleur et la poussière en été, et le froid, la pluie, la boue, le vent et les rafales de neige en hiver. En dépit de l'aggravation de sa situation financière, l'Office a continué à assurer l'alimentation d'appoint, et notamment d'un repas chaud par jour aux enfants âgés de moins de 15 ans, dans les camps d'urgence (en Syrie aussi bien qu'en Jordanie).

6. Un programme de construction qui a permis jusqu'ici de fournir des abris à 9 600 familles a été financé par des contributions spéciales de diverses sources (voir par. 58 au chapitre premier). En outre, des abris et d'autres installations pour 600 familles ont été construits au camp de Talbiyeh par la Société iranienne du Lion rouge et du Soleil. La grande majorité des réfugiés ayant hésité, pour des raisons compréhensibles, à accepter des habitations qui pouvaient faire paraître moins urgent leur retour, le début des travaux a été retardé

---

2/ Dans le présent rapport, les expressions "réfugiés", "réfugiés déplacés" ou "réfugiés nouvellement déplacés" s'appliquent aux personnes immatriculées auprès de l'Office avant les hostilités de juin 1967; les expressions "personnes déplacées" ou "autres personnes déplacées" désignent celles qui ont été déplacées après le début des hostilités de juin 1967, mais n'étaient pas immatriculées auprès de l'Office.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 13 (A/7213), par. 6.



jusqu'à la fin de l'automne. Les abris terminés et occupés en hiver ont bien supporté les pluies et assuré une protection bien meilleure que les tentes. Fin juin, 9 700 abris étaient terminés et 700 étaient encore en construction, mais environ 5 000 familles demeuraient encore sous la tente dans ces camps. Le Commissaire général espère que des contributions spéciales seront reçues pour leur construire des abris avant l'hiver 1969-1970. Grâce aux donations d'organisations non gouvernementales, notamment de la Mission pontificale pour la Palestine et du Diakonisches Werk, on a également pu remplacer par des bâtiments préfabriqués les tentes utilisées jusque-là comme salles de classe, dispensaires et autres installations destinées à la collectivité.

7. En Jordanie occidentale aussi, on a ressenti les conséquences d'hostilités continuelles ainsi que celles de la résistance à l'occupation militaire. A mesure que se prolongeait la période d'occupation et que paraissait s'éloigner la perspective d'un règlement, des manifestations, des grèves et des explosions de bombes se multiplièrent, entraînant de la part des autorités militaires israéliennes des mesures telles que détentions, déportations et, dans les cas de prétendue complicité dans les actes de violence, démolitions de maisons. Ces actions et ces réactions ont désorganisé le fonctionnement des écoles et centres de formation et compliqué davantage le travail des fonctionnaires de l'Office. Deux fonctionnaires arabes de l'Office, une directrice d'école et un médecin furent déportés, quatre furent condamnés à des peines d'emprisonnement par des tribunaux militaires, huit détenus pendant des périodes plus ou moins longues, puis libérés; et sept sont encore détenus sans avoir été jugés ou condamnés (deux inculpés attendent leur procès, les autres sont soit en cours d'interrogation ou en détention administrative).

8. Dans le territoire de Gaza, les troubles et les perturbations étaient plus généralisés qu'auparavant. Durant les premiers mois de 1969, les grèves et les actes de violence ont fait presque continuellement partie de la vie et l'Office n'a pu éviter certaines conséquences de cet état de choses : fonctionnaires arrêtés, détenus et emprisonnés pour de prétendues activités illégales en dehors de leurs fonctions officielles. Du 1er juillet 1968 au 30 juin 1969, 54 fonctionnaires furent arrêtés, dont quarante furent détenus sans procès pendant des périodes plus ou moins longues, puis libérés, huit inculpés et condamnés à des peines d'emprisonnement et six étaient encore détenus au 30 juin 1969. Parmi ceux qui avaient été arrêtés avant le 1er juillet 1968 et se trouvaient encore en détention à cette date, deux furent ensuite libérés sans procès (l'un d'eux après quinze mois de détention), un autre fut acquitté et libéré, et sept furent inculpés et condamnés à des peines d'emprisonnement. Il y eut également plusieurs intrusions dans les locaux de l'Office de la part de manifestants et des forces de sécurité. C'est tout à l'honneur du personnel de l'Office si le travail normal dans les domaines des secours, de la santé et des services sociaux s'est poursuivi sans interruption notable, et si les services d'enseignement ne se sont jamais complètement arrêtés.

9. Au fur et à mesure que la situation se dégradait au Moyen-Orient, les activités de l'Office s'en trouvaient de plus en plus affectées. Même dans les circonstances les plus favorables, sa tâche n'est pas aisée, et les tensions,

les déceptions, les soupçons et la violence de plus en plus répandus qui ont régné au cours de l'année passée ont encore aggravé les difficultés habituelles. Les interrogatoires et détentions de fonctionnaires ont gêné le travail et suscité pour l'Office des problèmes délicats de principe et de procédure. Le retrait de certains manuels scolaires dans les régions occupées jusqu'à leur examen par la Commission d'experts de l'extérieur désignée par l'UNESCO <sup>4/</sup> a obligé l'Office à assembler, à reproduire et à distribuer des notes de cours photocopiés en très grand nombre. En mars, le Gouvernement d'Israël a informé l'Office que, pour des raisons de sécurité publique, le transport de fournitures destinées à la Jordanie occidentale et à Gaza, à travers la frontière libano-israélienne auquel il avait donné son accord après les hostilités de juin 1967, ne pouvait être poursuivi; il fallut donc emprunter un itinéraire plus long et plus onéreux, passant par la Syrie et la Jordanie orientale et traversant le Jourdain, pour acheminer les fournitures difficiles à importer via Ashdod et Haïfa. Divers gouvernements ont également imposé des restrictions aux déplacements de certains fonctionnaires de l'Office, au passage de la frontière libano-israélienne par ses fonctionnaires et, de manière générale, aux déplacements en provenance et à destination des territoires occupés. Ces restrictions ont compliqué le travail et accru les frais de l'Office. D'autre part, les prix plus élevés de l'économie israélienne ont continué à faire augmenter graduellement les prix des denrées et des services, en Jordanie occidentale et à Gaza; les dépenses de l'Office s'en sont ainsi trouvées accrues par suite d'achats plus onéreux, et par suite des conséquences de la hausse du coût de la vie sur les salaires du personnel.

10. Lors de sa vingt-troisième session, l'Assemblée générale a souligné une fois de plus qu'il fallait hâter le retour des réfugiés déplacés et des autres personnes déplacées, demandant instamment au Gouvernement d'Israël de "prendre des mesures efficaces et immédiates en vue du retour sans retard des habitants qui ont fui les zones depuis l'ouverture des hostilités" <sup>5/</sup>. En 1967, selon les indications fournies par le Comité international de la Croix-Rouge, 14 058 personnes sont retournées dans leurs foyers, en Jordanie occidentale, en vertu des dispositions prises en juillet et août de cette même année. La validité des permis de retour qui avaient été accordés dans le cadre de ce projet qui n'avaient pas été utilisés fut prorogée à la fin de 1968 et 2 500 nouveaux permis ont été donnés pour remplacer ceux qui n'avaient pas été utilisés. Entre-temps, certains habitants de la Jordanie occidentale ont pu y retourner en vertu d'un projet relatif à la "réunion des familles". (Le Comité international de la Croix-Rouge ne dispose pas de chiffres concernant les rentrées en Jordanie occidentale en 1968 et 1969, celles-ci ayant été organisées par le Gouvernement israélien par l'intermédiaire des autorités municipales en Jordanie occidentale.) Le Comité international de la Croix-Rouge a également informé le Commissaire général que, conformément au projet relatif à la réunion des familles pour Gaza, 158 personnes y sont rentrées en 1967,

---

<sup>4/</sup> Voir plus loin par. 105.

<sup>5/</sup> Résolution 2452 A (XXIII) de l'Assemblée générale, par. 1.

2 032 en 1968 et 330 au cours du premier trimestre de 1969, soit un total de 2 520; d'autre part, 449 Syriens déplacés sont retournés sur les hauteurs du Golan en 1969 et les permis de retour de 263 autres sont encore en suspens. Parmi ceux qui sont retournés sur les hauteurs du Golan, il n'y avait aucun réfugié immatriculé; les chiffres relatifs à la Jordanie occidentale et à Gaza n'établissent pas de distinction entre réfugiés et autres personnes déplacées.

11. Il n'y a donc eu qu'une rentrée limitée de réfugiés ou d'autres personnes déplacées dans leurs anciens foyers. L'incertitude de l'avenir, qui est le lot des réfugiés depuis vingt et un ans, persiste, et ils continuent à manifester leur déception et leur désillusion devant les délais mis à la réalisation de leur espoir de rentrer dans leurs foyers d'avant juin 1967, de leur espoir d'être rapatriés dans leurs premiers foyers ou pour ceux décidant de ne pas y retourner, de toucher une indemnisation <sup>6/</sup> et de leur espoir de voir intervenir une "juste solution au problème des réfugiés" en tant qu'élément de la paix juste et permanente envisagée par la résolution 242 (1967) adoptée le 22 novembre 1967 par le Conseil de sécurité. En attendant, ils doivent faire front sans cesse aux dangers physiques et aux tensions résultant d'hostilités le long des lignes d'armistice, de flambées de violence dans les territoires occupés et de représailles aériennes ou terrestres. Ils ressentent les craintes causées par des mesures de sécurité telles que couvre-feu, interrogatoires, détentions et démolitions de maisons, angoisses qui ont eu forcément un effet néfaste sur le moral de ces malheureux.

12. Par suite des rentrées limitées, l'Office a dû continuer à dispenser des services à plus de 200 000 réfugiés déplacés et autres personnes en Syrie et en Jordanie orientale. L'Office a également contribué aux secours fournis par le Gouvernement de la République arabe unie aux réfugiés déplacés vivant sur son territoire. Le Commissaire général regrette de devoir une fois de plus attirer l'attention de l'Assemblée générale sur la douloureuse anomalie qui existe entre le fait qu'en Jordanie occidentale, des camps bien installés soient occupés en partie seulement et que certains, notamment à Jéricho, soient presque vides,

---

<sup>6/</sup> Dans sa résolution 194 (III), adoptée le 11 décembre 1948, l'Assemblée générale a décidé "qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables; ...". Ce paragraphe 11 a été cité dans de nombreuses résolutions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 2452 B (XXIII) de l'Assemblée générale, par. 4. Voir plus haut la note <sup>1/</sup>, F, pour les autres résolutions pertinentes.

alors que ceux qui les habitaient vivent dans des conditions à peine supportables dans les camps d'urgence ou dans d'autres lieux où ils ont trouvé des logements de fortune en Jordanie orientale. Les moyens de subsistance dont ils disposaient avant les hostilités, ainsi que les chances de réintégration économique et sociale dans les collectivités parmi lesquelles ils avaient vécu pendant près de vingt ans, ont été perdus à la suite des événements des deux années passées. Ainsi qu'il est indiqué dans le Rapport du Commissaire général pour la période se terminant au 30 juin 1967 7/, les progrès accomplis à cet égard avant les hostilités de juin 1967 étaient substantiels.

13. L'exode des réfugiés de Gaza et de Jordanie occidentale vers la Jordanie orientale a pratiquement cessé en juillet 1968, date à laquelle le Gouvernement jordanien a décidé de ne plus admettre ceux qui avaient l'intention de rester en Jordanie orientale. L'Office a pu ainsi effectuer des progrès notables dans la remise en ordre des listes d'immatriculation, rendues confuses par les mouvements massifs de réfugiés pendant et après les hostilités de 1967. Les mesures spéciales d'identification aux centres de distribution, dont il est fait état dans le rapport de l'an dernier, ont été poursuivies à Gaza, en Jordanie occidentale et en Jordanie orientale. Les radiations de ces listes effectuées à Gaza et en Jordanie occidentale ont permis d'ajouter sur les listes de rationnaires des enfants qui n'y figuraient pas auparavant. Au Liban, l'autorisation de procéder aux vérifications sur place, suspendue pendant plusieurs mois par le Gouvernement, a été maintenant remise en vigueur et la vérification des ayants droit aux rations a été reprise. En Syrie, l'Office ne peut toujours pas procéder aux vérifications sur place, et doit se fonder, pour les rectifications à apporter à ses listes, sur les informations fournies par les autorités au sujet des décès et des absences prolongées. Pour l'ensemble des régions dans lesquelles l'Office exerce ses activités, le nombre d'enfants âgés de plus d'un an qui ont théoriquement droit aux rations, mais ne peuvent actuellement en recevoir, s'élève maintenant à 308 038. Parmi ceux-ci, 14 947 enfants de réfugiés immatriculés déplacés en Jordanie orientale et en Syrie reçoivent actuellement des rations d'urgence de l'Office sur une base temporaire et 41 532 enfants en Jordanie orientale reçoivent des rations aux frais du Gouvernement jordanien.

14. Sur le plan économique, la plupart des réfugiés ont encore subi des revers, bien que certains aient pu trouver du travail saisonnier ou temporaire. En général, le marasme économique continue et les réfugiés ont donc un besoin accru des secours de l'Office. Pour la plupart d'entre eux, cette assistance est une nécessité vitale.

15. Il convient de noter qu'il n'y a eu aucune épidémie grave parmi les réfugiés, même ceux vivant dans les camps d'urgence surpeuplés de Jordanie orientale et de Syrie, où les installations sanitaires sont rudimentaires.

16. Bien qu'il y ait eu de nombreuses interruptions et que la fréquentation scolaire ait été instable, particulièrement dans les territoires occupés, les réfugiés n'ont cessé de manifester le même intérêt pour l'enseignement, et le nombre d'inscriptions dans les écoles a augmenté parallèlement à l'accroissement du nombre d'enfants d'âge scolaire. La fréquentation des écoles normales et des centres de formation professionnelle et technique a également varié durant

---

7/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément No 13 (A/6713), par. 53-57.

l'année, par suite d'incidents tels que grèves et manifestations. Le temps perdu a été compensé en partie grâce à des leçons supplémentaires et à la prolongation de l'année scolaire. En dépit des incertitudes actuelles, tout semble indiquer que la grande majorité des jeunes désirent de tout coeur terminer leur formation en vue d'apprendre un métier qui leur permettra de trouver un emploi et d'aider leur famille.

#### Relations avec d'autres organismes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées

17. L'Office a continué à bénéficier du concours utile d'autres organismes des Nations Unies en vue d'améliorer les conditions de vie des réfugiés. Le programme d'enseignement de l'Office est mis en oeuvre conjointement avec l'UNESCO, dont les conseils et l'assistance ont été inestimables pour faire face aux nombreux problèmes qui se sont posés, plus particulièrement par suite de l'occupation de la Jordanie occidentale et de Gaza. Par ailleurs l'Office sait profondément gré à l'OMS des directives techniques que cette institution continue à fournir pour son programme de santé. En outre, l'OMS entreprend une étude de la situation sanitaire des personnes déplacées dans la région, dont les résultats seront utiles à l'Office. Plusieurs moniteurs de formation professionnelle et technique de l'Office ont reçu des bourses pour le Centre international de perfectionnement professionnel et technique de l'OIT à Turin, et l'OIT a informé l'Office de son intention de l'aider dans d'autres domaines qui restent à déterminer. Le Commissaire général a été très heureux de l'annonce faite en juin par le Programme alimentaire mondial de son intention de mettre à la disposition du Gouvernement jordanien de nouveaux envois de vivres, permettant d'aider pendant quatre mois 140 000 personnes déplacées non immatriculées auprès de l'UNRWA. (Il faut noter que les programmes de l'Office sont des programmes auxquels le Programme des Nations Unies pour le développement, le FISE, le Programme alimentaire mondial et d'autres organismes similaires des Nations Unies ne peuvent prêter leur assistance.)

18. Les comptes de l'Office pour l'année 1968 ont été vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies, dont le rapport sera examiné par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission. En outre, comme suite à une proposition faite à la Cinquième Commission, lors de la vingt-troisième session, l'Office soumettra au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires un rapport sur son administration, son budget et ses procédures financières.

#### Assistance d'institutions bénévoles et d'autres organisations non gouvernementales

19. En exprimant sa gratitude aux nombreuses institutions bénévoles et aux autres organisations et particuliers qui ont aidé les réfugiés et les personnes déplacées au cours de l'année écoulée, le Commissaire général désire signaler

tout spécialement que c'est grâce à certaines donations que des programmes qui risquaient d'être supprimés faute de fonds ont pu être poursuivis. Les projets financés par ces contributions, ainsi que les noms des donateurs, sont indiqués dans les chapitres pertinents du rapport. Il s'agit notamment de l'organisation américaine Near East Emergency Donations, Inc., (NEDD); de la Swedish Save the Children Federation (Rädda Barnen); de l'organisation britannique OXFAM; d'AUSTCARE (Australie); de la Mission pontificale pour la Palestine; de MISEREOR et Diakonisches Werk (République fédérale d'Allemagne); de l'Arabian American Oil Company (ARAMCO), du Conseil des Eglises pour le Proche-Orient et de nombreuses autres organisations. Toutes les contributions faites directement à l'Office par des sources non gouvernementales sont énumérées au tableau 21 de l'annexe I. Le Commissaire général désire également rendre hommage aux institutions bénévoles internationales et locales, travaillant dans la région où l'Office exerce ses activités pour leur constante et généreuse assistance et leurs efforts inlassables en faveur des réfugiés (voir tableau 18 de l'annexe I).

### Finances

20. L'aggravation de la situation financière de l'Office a été le problème dominant qui a relégué à l'arrière-plan toutes les autres questions administratives et opérationnelles. Depuis 1963, l'Office a connu chaque année un déficit budgétaire, sauf en 1967 lorsque des contributions spéciales ont été reçues pour faire face aux besoins manifestes qui se sont fait jour à la suite des hostilités. Celles-ci ont été épuisées en 1968, et l'année s'est terminée par un déficit. Le déficit accumulé depuis 1963 est de 7 millions de dollars. On estime qu'en 1969, le déficit sera de l'ordre de 3,3 à 3,8 millions de dollars et dépendra de différents facteurs, dont l'influence de la hausse du coût de la vie sur les dépenses de personnel et d'éventuelles réductions sur les contributions attendues. Un déficit de l'ordre de 3,5 millions de dollars est prévu pour 1970 si les services de l'Office sont maintenus à leur niveau actuel.

21. L'excédent accumulé, ou fonds de roulement, constitué lors des premières années d'activité de l'Office, lorsque celui-ci a reçu des fonds destinés à de vastes projets de réinstallation et de développement, s'élevait fin 1962 à plus de 20 millions de dollars. Le 31 décembre 1968, il était tombé à 13,7 millions de dollars et à la fin de 1969, il ne sera plus que d'environ 10 millions. Sur ce total, quelque 7 à 8 millions de dollars, représentant des marchandises en réserve et en cours de transport, seront donc immobilisés, et l'encaisse correspondra à un montant inférieur à celui qui est nécessaire pour poursuivre pendant deux mois les activités de l'Office. Ce n'est évidemment pas une marge de sécurité suffisante. A moins que les services ne soient réduits ou que l'on ne reçoive d'une source quelconque des fonds supplémentaires, l'Office manquera certainement de liquidités en 1970. Si le versement des contributions gouvernementales est en retard sur les dépenses courantes, l'Office pourrait se trouver dans l'impossibilité, au cours du premier semestre, de verser les traitements et de tenir d'autres engagements.

22. Les raisons des déficits périodiques de l'Office sont évidentes. Il achète des denrées et contracte des services sur le marché mondial et ne peut donc éviter les répercussions de la hausse des prix, alors que la plupart des contributions n'ont pas augmenté proportionnellement. Pendant ce temps l'accroissement naturel de la population réfugiée - comme celui de toutes les populations d'une catégorie sociale et économique comparable - a été rapide. Le coût des rations ne s'est pas accru dans la même proportion, des limites ayant été fixées à la distribution des rations de base, mais la demande de services, particulièrement dans le domaine de l'enseignement, a fortement augmenté. C'est ainsi qu'en 1969-1970, il y aura 50 000 enfants de plus qu'en 1966 dans les écoles primaires et primaires supérieures de l'UNRWA-UNESCO. Le nombre d'élèves augmente chaque année de 14 000 environ et les dépenses renouvelables au titre de l'enseignement s'élèveront en 1970 à environ un million de dollars de plus qu'en 1969.

23. L'Office a également dû engager des dépenses plus élevées par suite des hostilités de 1967. L'infrastructure et les bâtiments dans les camps d'urgence en Jordanie orientale et en Syrie ont été financés par des contributions spéciales, mais il a fallu doubler certains services et en développer d'autres : par exemple, le service de repas chauds a été étendu aux enfants âgés de 7 à 15 ans, par suite des conditions existant dans ces camps d'urgence. Tout récemment, la hausse des prix de la vie dans la région - due à des raisons extérieures et intérieures - et ses incidences sur les traitements du personnel, ont été une source de préoccupations pour l'Office. La politique de l'Office touchant la rémunération du personnel recruté localement consiste à s'aligner grosso modo sur le barème des traitements appliqué par l'administration locale à des fonctionnaires chargés de tâches comparables, par exemple les instituteurs et les travailleurs sanitaires. Lorsque ces gouvernements relèvent leurs traitements et salaires, l'Office peut difficilement éviter de faire de même, puisqu'il leur fait concurrence jusqu'à un certain point sur le même marché du travail : en effet, tous les ans, de nombreux instituteurs quittent leur travail à l'Office pour des emplois dans l'administration dans les pays du monde arabe, et bien que la formation qu'ils ont reçue dans les écoles normales de l'Office représente une forme utile d'assistance technique à la région, il y a des limites à partir desquelles l'Office ne peut supporter la perte d'enseignants qualifiés et expérimentés sans que le niveau de ses écoles en pâtisse. En outre, en tant qu'organisme des Nations Unies, l'Office est obligé de faire preuve d'équité envers son personnel et ne peut admettre que son barème de traitements soit sensiblement inférieur à celui pratiqué par les gouvernements ou par d'autres organisations, car il courrait le risque de voir baisser le moral de ses fonctionnaires et, partant, leur efficacité. Certains relèvements des traitements du personnel doivent donc être opérés, malgré la situation budgétaire critique.

24. L'an dernier, le Secrétaire général, lors de la réunion de la Commission politique spéciale de l'Assemblée générale, a lancé un appel pressant pour une augmentation des contributions, et le Commissaire général a mis en garde les membres de la Commission contre les mesures qui devraient être prises si les recettes n'étaient pas suffisamment accrues. Depuis lors, tant le Secrétaire général que le Commissaire général se sont adressés à de nombreux gouvernements



particulièrement intéressés par l'oeuvre de l'Office; ces démarches ont abouti à l'augmentation de quelques contributions mais, comme il est mentionné au paragraphe 20, le déficit demeure très important. Devant décider s'il fallait immédiatement réduire les services, le Commissaire général a en avril dernier consulté à ce sujet la Commission consultative auprès de l'Office. Tous les gouvernements des pays arabes d'accueil se sont élevés énergiquement contre toute réduction, déclarant que de telles mesures infligeraient de nouvelles souffrances aux réfugiés et compromettraient la sécurité publique. Les autres membres de la Commission consultative ont exprimé l'espoir que l'on pourrait éviter des réductions, mais n'ont pu proposer d'autre solution au problème financier que de redoubler d'efforts pour trouver des fonds supplémentaires. Le Gouvernement israélien a également eu l'occasion d'exprimer son avis mais l'a réservé en attendant que soit précisée la situation financière de l'Office à la lumière des derniers faits nouveaux. Tenant compte des conseils reçus, et plus particulièrement des protestations énergiques des gouvernements des pays arabes d'accueil, ainsi que de sa propre appréciation de la situation à un moment où l'on déployait des efforts soutenus en vue de parvenir à un règlement pacifique au Moyen-Orient, le Commissaire général a décidé d'ajourner la réduction de services jusqu'à ce que l'Assemblée générale ait eu une nouvelle occasion d'envisager d'autres solutions. Fin juin 1969, il a présenté une déclaration sur la situation financière de l'Office au Secrétaire général, qui l'a communiquée à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des organisations spécialisées (A/7577). En même temps, le Secrétaire général a souligné avec insistance qu'il fallait assurer l'Office du soutien nécessaire et qu'il espérait qu'à sa prochaine session ordinaire, l'Assemblée générale prendrait des mesures urgentes et efficaces en vue de financer les activités futures de l'Office.

25. Dans un rapport présenté à la Commission consultative en avril 1969, le Commissaire général a énuméré les réductions de services auxquelles il faudrait éventuellement procéder si le déficit n'était pas couvert par des contributions. En matière de services de secours, il s'agirait d'éliminer des rations de base le savon, les légumes secs, le sucre et le riz; de réduire de 25 p. 100 l'alimentation d'appoint; d'éliminer la ration de pétrole lampant en hiver et de mettre fin à l'assistance fournie aux personnes déplacées de Gaza dans la République arabe unie. La ration de base ne représentant par personne et par jour qu'une valeur énergétique de 1 500 calories et étant nettement insuffisante, l'élimination des légumes secs, du sucre et du riz aurait de graves conséquences sur la nutrition. Du point de vue sanitaire, il serait regrettable d'éliminer le savon en raison des conditions dans lesquelles les réfugiés vivent, surtout dans les camps d'urgence.

26. Ce serait faire preuve de peu de réalisme que d'espérer que des économies substantielles pourraient être réalisées en réduisant le nombre des rations de base distribuées. Le nombre des rationnaires est actuellement limité à un chiffre légèrement inférieur à 850 000, compte non tenu de quelque 293 000 enfants qui ne bénéficient que de services. La vérification des listes de rationnaires se poursuit d'une manière continue et des progrès sensibles ont



été réalisés au cours de l'année à Gaza, en Jordanie occidentale et en Jordanie orientale en faisant concorder les diverses listes. Cependant, cette vérification a surtout permis de radier des noms de rationnaires décédés ou absents et de les remplacer par des noms d'enfants ayant droit aux rations, mais qui n'en avaient pas reçu auparavant. On a également poursuivi pendant l'année, dans toute la mesure du possible, les enquêtes sur les ressources des rationnaires, mais l'instabilité politique et économique de la région a fait diminuer, plutôt que d'augmenter, les possibilités d'emploi.

27. L'alimentation d'appoint est réservée aux enfants et à d'autres groupes vulnérables; la ration de pétrole lampant est destinée au chauffage; quant aux personnes déplacées de Gaza en République arabe unie, elles devraient soit se passer d'aide, ou bien le Gouvernement de la République arabe unie, qui a déjà des obligations considérables en matière de secours, devrait s'en charger.

28. Les services de santé de l'Office ne représentant guère plus qu'un minimum vital, toute réduction dans ce domaine constituerait un risque pour l'état de santé des réfugiés. Il faut également signaler que l'accroissement du nombre d'enfants a imposé une charge accrue à ces services. Par des mesures efficaces de santé publique, dont l'assainissement du milieu et les programmes de vaccination entrepris par les dispensaires de l'Office, on a pu éviter les épidémies. Compromettre cette protection serait dangereux surtout si le contenu des rations devait être réduit en même temps.

29. Absorbant environ 43 p. 100 des dépenses de l'Office, l'enseignement est en train de devenir maintenant le chapitre principal du budget, constitué jusqu'ici par les services de secours. Il représente l'élément le plus constructif de l'oeuvre de l'Office, puisqu'il contribue à la fois à la réadaptation individuelle et à l'essor général de la région. Les réfugiés eux-mêmes attachent une importance primordiale à l'instruction de leurs enfants, puisqu'elle leur offre le moyen d'obtenir l'indépendance et la dignité, et les gouvernements des pays arabes d'accueil, ainsi que ceux des pays contributeurs, ont constamment exprimé l'espoir que les activités de l'Office dans le domaine de l'enseignement soient poursuivies et renforcées.

30. Certaines dépenses en matière d'enseignement sont couvertes par des contributions faites dans un but déterminé et qui ne seraient pas disponibles à d'autres fins, comme par exemple les dons provenant de crédits gouvernementaux réservés à l'assistance technique. Lorsqu'il s'agit de contributions destinées à des projets de premier établissement, l'Office s'efforce d'obtenir l'assurance qu'une aide sera fournie pour couvrir les dépenses renouvelables qui en résulteront pendant une période donnée. De telles assurances ne peuvent pas être toujours obtenues, mais elles le sont parfois; ainsi, la République fédérale d'Allemagne, qui couvre les frais d'agrandissement du Centre de formation professionnelle de Wadi Sir (Jordanie orientale), s'est engagée à couvrir pendant cinq ans les dépenses renouvelables que nécessite l'agrandissement. L'Institut pédagogique de l'UNRWA et de l'UNESCO, qui applique de nouvelles méthodes pour la formation des instituteurs en cours d'emploi, est actuellement financé par des contributions du Gouvernement suédois (par l'intermédiaire de l'Office

suédois pour le développement international), de la coopération technique du Gouvernement suisse et de l'UNESCO, qui met du personnel à sa disposition. Les écoles de l'Office sont d'un modèle fort modeste; chaque classe compte souvent plus d'une cinquantaine d'élèves; ce nombre serait réduit pour des motifs pédagogiques, si l'on disposait des fonds nécessaires pour rémunérer un plus grand nombre d'instituteurs.

31. On ne peut guère réaliser d'économies dans le programme d'enseignement ou réduire les services d'enseignement directement dispensés par l'Office, sinon en éliminant une partie du programme, par exemple le cycle primaire supérieur (soit les trois dernières des neuf années d'enseignement). Les économies possibles, énumérées par le Commissaire général, concernent donc les bourses universitaires et les subventions versées aux responsables des établissements d'enseignement publics et privés, où sont inscrits des élèves réfugiés. L'élimination de ces subventions signifierait soit imposer de nouvelles charges aux gouvernements intéressés, qui doivent déjà faire face à des dépenses accrues en matière d'enseignement, soit laisser sans instruction plus de 60 000 enfants réfugiés. La réduction des dépenses relatives au programme d'enseignement n'offrirait donc pas une solution facile au problème.

32. Pour réaliser des économies, on est naturellement porté à examiner les dépenses d'"administration". L'Office étant un organisme opérationnel, assurant directement des services, on peut difficilement ranger dans une catégorie à part les dépenses qui pourraient être dites d'"administration". Il convient de noter que, sur 12 901 fonctionnaires de l'Office recrutés localement, 56,3 p. 100 sont des enseignants et 18,4 p. 100 des employés du Service de santé. Le nombre des fonctionnaires internationaux a été ramené de 183 en 1963 à 110 seulement, chiffre que le Commissaire général estime être le minimum indispensable pour garantir le caractère international de l'Office et assurer la direction, le contrôle et la supervision dont le Commissaire général assume la responsabilité auprès de l'Assemblée générale. Les procédures financières de l'Office sont conçues de manière à soumettre les dépenses à un examen minutieux lors des discussions périodiques et on a régulièrement procédé à des compressions du personnel figurant au tableau d'effectif. En s'attaquant aux dépenses d'administration, on ne peut donc aboutir à des économies substantielles en rapport avec les problèmes financiers de l'Office.

33. L'Office doit donc envisager le danger de voir ses réserves en espèces épuisées - peut-être au début de 1970 - à moins de disposer des recettes plus élevées ou de réduire ses dépenses. Des appels réitérés à l'Assemblée générale et ailleurs n'ont pas permis de lui procurer les recettes accrues nécessaires. Des réductions de dépenses d'une telle ampleur ne peuvent être effectuées sans infliger de nouvelles privations aux réfugiés; elles entraîneraient des répercussions politiques et ne pourraient être appliquées que contre le gré des réfugiés et des gouvernements des pays arabes d'accueil. Il semble donc que l'on ne pourra stabiliser la situation financière de l'Office, sans une décision majeure portant soit sur la méthode de financement à l'avenir, soit sur l'étendue des services qu'il doit assurer aux réfugiés. On ne peut plus remettre à plus tard une décision de cet ordre, car l'Office ne peut vraiment pas affronter l'année 1970 dans l'état présent d'incertitude.

34. A ce sujet, il faut signaler qu'en 1969 et en 1970, l'Office doit recevoir une partie de ses recettes sous forme de farine, et cette farine dépasse ses besoins normaux. L'Office distribue 112 000 tonnes de farine par an aux réfugiés en assurant régulièrement les rations de base (qui comprennent aussi d'autres denrées alimentaires : légumes secs, riz, huile et sucre). Normalement, la plus grande partie de la farine nécessaire à l'Office est fournie par le Gouvernement des Etats-Unis au titre de sa contribution ordinaire. Depuis quelques années, le Gouvernement canadien a également envoyé de la farine au titre de sa contribution ordinaire et de contributions spéciales. L'Office achetait le restant de farine nécessaire sur le marché mondial. Récemment, plusieurs autres pays ont donné de la farine au titre de leur contribution et si l'Office devait recevoir des contributions de farine aussi importantes en 1970, il en aurait un surplus. Il faudra donc trouver une solution pour l'employer ou l'écouler, sans aggraver les difficultés financières de l'Office, soit en substituant une quantité supplémentaire de farine à l'une ou à plusieurs autres denrées alimentaires composant la ration, soit en vendant ou en échangeant cette farine contre d'autres denrées. Si l'Office ne peut recourir à aucune de ces solutions, il ne pourra entièrement réaliser la valeur de la farine supplémentaire, et son déficit se trouvera accru d'autant.

35. En raison de l'état précaire des réserves de l'Office, il faut également mentionner dans ce contexte les créances de l'Office contre les gouvernements du Liban, de la Syrie et de la Jordanie conjointement, au titre des frais supplémentaires de transport ferroviaire (voir par. 158 du chapitre premier). Il s'agit là d'un montant de plus de 1,5 million de dollars; son règlement permettrait d'augmenter les réserves de façon substantielle. L'Office a donc réitéré sa demande de façon pressante lors d'une réunion avec les représentants de ces gouvernements en vue de régler cette créance.

#### Résumé et conclusions

36. On a cherché, dans la présente Introduction, à donner un aperçu des problèmes principaux qui ont préoccupé l'Office pendant l'année qui s'est terminée le 30 juin 1969. En dépit des incertitudes et des craintes, l'Office a consolidé son action et s'est efforcé, dans toute la mesure de ses moyens, de sauvegarder le bien-être des réfugiés et l'avenir de leurs enfants par ses programmes de santé et d'enseignement.

37. Aussi longtemps que le problème des réfugiés n'aura pas trouvé de solution on aura évidemment besoin de maintenir les services dispensés par l'Office. Comme il est expliqué ci-dessus, on ne peut réduire sensiblement ces services sans infliger de nouvelles privations à plusieurs centaines de milliers de personnes qui se trouvent déjà dans une situation proche du dénuement, accentuant ainsi leurs sentiments de désespoir, et sans entraîner dans la région d'importantes répercussions qui ne feraient qu'aggraver une situation dangereuse et envenimer les passions exacerbées au Moyen-Orient. En outre, si l'on devait réduire l'enseignement et la formation professionnelle, on restreindrait encore

plus les perspectives des réfugiés et l'on renoncerait à une forme utile d'assistance technique aux pays arabes. Néanmoins, en dépit de ces raisons évidentes de fournir à l'Office les ressources financières indispensables pour poursuivre son oeuvre et établir ses plans d'avenir, on ne peut garantir, au moment où le présent rapport est rédigé, que les activités de l'Office ne connaîtront pas une crise majeure en 1970. On ne peut donc terminer la présente Introduction que par un appel à l'Assemblée générale afin de consolider davantage les finances de l'Office et lui assurer les fonds nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche.

## CHAPITRE PREMIER

### RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE L'OFFICE DU 1er JUILLET 1968 AU 30 JUIN 1969

38. La présente section du rapport décrit les principales activités de l'Office au cours de la période de douze mois qui a pris fin le 30 juin 1969. Des renseignements complémentaires sur les dépenses prévues pour chaque activité au cours de l'année civile 1969 et les dépenses effectuées en 1968 se trouvent au chapitre II du rapport qui présente le budget de l'Office pour 1970.

#### A. Service de secours

39. L'exode des réfugiés de la Jordanie occidentale et de Gaza vers la Jordanie orientale, qui s'était produit l'année précédente, ne s'est pas poursuivi durant l'année qui fait l'objet du présent rapport. Le flot a pratiquement cessé en juillet 1968, date à laquelle les autorités jordaniennes ont décidé de ne plus admettre de nouveaux réfugiés venant de Gaza. A ce moment-là, le mouvement des réfugiés en provenance de la Jordanie occidentale s'était déjà presque complètement arrêté. La population réfugiée de la Jordanie orientale est donc restée relativement stable durant la période considérée et l'on a pu prévoir les besoins des réfugiés nouvellement déplacés en matière de logement et d'autres services. Les mesures spéciales d'identification appliquées dans les centres de distribution signalés dans le dernier Rapport annuel 8/ ont été maintenues à Gaza, en Jordanie occidentale et en Jordanie orientale, tout au long de l'année, dans un effort continu tendant à assurer que les rations ne soient distribuées qu'aux réfugiés y ayant droit.

40. La procédure d'établissement d'un nouveau centre d'immatriculation à Amman s'est achevée durant l'année avec le transfert, de Jérusalem et de Gaza, de milliers de dossiers intéressant les familles réfugiées en Jordanie orientale, ainsi que les réfugiés ayant quitté la Jordanie occidentale et le territoire de Gaza. Des progrès ont également été réalisés dans l'établissement de listes pour les réfugiés vivant dans les nouveaux camps de Jordanie orientale, et l'on pense que ce travail devrait être terminé d'ici quelques mois. Malgré les efforts énergiques déployés à Gaza, en Jordanie occidentale et en Jordanie orientale, la rectification des listes de l'Office, après identification des réfugiés ayant dû partir vers d'autres lieux, n'est pas encore achevée. La nécessité de s'attacher en priorité à cet important projet a forcément ralenti les opérations régulières pour l'enregistrement des changements qui se sont produits dans la composition des familles; en conséquence, les statistiques pour la Jordanie orientale, si elles reflètent plus fidèlement aujourd'hui qu'en 1968 les modifications intervenues

8/ Ibid., vingt-troisième session, Supplément No 13 (A/7213), par. 43.

depuis les hostilités de 1967, ne traduisent toutefois pas encore exactement la situation réelle. En particulier, un grand nombre de naissances restent à enregistrer. Les chiffres donnés ci-après doivent donc être examinés compte tenu de ces lacunes et insuffisances.

41. Au 30 juin 1969, le nombre des réfugiés immatriculés auprès de l'Office était de 1 395 074, contre 1 364 294 au 30 juin 1968, soit une augmentation de 2,2 p. 100. Toutefois, le nombre de rations distribuées en juin 1969 était de 840 353 (y compris les distributions faites à titre d'urgence), contre 862 988 en juin 1968, soit une diminution de 2,6 p. 100. Les nouvelles limites fixées pour le nombre des rationnaires doivent maintenir le nombre des rations distribuées à peu près au même niveau qu'avant juin 1967, ce qui permettra d'ajouter aux rationnaires plusieurs milliers d'enfants qui y ont droit. Le nombre des réfugiés immatriculés auprès de l'Office et qui ne sont pas rationnaires s'élevait à 554 721 en juin 1969, contre 501 000 en juin 1968. On notera qu'environ 60,2 p. 100 seulement des réfugiés immatriculés ont reçu des rations en juin 1969. Les tableaux 1 à 3 de l'annexe I donnent des détails sur le nombre des réfugiés immatriculés, les catégories de services auxquels ils ont droit et les changements intervenus dans la composition et les droits des familles réfugiées, d'après les dossiers de l'Office.

42. De même que pour son programme normal de distribution de rations aux réfugiés, l'Office, donnant suite à une demande faite par le Gouvernement jordanien en 1967 et moyennant remboursement de la plupart des frais supplémentaires par ce dernier, a continué à distribuer des rations à toutes les personnes déplacées immatriculées auprès des autorités en Jordanie orientale. Au cours du mois de juin 1969, 242 483 rations ont été ainsi distribuées.

#### Immatriculation et contrôle des listes

43. En Jordanie orientale, à Gaza et en Jordanie occidentale, l'Office s'est surtout attaché à remettre ses listes en ordre, en raison de la confusion créée par les mouvements massifs de population qui ont suivi les hostilités de 1967. La vérification des distributions opérées dans ces trois régions a fait apparaître de nombreuses anomalies - notamment des cas de double distribution ou l'absence de familles entières lors des distributions - que l'on s'est efforcé d'expliquer en interrogeant les intéressés. Afin de faciliter et d'accélérer la rectification des listes, on a invité les réfugiés se trouvant à Gaza et en Jordanie occidentale à déclarer tout décès non encore signalé, à faire connaître le nom de toute personne portée sur leur carte d'immatriculation qui, en raison de son absence, ou pour toute autre raison, ne devait pas figurer sur les listes de rationnaires, ainsi qu'à désigner les enfants y ayant droit et devant bénéficier des rations ainsi rendues disponibles. Cet appel a trouvé un écho très favorable auprès des réfugiés et, grâce à ces déclarations volontaires et à d'autres mesures rectificatives, l'Office a pu, depuis juillet 1967, distribuer 22 151 rations en Jordanie occidentale, et 13 403 à Gaza, à des enfants qui étaient immatriculés auprès de l'UNRWA mais qui, jusque là, ne recevaient pas de rations.

44. Au Liban, les pouvoirs publics n'ont plus autorisé, pendant plusieurs mois, les vérifications sur place. Toutefois, à partir du 15 janvier 1969, l'exécution du programme normal de contrôle a repris, le nombre des réfugiés nouvellement inscrits ou réinscrits sur les listes de rationnaires étant à peu près égal à celui des personnes qui en étaient radiées. Au cours des prochains mois, l'Office compte poursuivre l'exécution de ce programme et distribuer les rations des familles désormais capables de subvenir à leurs propres besoins aux enfants de réfugiés nécessiteux qui ne peuvent actuellement recevoir de rations, étant donné le maximum fixé pour le Liban.

45. En Syrie, les activités de contrôle ont marqué le pas et le gouvernement a maintenu son opposition aux vérifications sur place. Les rectifications relatives aux décès et absences prolongées continuent à être portées sur les registres de l'Office sur la base des indications fournies dans les registres gouvernementaux relatifs aux réfugiés, et les listes de rationnaires sont corrigées en conséquence. La limite imposée au nombre des rationnaires n'a pratiquement pas changé (à peine plus de 100 000).

46. Pour l'ensemble de la zone dans laquelle opère l'Office, 72 443 personnes, dont 61 877 rationnaires, ont été radiées des listes au cours de la période de douze mois ayant pris fin le 30 juin 1969 (contre 55 327 dont 47 390 rationnaires pour la période de douze mois terminée le 30 juin 1968). En contrepartie de ces suppressions dans les listes de rationnaires, l'Office a distribué durant l'année 23 463 rations à des enfants inscrits sur la liste d'attente et dont les parents vivaient dans des conditions extrêmement difficiles. Les autres rations distribuées sont indiquées au tableau 2 de l'annexe I.

47. L'Office a continué, à titre de mesure temporaire, à distribuer des rations à tous les enfants (11 938) de réfugiés déplacés vivant dans les camps d'urgence de Jordanie orientale, et les enfants des réfugiés déplacés vivant en dehors des camps ont reçu des rations fournies par les autorités jordaniennes. De même, en Syrie, l'Office a distribué des rations à 3 009 enfants de réfugiés déplacés.

48. Eu égard à sa situation financière, l'Office a dû maintenir les restrictions imposées au nombre de rationnaires, et le nombre d'enfants de plus d'un an qui ne reçoivent pas de rations continue d'augmenter. En juin 1969, le total de ces enfants était de 308 038, dont 162 691 en Jordanie orientale, 64 594 en Jordanie occidentale, 11 063 au Liban, 33 344 en Syrie et 36 346 dans la bande de Gaza; toutefois, comme il est indiqué plus haut, 11 938 d'entre eux en Jordanie orientale, et 3 009 en Syrie, reçoivent des rations distribuées par l'Office à titre de mesure d'urgence, et 41 532 autres des rations fournies par les autorités jordaniennes.

#### Rations de base

49. La composition de la ration alimentaire de base, qui fournit environ 1 500 calories par jour en été et 1 600 en hiver, est restée inchangée durant la période considérée. On trouvera au tableau 4 de l'annexe I des détails sur les rations et les autres articles distribués aux réfugiés. Au cours de l'année, l'Office a importé, pour les distribuer aux réfugiés, quelque 112 200 tonnes de

farine et environ 24 800 tonnes d'autres denrées. Le coût de ces approvisionnements et de leur distribution a représenté environ un tiers du budget de l'Office.

#### Alimentation d'appoint

50. La ration de base de l'Office est insuffisante, du point de vue diététique, puisqu'elle ne contient ni aliments frais, ni protéines animales; le programme d'alimentation d'appoint a donc été institué en vue de protéger la santé des personnes appartenant aux catégories vulnérables de la population réfugiée, notamment les nourrissons, les enfants d'âge préscolaire, les femmes enceintes et mères allaitantes, ainsi que les tuberculeux soignés à domicile.

51. Les nourrissons de six à douze mois et de moins de six mois qui ne peuvent être nourris au sein reçoivent, chaque jour, un mélange de lait entier et de lait écrémé liquide. Du lait écrémé liquide est distribué, 26 jours par mois, aux enfants âgés d'un à six ans, ainsi qu'aux femmes enceintes et mères allaitantes, depuis le début du cinquième mois de la grossesse et jusqu'à la fin du douzième mois suivant l'accouchement, et à certains malades, sur prescription médicale. Pendant l'année scolaire, les élèves des écoles primaires de l'Office reçoivent du lait à l'école, 22 jours par mois, et durant les vacances scolaires de 1968, une distribution a été organisée à leur intention, 26 jours par mois, dans les centres de distribution de lait. Une fois par mois, tous les enfants de 6 à 10 ans reçoivent 500 grammes d'un mélange de farine de maïs, de soya et de lait (CSM). C'est grâce à la contribution spéciale annuelle de lait écrémé en poudre et de CSM faite par le Gouvernement des Etats-Unis, que l'Office peut distribuer ces denrées. Au cours de l'exercice couvert dans ce rapport, l'Office a reçu un don de 1 442 tonnes de lait écrémé en poudre et de 1 944 tonnes de CSM.

52. Un repas chaud diététiquement équilibré est servi, 6 jours par semaine, dans les centres d'alimentation d'appoint de l'Office, à tous les enfants de six ans ou moins qui se présentent à la distribution, aux enfants de six à quinze ans titulaires d'un certificat médical et à un petit nombre d'adultes malades. En plus des divers repas-types, un repas spécial composé d'aliments légers et riches en protéines est prévu pour les nourrissons et jeunes enfants atteints de gastro-entérite ou de malnutrition. Des capsules de vitamines A et D sont distribuées aux enfants de un à six ans se présentant dans les centres d'alimentation d'appoint et aux élèves des écoles primaires qui les reçoivent à l'école, en même temps que leur ration de lait. Des rations supplémentaires de produits secs sont fournies, sur ordonnance médicale, aux femmes enceintes et mères allaitantes, à partir du cinquième mois de la grossesse et jusqu'à la fin du douzième mois après l'accouchement. De même, les tuberculeux non hospitalisés reçoivent chaque mois, sur prescription médicale, une ration supplémentaire équivalente à la ration mensuelle de base de l'Office.

53. Indépendamment des activités susmentionnées, l'Office a poursuivi, pendant toute la période considérée, l'exécution du programme urgent d'alimentation d'appoint qui a été institué après les hostilités de juin 1967. Les principaux bénéficiaires de ce programme spécial sont les réfugiés nouvellement déplacés, qu'ils vivent ou non dans les camps d'urgence de Jordanie orientale et de Syrie, mais on a également fourni une assistance à d'autres catégories de réfugiés se



trouvant en Jordanie occidentale et à Gaza. Dans ses grandes lignes, le programme urgent d'alimentation comportait les mesures suivantes : a) élargissement des distributions quotidiennes d'aliments chauds et de lait, de façon à inclure tous les enfants réfugiés déplacés, jusqu'à l'âge de 15 ans; b) distribution d'un appoint mensuel de protéines se composant d'une boîte de viande de 12 onces et de 500 grammes de CSM, à tous les réfugiés déplacés et immatriculés en Syrie, à ceux qui vivent dans les camps de tentes en Jordanie orientale, à toutes les femmes enceintes, mères allaitantes et à tous les tuberculeux non hospitalisés se trouvant à Gaza et en Jordanie occidentale, ainsi qu'aux personnes de même catégorie vivant hors des camps d'urgence en Jordanie orientale; c) distribution d'un "appoint non protéinique" (farine, riz et graisse) à tous les réfugiés déplacés vivant dans les camps de tentes et aux personnes particulièrement nécessiteuses vivant en dehors des camps, en Syrie. Des repas chauds ont été servis chaque jour à un total de quelque 8 000 personnes déplacées non immatriculées auprès de l'Office mais vivant dans les camps d'urgence de Jordanie orientale. (Après le 1er janvier 1969, le Gouvernement jordanien a repris à sa charge la fourniture des denrées pour ces repas.) En Jordanie occidentale, un certain nombre de réfugiés immatriculés et reconnus comme particulièrement nécessiteux ont également bénéficié de repas chauds quotidiens. Des distributions de mélange de lait entier et de lait écrémé ont été organisées pour les nourrissons de quatre à six mois, parmi les réfugiés déplacés et immatriculés, en Jordanie orientale et en Syrie. Une ration mensuelle d'un kilogramme de lait écrémé déshydraté a été fournie à tous les réfugiés déplacés vivant en dehors des camps d'urgence de Jordanie orientale jusqu'au 30 juin 1969 lorsque les dons en nature destinés à ce programme se trouvèrent épuisés.

54. Les contributions en nature (lait, conserves de viande et autres articles) reçues de divers donateurs et une importante contribution en espèces versée par l'OXFAM ont aidé l'Office à poursuivre l'exécution de ce programme d'urgence. L'OXFAM a également pris à sa charge les frais de construction du centre secondaire d'alimentation d'appoint érigé au camp de Rafah, dans le territoire de Gaza.

55. On trouvera aux tableaux 5 et 6 de l'annexe I un état récapitulatif des diverses catégories de réfugiés qui bénéficiaient des distributions de lait et du programme d'alimentation d'appoint.

#### Camps, abris et travaux de construction

56. Le nombre de réfugiés immatriculés vivant dans les cinquante-trois<sup>2/</sup> camps permanents de l'UNRWA a légèrement augmenté, passant de 433 031 en juin 1968

---

<sup>2/</sup> Ce chiffre est inférieur d'un camp à celui indiqué dans les rapports précédents, le camp de Karameh dans la vallée orientale du Jourdain ayant été abandonné par suite des hostilités de février 1968. Tous les biens mobiliers de l'Office encore utilisables ont été enlevés et l'Office n'est plus responsable du camp depuis l'été 1968.

à 434 952 en juin 1969. On estime à environ 490 000 le nombre des habitants de ces camps (voir tableau 7, annexe I). Dans les dix nouveaux camps d'urgence (six en Jordanie orientale et quatre en Syrie), le nombre des habitants est passé, au cours de l'année, d'environ 86 000 à 100 000. L'ensemble des habitants des camps s'élevait donc à quelque 590 000 personnes.

57. En Jordanie orientale, un total d'environ 75 000 réfugiés qui avaient fui les camps de la vallée orientale du Jourdain en février-mars 1968 par suite des hostilités ayant éclaté à l'époque, ont été immédiatement relogés dans six nouveaux camps d'urgence aménagés sur les collines se trouvant au nord et au sud d'Amman et pourvus en hâte d'installations sanitaires, d'approvisionnement en eau, de système d'écoulement des eaux et de voies d'accès. Cinq de ces camps d'urgence étaient gérés par l'Office et le sixième, situé à Zizia, au sud d'Amman, était administré par la Société iranienne du Lion rouge et du Soleil qui y a construit des abris plus solides; à la fin des travaux, en automne de 1968, la responsabilité du camp maintenant appelé Talbiya a été transférée à l'Office.

58. Au cours de l'automne de 1968, en vertu d'un accord conclu par l'UNRWA et les autorités jordaniennes en août 1968 et grâce à des fonds offerts expressément à cette fin par certains gouvernements et diverses organisations non gouvernementales, on a entrepris un vaste programme de construction en vue de remplacer les tentes par des abris plus solides. En juin 1969, quelque 7 300 familles de trois camps situés en Jordanie orientale vivaient dans des abris préfabriqués installés par l'Office (dont 4 800 fournis par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et 2 500 par NEED); 800 familles vivant au camp de Talbiya (ou Zizia) avaient reçu des abris en béton de la Société iranienne du Lion rouge et du Soleil; la Near East Council of Churches a fourni 1 600 abris pour un cinquième camp; le Comité permanent d'organisations britanniques pour l'aide aux réfugiés a envoyé 700 abris de plus que l'on installe maintenant dans un sixième camp; une autre donation, devant permettre la construction de 400 abris, a été promise par le Gouvernement italien.

59. Durant l'année, la population des six camps d'urgence situés en Jordanie orientale s'est accrue à environ 91 000 réfugiés. Sur ce chiffre, quelque 60 000 personnes ont été ou seront prochainement installées dans des abris provisoires, les dépenses correspondantes étant de l'ordre de 2 millions de dollars. Mais quelque 30 000 réfugiés et autres personnes déplacées vivent encore sous la tente, et l'Office s'efforce d'obtenir de nouvelles contributions spéciales pour la construction d'abris supplémentaires. Dans les camps d'urgence de Jordanie orientale, d'importantes contributions en espèces ou en nature ont permis d'ériger divers bâtiments préfabriqués et mobiles servant d'écoles, de dispensaires, de cuisines, de réfectoires, de foyers de jeunes, de salles de douches et d'abattoirs, et d'aménager des routes, des sentiers, des latrines, des fosses septiques et des canaux d'écoulement pour les eaux de ruissellement. On poursuit ces travaux et on érige actuellement d'autres bâtiments dans l'intention d'y installer, avant l'hiver prochain et le début de l'année scolaire 1969-70, tous les services centraux et écoles actuellement sous la tente. Des bâtiments préfabriqués donnés à l'Office par le Diakonisches Werk (République fédérale d'Allemagne) sont utilisés dans certains de ces buts, alors que le Norwegian Refugee Council a offert des

dispensaires mobiles et la Mission pontificale pour la Palestine des locaux scolaires pour trois de ces camps.

60. Le nombre de réfugiés vivant dans les quatre camps d'urgence de Syrie est passé de 7 746 à 9 041 au cours de l'année. Les intéressés vivent toujours sous la tente, mais la superficie des sols en béton s'est accrue et l'on a construit de nouvelles installations de bains et d'écoulement des eaux de ruissellement, ainsi que des chemins.

61. Dans les camps situés au Liban, 180 abris ont été érigés et un mur de protection établi du côté de la mer a été renforcé; à Gaza, on a entrepris quelques travaux de construction routière et réparé les abris endommagés.

62. Indépendamment de ces travaux d'amélioration des camps, l'Office a pu entreprendre la construction à titre permanent de salles de classe et de centres de formation, ainsi que de quelques bâtiments destinés à abriter les services de santé. Les fonds proviennent de différentes contributions spéciales, notamment de l'organisation américaine "NEED", de "AUSTCARE" (Australie), de la "Swedish Save the Children Federation" et des Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et du Danemark. L'Office a développé ses services techniques afin d'élaborer au siège central les plans et les projets de base, le contrôle des travaux étant assuré par les différents services extérieurs. Les travaux ont été gênés par les troubles qui se sont produits dans les divers pays et par les conditions générales d'instabilité. La majeure partie des nouvelles constructions intéresse la Jordanie orientale où il a fallu créer de toutes pièces un nouveau bureau technique, le personnel dont on disposait antérieurement étant resté à Jérusalem après les hostilités de juin 1967. On trouvera, aux paragraphes 95 et 128 respectivement, des détails sur le programme de construction en ce qui concerne les salles de classe, les écoles professionnelles et les installations destinées aux services de santé au paragraphe 70.

#### Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses

##### Vêtements

63. Grâce à leurs donateurs à l'étranger, les organisations bénévoles ont continué à fournir à l'Office d'importantes quantités de vêtements usagés à l'intention des réfugiés, dont les besoins à cet égard se sont considérablement accrus depuis 1967, surtout en Jordanie orientale. Au cours de l'année, environ 1 300 tonnes de vêtements usagés ont été reçus et distribués par l'Office, en Jordanie orientale, en Jordanie occidentale, au Liban, en Syrie et à Gaza, à des réfugiés immatriculés qui se trouvaient dans une situation particulièrement difficile. L'Office a dépensé plus de 30 000 dollars pour le transport par terre et, dans certains cas, pour l'acheminement par mer des vêtements reçus de l'étranger.

64. Les organisations énumérées ci-après ont maintenu, voire augmenté, leurs généreuses contributions régulières en vue de répondre aux besoins des milliers de réfugiés et autres personnes déplacées et l'Office a également reçu, de diverses

organisations des Etats-Unis d'Amérique, du Canada et d'Europe, des dons spéciaux qui l'ont beaucoup aidé à répondre aux besoins vestimentaires les plus pressants :

American Friends Service Committee

Canadian Lutheran World Relief

Canadian Red Cross Society

Caritas-Verband (République fédérale d'Allemagne)

Catholic Relief Services (Etats-Unis)

Church of Scotland

Church World Service (Etats-Unis)

Lutheran World Relief, Inc.

Mennonite Central Committee (Etats-Unis)

OXFAM (Royaume-Uni)

Société canadienne de la Croix-Rouge

Unitarian Service Committee of Canada

United Church of Canada

Vastkustens Efterkrigshjelp (Suède)

Women's Royal Voluntary Service (Royaume-Uni).

#### Assistance individuelle

65. Vu le besoin accru d'assistance de la population réfugiée, l'Office a intensifié son programme d'aide aux personnes particulièrement nécessiteuses : grands malades, vieillards, veuves ou victimes de circonstances imprévisibles. Au total, 20 917 personnes ont reçu de petits dons en espèces ou une assistance spéciale sous forme de vêtements, de couvertures et de pétrole lampant, mais étant donné son budget limité, l'Office n'était pas en mesure de secourir des milliers d'autres réfugiés démunis par suite des hostilités. L'Office a également distribué aux réfugiés et personnes déplacées en Jordanie orientale 120 000 couvertures offertes par le Gouvernement jordanien et des organisations bénévoles de ce pays, dont le Lutheran World Relief Inc., le Comité central mennonite, le Near East Council of Churches, les Catholic Relief Services et CARE. En outre, les fonctionnaires des services sociaux de l'Office ont donné à des milliers de réfugiés des conseils en vue de la solution de problèmes personnels et placé dans des institutions 102 orphelins, ainsi que 13 vieillards sans ressources.

## B. Service de santé

66. Avec les hostilités de juin 1967 et les combats dont la vallée orientale du Jourdain a été le théâtre en février 1968, il a fallu prendre rapidement des mesures permettant de répondre aux besoins immédiats des réfugiés déplacés, et le fait que les camps d'urgence organisés en Jordanie orientale et en Syrie continuent d'abriter des réfugiés montre clairement que les séquelles de cette tragédie ne sont pas encore effacées. Pourtant, avec le temps, les installations et services médicaux et sanitaires de base hâtivement mis en place dans ces camps s'améliorent progressivement. Les centres sanitaires et le personnel des services de santé à demeure dans les camps ont été installés dans des locaux, provisoires sans doute, mais mieux aménagés; on a ouvert un certain nombre de centres de réhydratation et de nutrition pour le traitement des nourrissons et des jeunes enfants atteints de gastro-entérite ou sous-alimentés; on a développé le système d'approvisionnement en eau, amélioré l'écoulement des eaux de ruissellement et construit des latrines à fosse septique, des installations de bain, ainsi que des abattoirs; enfin, des cuisines et réfectoires provisoires ont été aménagés pour la préparation et la distribution quotidienne des repas chauds et des rations de lait liquide. Si ces progrès ont pu être réalisés, c'est dans une large mesure grâce à la coopération des autorités sanitaires et à l'aide précieuse qu'ont apportée diverses organisations bénévoles opérant dans la région ou prêtant leur concours de l'étranger. L'assistance ainsi offerte a pris diverses formes : envoi de personnel médical, fournitures et matériel, ambulances et bâtiments préfabriqués ou autres pour l'installation des services et du personnel. A l'heure actuelle, on peut donc dire que les services de santé fonctionnant dans les camps provisoires sont qualitativement plus ou moins comparables à ceux que l'Office assure dans le cadre de son programme normal. A Gaza, les services de santé ont été maintenus à un niveau satisfaisant malgré une grave pénurie de personnel. La situation à cet égard reste très préoccupante, mais elle s'est quelque peu améliorée par suite du recrutement de médecins et de personnel infirmier tant sur place qu'à l'étranger. En outre, le Gouvernement belge a gracieusement fourni les services d'un pédiatre. Quelques postes sont encore vacants et l'Office continue à ne ménager aucun effort pour s'assurer le personnel supplémentaire permettant de les pourvoir.

67. Dans sa résolution WHA. 21.38, en date du 23 mai 1968, la vingt et unième Assemblée mondiale de la santé a prié le Directeur général de l'OMS d'étudier la situation sanitaire des personnes déplacées dans le Proche-Orient, et de faire rapport à la vingt-deuxième Assemblée mondiale de la santé. (On trouvera à l'annexe III les résolutions concernant l'Office adoptées par l'Assemblée.) L'Office a fait tenir au Directeur général de l'OMS, en ce qui concerne les réfugiés déplacés immatriculés auprès de l'UNRWA, tous les renseignements qu'il a demandés en vue d'établir son rapport.

68. Le programme global de l'Office, dans le domaine de la santé, est mis en oeuvre avec le concours de l'OMS. Par suite d'un accord, l'OMS fournit les avis et conseils techniques qu'exige la planification du programme, lequel est exécuté sous la direction d'un fonctionnaire de l'OMS dont les services sont prêtés à l'UNRWA et qui exerce les fonctions de Directeur de la santé. En outre, l'OMS fournit les services de quatre autres fonctionnaires de rang supérieur en prenant à sa charge l'essentiel des dépenses y afférentes.

69. Dans les limites budgétaires rigoureuses que lui imposent ses faibles ressources financières, l'Office a continué à administrer, dans le domaine de la santé, un programme d'ensemble prévoyant toute une gamme de services de médecine préventive et curative, aussi bien que les services de base en matière d'assainissement. Ces services ont été conçus de manière à être, autant que possible, sensiblement analogues à ceux que les gouvernements de la région fournissent, sur leur territoire, aux groupes économiquement comparables de leurs citoyens. D'une manière générale, les modestes améliorations auxquelles on a procédé durant la période considérée ont été rendues possibles par des dons expressément destinés à telle ou telle activité. C'est ainsi qu'on a pu remplacer les bâtiments anciens et inadéquats d'un certain nombre de centres de santé par des constructions entièrement neuves. L'Office a reçu une aide importante de gouvernements, d'universités, d'organisations charitables, d'entreprises industrielles et commerciales et de particuliers. Cette assistance a pris diverses formes : envoi de personnel, fourniture gratuite de lits d'hôpital, d'installations de radiographie et de laboratoire, prestations de services dans les centres de protection maternelle et infantile, dons en nature (fournitures médicales, vaccins, layettes, matériel, aliments d'appoint) et participation aux campagnes de vaccination. L'Office a également reçu des dons en espèces pour la formation professionnelle des jeunes réfugiés, notamment en vue de l'enseignement des soins infirmiers et de l'obstétrique.

## SERVICES DE MEDECINE CURATIVE ET PREVENTIVE

### Dispensaires, hôpitaux et laboratoires

70. Les services de médecine curative et préventive ont continué d'être assurés directement par l'Office dans 89 centres et, en outre, dans 21 centres gérés par les pouvoirs publics ou des organisations charitables, avec l'aide de subventions de l'Office. Les services de médecine curative comprennent les consultations médicales, les analyses de laboratoire, les piqûres, les pansements, les soins oculaires, la délivrance des médicaments, les soins dentaires et, lorsque besoin est, l'envoi des malades à un spécialiste un hôpital ou un centre médical. L'Office a pu créer, dans chacune de ses cinq zones d'opérations (Liban, Syrie, Rive orientale, Rive occidentale, Gaza), un dispensaire spécial où les diabétiques peuvent être soignés et soumis à un contrôle médical plus étroit. On trouvera à l'annexe I (tableau 9) un état récapitulatif des consultations dans les centres de santé. Grâce à des dons en espèces du Norwegian Refugee Council et de l'OXFAM respectivement, on a achevé la construction des bâtiments de deux nouveaux centres de santé dans le camp de Rafah, à Gaza, et dans le camp de Jalazone, sur la rive occidentale du Jourdain. Des dons analogues reçus de l'organisation suisse CARITAS et de la Campagne européenne pour les réfugiés permettront de construire des centres de santé aux camps d'Amari, en Jordanie occidentale, et d'Irbid, en Jordanie orientale. Les plans des travaux sont déjà bien avancés, de même que ceux qui prévoient la construction d'un nouveau centre de réhydratation et de nutrition et le remplacement d'un centre d'hygiène infantile au camp de Jabal Hussein, à Amman; dans ce dernier cas, les frais sont assumés par l'American Middle East Rehabilitation, Inc. (AMER). L'organisation War on Want a fait don d'un bâtiment.

préfabriqué qui abritera la pharmacie centrale du secteur de la Jordanie orientale, ce qui permet ra de mettre fin aux arrangements de fortune qu'il avait fallu adopter, depuis les hostilités de 1967, pour l'entreposage et la délivrance des fournitures médicales de l'Office dans cette zone. Avant les hostilités, la pharmacie centrale de Jérusalem desservait l'ensemble de la Jordanie.

71. Le nombre des lits d'hôpital mis à la disposition des réfugiés pendant la période considérée a été de 1 827, dont la majorité se trouvaient dans des institutions gouvernementales, universitaires ou privées subventionnées par l'Office. Des services hospitaliers ont toutefois été assurés gratuitement dans les hôpitaux psychiatriques du gouvernement en Jordanie orientale, en Jordanie occidentale et en Syrie, à l'hôpital pour enfants géré par CARITAS, à Bethléhem, à l'hôpital St. John pour les affections oculaires, à Jérusalem, ainsi qu'en Israël, à l'hôpital Hadassa et à l'hôpital du gouvernement (Tel Hashomer). Dans les régions occupées, les autorités israéliennes ont continué à assurer les services dans les hôpitaux et centres de consultations externes nécessaires au traitement des malades en vertu d'arrangements analogues à ceux qui avaient été conclus avec les Gouvernements de la Jordanie et de la République arabe unie avant l'occupation. L'Office a continué à gérer un hôpital périphérique (36 lits) à Qualquiliya, en Jordanie occidentale, neuf maternités (69 lits) se trouvant dans des camps situés pour la plupart à Gaza et un petit service de pédiatrie (15 lits) dans les locaux du centre de santé UNRWA/Suède à Gaza. (La Swedish Save the Children Federation prend à sa charge une partie des frais de gestion de ce centre.) De plus, à Gaza, l'Office et les autorités sanitaires ont assuré conjointement le fonctionnement d'un sanatorium de 250 lits, à Bureij. Grâce à une contribution en espèces du Conseil finlandais pour les réfugiés, on est en train d'améliorer considérablement les locaux destinés aux malades et au personnel, ainsi que certaines autres installations, dans ce sanatorium.

72. Les deux tiers environ des lits d'hôpital servent au traitement de cas graves relevant de la médecine générale, de la chirurgie ou de la gynécologie, et le reste est réservé à des personnes atteintes de maladies chroniques, tuberculose et maladies mentales notamment. Le tableau 10 de l'annexe I fournit des données statistiques sur le nombre de lits disponibles.

73. L'Office gère un laboratoire central à Gaza. Il continue à assurer le fonctionnement de quatre petits laboratoires cliniques (2 à Gaza et 2 au Liban) et, pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, il a ouvert sept autres laboratoires cliniques rattachés aux principaux centres de santé dans les différentes zones d'opérations. Tous les autres services de laboratoire, répondant aux besoins cliniques ou de santé publique de l'Office, sont assurés par des laboratoires gouvernementaux, universitaires ou privés, généralement sur une base forfaitaire ou au prix coûtant, mais parfois aussi à titre gratuit.

#### Lutte contre les maladies transmissibles

74. Bien que les mauvaises conditions de vie que connaissent les réfugiés et autres personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et de leurs séquelles aient accru les risques de transmission des maladies, aucune épidémie grave n'a éclaté

parmi les réfugiés immatriculés auprès de l'Office, dans leur ensemble, ou parmi les autres personnes déplacées vivant dans les camps d'urgence que gère l'UNRWA. En Jordanie orientale, toutefois, l'incidence de maladies telles que la conjonctivite aiguë, le trachome, la dysenterie, l'hépatite infectieuse, la coqueluche, la rougeole et la poliomyélite a été, d'une manière générale, plus forte pour la population des camps d'urgence que pour l'ensemble des réfugiés immatriculés. Dans le cas de la Syrie, la différence a été pratiquement négligeable. Une enquête sur l'incidence de la tuberculose dans l'un des camps d'urgence de Jordanie orientale, effectuée par le Ministère jordanien de la santé publique à la fin de 1968, a fait apparaître, pour l'échantillon étudié, un taux de tuberculose pulmonaire supérieur à 2 p. 100. Le nombre des cas de tuberculose signalés en Jordanie orientale a été sensiblement plus élevé en 1968-1969 qu'en 1967-1968, essentiellement en raison de l'augmentation du nombre des cas dépistés parmi les réfugiés déplacés. Dans toutes les autres zones d'opérations, on a enregistré une régression notable. Pour la plupart des autres maladies transmissibles, la tendance favorable s'est maintenue, exception faite de l'hépatite infectieuse dont le taux a nettement augmenté dans toutes les zones d'activité. En ce qui concerne la rougeole, maladie répandue et ayant toujours de graves répercussions sur la morbidité et la mortalité des nourrissons et des jeunes enfants, la situation demeure inchangée dans l'ensemble des zones d'activité. Comme par le passé, aucun cas des six maladies "quarantenaires" (choléra, peste, fièvre récurrente, variole, typhus exanthématique et fièvre jaune) n'a été signalé parmi la population réfugiée. Quant à l'influenza, le taux a accusé, au cours des premiers mois de 1969, un accroissement saisonnier plus marqué que de coutume, et la maladie a pris un caractère nettement épidémique dans certaines régions, mais, d'une manière générale, les cas ont été relativement bénins. Aucune étude n'a été faite en vue de déterminer la souche et le microbe dérivé. On a toutefois immunisé certains groupes particulièrement vulnérables de réfugiés à l'aide d'un vaccin donné à l'Office et contenant le microbe de la grippe de Hong-kong.

75. Le Département de la santé de l'Office a continué à lutter contre les maladies transmissibles en exécutant des programmes d'assainissement, en plaçant rapidement sous contrôle médical tous les sujets atteints et en assurant l'éducation sanitaire. Au nombre des mesures qui ont été prises à cette fin, il faut citer notamment la surveillance étroite des tendances des maladies par l'établissement de rapports hebdomadaires sur leur fréquence, l'étude épidémiologique de toute situation faisant apparaître une incidence anormale ou une "poussée" brutale de la maladie, suivie de mesures en vue de freiner la transmission, et l'immunisation régulière de la population contre certaines maladies. Dans toutes les régions, les autorités sanitaires ont étroitement coopéré avec les services extérieurs de l'Office qui s'occupent des questions de santé, en mettant à leur disposition des lits d'hôpital pour le traitement des cas graves de maladies infectieuses, en participant à la lutte contre les épidémies, en fournissant des services consultatifs pour la lutte antituberculeuse, notamment pour l'établissement du diagnostic, en donnant des vaccins et en participant à l'exécution du programme d'immunisation des réfugiés dans certaines zones; à Gaza, les autorités ont également prêté leur concours au programme antipaludique englobant à la fois les réfugiés et la population non réfugiée. Dans le cadre de son programme de vaccination, le Département de la santé a revu et normalisé les programmes des diverses zones, prévu le recours au vaccin lyophilisé contre la typhoïde et la paratyphoïde, souligné la nécessité



d'utiliser plus largement le vaccin antivariolique lyophilisé et tenté d'obtenir qu'il soit fait don à l'Office de vaccin à virulence atténuée pour la vaccination contre la rougeole. Plusieurs études spéciales ont été effectuées par différents services extérieurs s'occupant des questions de santé, par exemple une étude épidémiologique de tous les cas de tuberculose dépistés au Liban en 1966 et 1967, une analyse critique de la lutte antipaludique à Gaza durant l'année 1968, une évaluation des tests sérologiques types auxquels procède le laboratoire de l'Office à Gaza (dans le cadre d'une étude entreprise sous les auspices de l'OMS), ainsi que des études épidémiologiques limitées de l'hépatite infectieuse au Liban, des affections entériques en Syrie et de l'helminthiase et la schistosomiase à Gaza.

76. Le tableau 11 de l'annexe I indique le nombre des cas de certaines maladies transmissibles décelés dans les diverses zones d'activité pour l'année 1968-69.

#### Protection maternelle et infantile

77. A la fin de la période considérée, l'Office assurait des services de protection maternelle et infantile dans 76 de ses centres de santé et versait une subvention à une organisation bénévole pour la fourniture de services analogues dans un centre supplémentaire. Trois autres centres dispensaient des services aux mères, tandis qu'un quatrième s'occupait de la protection des nourrissons. La protection maternelle et infantile dans son ensemble (englobant mères et nourrissons) est à nouveau assurée au camp d'Ein Sultan, en Jordanie occidentale, et, pour la première fois, elle fait également partie des activités du centre de santé de la ville de Jérusalem, également en Jordanie occidentale. Les services d'hygiène infantile ont repris au dispensaire municipal de Bethléhem. En Jordanie orientale, les services de PMI existant dans cinq des camps d'urgence ont été progressivement réorganisés pour répondre aux besoins des réfugiés déplacés et d'autres personnes déplacées vivant dans ces camps. Des équipes de médecins et d'infirmières constituées par trois organisations bénévoles (Norwegian Save the Children Fund, Commonwealth Save the Children Fund et Fédération luthérienne mondiale) ont continué à fournir tous les services nécessaires dans trois de ces camps. Le personnel de l'Office assure désormais les services de PMI qui relevaient antérieurement du Croissant Rouge jordanien, dans le quatrième camp, et a mis en route ces activités dans le cinquième et dernier camp.

78. Les services assurés aux mères comprenaient les soins prénataux, à partir du cinquième mois environ de la grossesse, l'accouchement, le plus souvent à domicile et avec l'aide d'une sage-femme autochtone agréée (dayah) mais parfois aussi dans une maternité - notamment à Gaza - ou, en certains cas, dans un hôpital subventionné, et enfin les soins après la naissance. Quant à la protection des nourrissons, une surveillance régulière est assurée jusqu'à la fin de la deuxième année et, dans certains cas, de la troisième année. On s'attache à l'éducation systématique des mères en matière de nutrition et de soins aux enfants, on assure la vaccination contre la tuberculose, la coqueluche, la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite, la variole, ainsi que la typhoïde et la paratyphoïde, et l'on prévoit le recours à un médecin ou à un spécialiste, voire l'hospitalisation, lorsque cela est nécessaire. (À Gaza, les nourrissons et les jeunes enfants ont été protégés contre la rougeole au moyen d'un vaccin atténué dont l'Office a reçu une quantité limitée.) Les problèmes de nutrition font l'objet d'une attention spéciale : les

nourrissons dont le poids est insuffisant sont suivis de très près et traités dans le cadre du programme d'alimentation d'appoint ou, dans les cas graves de malnutrition ou de gastro-entérite, dirigés sur un centre de réhydratation et d'alimentation. A la fin de la période considérée, il y avait 18 centres de réhydratation et d'alimentation pouvant accueillir 212 nourrissons; trois d'entre eux, ouverts dans des camps d'urgence, étaient administrés par les équipes des organisations bénévoles mentionnées plus haut, les autres étant gérés par l'Office.

79. Soucieux de protéger les mères et les enfants, sur le plan de la nutrition, l'Office a pris des dispositions avec les services du siège de l'OMS, au début de 1968, pour qu'une équipe de techniciens de la protection maternelle et infantile et de la nutrition fasse une analyse critique de l'état nutritionnel des nourrissons et des enfants, ainsi que du programme d'alimentation d'appoint. Après avoir procédé, en avril-mai 1968, à des études sur place intéressant plus spécialement la population des camps d'urgence de Jordanie orientale et de Syrie, l'équipe a présenté un rapport détaillé contenant un certain nombre de recommandations que le Département de la santé a examinées avec attention. Les services extérieurs de la santé opérant au Liban, en Syrie et en Jordanie occidentale ont poursuivi leurs études annuelles sur la mortalité infantile et, depuis le mois de janvier 1969, tous les services extérieurs font systématiquement des études de ce genre. Vers la fin de 1968, les services extérieurs opérant en Syrie et en Jordanie orientale ont analysé plus spécialement la mortalité infantile parmi la population de certains camps d'urgence.

80. Des progrès ont été réalisés dans l'établissement des plans prévoyant la mise en place d'un service de prévention sanitaire pour les enfants d'âge préscolaire (2 à 6 ans). Durant les premiers mois de 1969, on a entrepris, dans toutes les zones d'opérations sauf Gaza (où l'on se heurte à une pénurie de personnel), des programmes pilotes englobant chacun plusieurs centres choisis à cet effet, afin de faire bénéficier les enfants de 2 à 3 ans des services réguliers de contrôle actuellement assurés jusqu'à l'âge de 2 ans.

81. Comme par le passé, les services d'hygiène scolaire ont été assurés à tous les élèves des écoles primaires élémentaires et supérieures de l'Office; ils comprennent essentiellement les visites médicales au moment de l'admission à l'école - les enfants étant ensuite examinés à nouveau, s'il le faut - le traitement des insuffisances et la correction des défauts, l'envoi des enfants sous-alimentés à un centre d'alimentation d'appoint, la vaccination, l'assainissement des locaux scolaires et l'éducation sanitaire. Le programme est exécuté par les groupes sanitaires des camps de l'Office et les équipes spéciales d'hygiène scolaire (une équipe par zone d'opérations, sauf pour la Jordanie orientale où une deuxième équipe a été spécialement affectée au service des camps d'urgence). Grâce au nouveau système, selon lequel les services fournis font l'objet d'une évaluation et d'un rapport trimestriels, on enregistre un accroissement de la qualité et de l'efficacité des services, ainsi qu'une amélioration des renseignements statistiques recueillis sur le plan sanitaire.

82. On trouvera au tableau 12 de l'annexe I des données sur la protection maternelle et infantile, ainsi que sur les services d'hygiène scolaire.

### Education sanitaire

83. Cette année encore, le Département de la santé s'est énergiquement employé, dans les centres de santé, les écoles, les centres de protection sociale, à familiariser les mères, les enfants, certains groupes spéciaux de réfugiés bénéficiaires des services sociaux et, d'une manière générale, la population des camps, avec les principes fondamentaux de l'hygiène, de la prévention des maladies et de la responsabilité individuelle et collective qu'implique la protection sanitaire. Le thème choisi pour le programme d'ensemble intéressant l'année 1969 était le suivant : "Protection de la santé et prévention de la maladie". Chaque mois, un aspect donné de ce thème était exposé lors de discussions entre le personnel sanitaire et les catégories de réfugiés mentionnées ci-dessus. Environ 22 techniciens de l'éducation sanitaire ont été chargés d'organiser le programme et d'en assurer l'exécution en s'appuyant sur le personnel des groupes sanitaires, les comités d'hygiène scolaire, ainsi que les administrateurs et comités des camps. Indépendamment de ce programme général, les services extérieurs ont élaboré des programmes spéciaux répondant à leurs besoins particuliers. C'est ainsi qu'on a donné beaucoup d'importance à l'organisation systématique de cours de puériculture à l'intention des mères, dans les centres de protection maternelle et infantile. A Gaza, le cours spécial sur la maternité et les soins aux enfants, destiné aux élèves des grandes classes des écoles primaires supérieures de filles, en était à sa troisième année et, suivi par quelque 2 300 jeunes filles, continuait à donner de bons résultats.

84. La mise en oeuvre du programme d'éducation sanitaire, sous tous ses aspects, a été grandement facilitée par l'emploi du matériel audio-visuel mis au point par la Division des moyens audio-visuels. A l'occasion de la journée mondiale de la santé (1969), la Division a imprimé une affiche qui, de par son thème - "Santé, travail et productivité" -, commémorait en même temps le cinquantenaire de l'OIT. Cette affiche et le matériel de base fourni par l'OMS ont été largement utilisés par le personnel sanitaire, dans toutes les zones d'opérations.

85. Le Département de la santé lui ayant demandé un avis autorisé sur son programme d'éducation sanitaire, l'OMS a mis à la disposition de l'Office, en avril 1968, les services de son conseiller régional en matière d'éducation sanitaire pour la région de la Méditerranée orientale. Dans son rapport, publié en juin 1968, l'expert ainsi consulté a indiqué que le programme était bien conçu, efficace et de bonne qualité sur le plan technique, et il a formulé d'utiles recommandations auxquelles le Département s'est efforcé de donner suite, dans la limite des moyens dont il dispose.

### Services infirmiers

86. Les services infirmiers jouent un rôle de tout premier plan dans l'exécution des programmes de médecine curative et préventive, puisque le personnel infirmier assume des responsabilités considérables dans les domaines suivants : fonctionnement des dispensaires assurant la protection maternelle et infantile, distribution de layettes, contrôle de l'alimentation des nourrissons, visites à domicile, établissement des certificats dont les femmes enceintes et les mères allaitantes

ont besoin pour obtenir un supplément de rations alimentaires, hygiène scolaire, éducation sanitaire, vaccinations individuelles et générales, lutte contre la tuberculose et les maladies vénériennes, soins aux malades dans les dispensaires, les hôpitaux et les centres de réhydratation et d'alimentation, services d'obstétrique à domicile, dans les maternités des camps et dans les hôpitaux. Malgré les conditions de travail difficiles, surtout dans les camps d'urgence, et en dépit de la pénurie de personnel à Gaza, les services infirmiers ont été maintenus à un bon niveau d'efficacité. Il convient de rendre hommage au personnel infirmier des divers dispensaires et hôpitaux subventionnés par l'Office, pour sa contribution à la mise en oeuvre du programme de soins médicaux en faveur des réfugiés. A la fin de la période considérée, l'Office employait 172 infirmières et sages-femmes diplômées, 291 infirmières auxiliaires et 59 sages-femmes autochtones (dayahs).

### Alimentation

87. Le contrôle général de l'état de santé et de l'alimentation des réfugiés est assuré par les services de médecine curative et préventive de l'Office. Particulièrement importants à cet égard sont les états périodiques du nombre et du pourcentage des cas d'insuffisance de poids parmi les enfants de moins de 2 ans, ainsi que les rapports trimestriels établis par le personnel chargé de l'hygiène scolaire.

88. L'objectif du programme d'alimentation d'appoint et des distributions de lait est de protéger les groupes les plus vulnérables de la population (nourrissons, enfants d'âge préscolaire et scolaire, femmes enceintes et mères allaitantes, ainsi que certaines catégories de malades). Les paragraphes 50 à 55 ci-dessus contiennent un exposé détaillé de ce programme qui est administré par le Département de la santé de l'Office. On y trouve une description, tant du programme normal exécuté dans les cinq zones d'opérations que du programme d'urgence qui permet de fournir une assistance supplémentaire aux réfugiés nouvellement déplacés en Jordanie orientale et en Syrie, et aussi à certaines personnes particulièrement nécessiteuses, dans d'autres régions.

### Assainissement

89. L'exécution du programme d'assainissement, qui prévoit essentiellement l'approvisionnement en eau potable, l'évacuation dans de bonnes conditions d'hygiène des eaux usées, ordures et autres déchets, l'écoulement des eaux de ruissellement et la lutte contre les insectes et animaux vecteurs, s'est poursuivie dans les camps gérés par l'Office. Dans les camps d'urgence abritant des réfugiés et personnes déplacées en Jordanie orientale et en Syrie, il a fallu, en raison des circonstances, répondre hâtivement aux besoins existant dans chaque cas d'espèce. Toutefois, les conditions s'y sont beaucoup améliorées, surtout en ce qui concerne l'approvisionnement en eau, l'écoulement des eaux et l'enlèvement des déchets. Des mesures d'urgence ont dû être prises en raison des pluies torrentielles qui se sont abattues sur la région pendant l'hiver et pour faire face à une infestation de puces. Les ordures sont, soit entassées dans des dépôts, soit brûlées, soit encore utilisées pour faire de la fumure ou pour des

travaux de remblayage. La mécanisation de l'enlèvement des ordures progresse de façon satisfaisante à Gaza et a été introduite en Jordanie orientale et au Liban. Le rapport du nombre d'agents de l'assainissement opérant dans les camps au chiffre de la population de ces derniers a été maintenu à 1,7 p. 100, sauf dans le cas des camps d'urgence où le chiffre correspondant était de 2,5 jusqu'en avril 1969, et doit être progressivement ramené à 2.

#### Formation de personnel médical et paramédical

90. Les 458 bourses accordées à des réfugiés dans le domaine de la santé, en application du programme de bourses universitaires de l'Office (voir par. 136), se répartissent comme suit : 370 pour la médecine, 26 pour l'art dentaire, 60 pour la pharmacie et 2 pour la médecine vétérinaire. En outre, 70 étudiants reçoivent une formation en matière de soins infirmiers et 8 suivent des cours d'aide-infirmière pour la protection maternelle et infantile; 46 reçoivent une formation d'aide-pharmacien, 9 une formation d'inspecteur de la santé publique, 6 une formation de technicien radiographe, 14 une formation de technicien de laboratoire et 6 une formation de physiothérapeute. Pour la période considérée, le nombre d'étudiants ayant passé avec succès leurs examens de fin d'études s'établit comme suit : médecine : 31; art dentaire : 2; pharmacie : 11; génie sanitaire : 1; soins infirmiers : 11; sages-femmes : 12; aides-pharmaciens : 19; inspecteurs de la santé publique : 11 et techniciens de laboratoire : 15.

#### C. Enseignement général et professionnel

91. Lorsque l'année scolaire 1967-1968 a pris fin, la situation était calme et les examens ont eu lieu dans des conditions normales, les résultats étant, dans l'ensemble, meilleurs qu'on ne l'escomptait. La nouvelle année scolaire a commencé à la date prévue et le nombre des inscriptions a été exceptionnellement élevé à Gaza, ainsi qu'en Jordanie occidentale et en Jordanie orientale, surtout dans les premières classes du cycle primaire. Au total, 143 891 enfants étaient inscrits en 1968-1969 dans les écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO se trouvant dans ces trois régions, contre 125 933 pour l'année scolaire précédente et 136 759 en 1966-1967.

92. Cependant, malgré un bon départ, l'année scolaire 1968-1969 a été marquée par de nombreux obstacles à l'exécution du programme : manifestations, grèves d'étudiants et de professeurs, couvre-feu et, dans les territoires occupés (Gaza et Jordanie occidentale), fermeture de quelques écoles et détention d'un certain nombre de maîtres et d'élèves pour des raisons de sécurité, sur l'ordre des autorités militaires. A Gaza et en certains points de Jordanie occidentale, ces troubles ont commencé en octobre 1968, peu après la réouverture des écoles et centres de formation, et se sont poursuivis sporadiquement durant toute l'année, atteignant leur point culminant en février 1969. Ce sont les écoles professionnelles de l'Office situées à Gaza, en Jordanie occidentale et au Liban dont le fonctionnement a été plus ou moins affecté pour des raisons différentes. Dans les territoires occupés, les protestations étaient essentiellement dirigées contre les autorités d'occupation, alors qu'au Liban elles ont résulté des

divergences de vues entre le personnel enseignant de l'UNRWA et l'Office. Au Liban, en Syrie et en Jordanie orientale, le personnel enseignant s'est mis en grève, à plusieurs reprises, afin d'obtenir qu'il soit fait droit à ses revendications.

93. Depuis 1950, le programme d'enseignement des réfugiés de Palestine a été appliqué avec le concours de l'UNESCO. Conformément à un accord conclu entre les deux organisations, l'UNESCO est responsable des aspects techniques du programme d'enseignement, son administration étant du ressort de l'Office qui supporte également la principale charge financière. L'UNESCO met à la disposition de l'Office les services du Directeur de l'enseignement et d'un certain nombre de spécialistes de l'enseignement.

94. Un certain nombre de conférences sur des questions intéressant l'enseignement ont été organisées durant l'année scolaire, la plus importante étant la réunion des représentants des pays arabes d'accueil, qui s'est tenue à Beyrouth, sous les auspices de l'UNRWA et de l'UNESCO, du 5 au 8 mars 1969, avec la participation du Liban, de la Syrie, de la Jordanie et de la République arabe unie, ainsi que de la Ligue des Etats arabes, de l'UNESCO et de l'Office. Deux réunions analogues avaient déjà eu lieu en 1965 et 1966 et une troisième, prévue pour mai-juin 1967, avait dû être différée à la dernière minute en raison de la situation politique existant à l'époque. La réunion de 1969, convoquée à la demande des pays arabes d'accueil, a conduit à formuler une série de recommandations adressées à la fois à l'UNESCO et à l'Office. Ces recommandations sont étudiées compte tenu de leur applicabilité et de la situation financière de l'Office. D'autres réunions intéressant directement le Département de l'enseignement de l'Office ont eu lieu en février (réunion des représentants de l'Institut pédagogique dans les diverses zones d'opérations), en mars (conférence sur la formation professionnelle) et en avril (conférence sur la formation pédagogique).

95. Grâce à des contributions spéciales du Gouvernement danois, de NEED (Etats-Unis d'Amérique), de la Swedish Save the Children Federation et d'Austcare (Australie), l'Office a pu accélérer l'exécution de son programme de constructions scolaires. En l'espace de trois ans, celui-ci doit permettre de faire face à l'accroissement naturel de la population d'âge scolaire, d'éviter l'application du système prévoyant l'occupation d'une même salle de classe par trois groupes d'élèves se relayant à tour de rôle et de réduire graduellement le recours au système des classes alternées, ainsi que de remplacer les locaux scolaires ne répondant pas aux normes requises. En Jordanie orientale, on a besoin de 596 salles de classe et de 19 laboratoires pour lesquels on dispose des fonds nécessaires. En Syrie, on a besoin de 489 salles de classe et de 24 laboratoires, mais on ne dispose de fonds que pour la construction de 131 salles de classe et de 5 laboratoires. Au Liban, on a besoin de 262 salles de classe et de 10 laboratoires, alors qu'on ne dispose de fonds que pour 128 salles de classe et 6 laboratoires. Environ 64 p. 100 des travaux dont le financement est assuré sont en cours d'exécution. Dans les territoires occupés, les plans prévoyant d'importants travaux de construction scolaire sont restés en souffrance pendant l'année scolaire, en attendant l'évolution du problème du retour des réfugiés, mais une école comportant 5 salles de classe a été achevée et 20 laboratoires pour travaux pratiques sont en construction en Jordanie occidentale. A Gaza, une école composée de 12 salles de classe, complètement détruite pendant les

combats de 1967, a été reconstruite. En résumé, le programme envisagé prévoit un total de 1 364 salles de classe et de 72 laboratoires de travaux pratiques, et l'on ne dispose des fonds nécessaires que pour 872 salles de classe et 50 laboratoires.

96. D'autres contributions importantes au programme d'enseignement de l'Office ont été faites depuis plusieurs années par l'ARAMCO (Arabian American Oil Company) et ont été destinées aux bourses de formation universitaire et professionnelle, à l'équipement scientifique et à d'autres besoins relatifs à l'enseignement.

### Relations avec le personnel

97. Le 1er juillet 1968, après trois années environ de travaux préparatoires, l'Office a apporté une importante modification à la structure de son personnel et au barème des traitements de ce dernier en instituant, pour ses 6 000 instituteurs, une catégorie "Enseignants" distincte de la catégorie des services généraux qui englobe le reste de son personnel local. Cette mesure a pris effet dans toute la zone où opère l'Office, sauf en Syrie où son application a été différée à la demande des autorités, en réponse à des réclamations faites par les instituteurs.

98. Les conditions qui régissent l'admission dans cette nouvelle catégorie sont énoncées dans un système de classification des emplois, où sont précisés les titres et aptitudes et, le cas échéant, l'expérience antérieure exigés pour les différentes catégories du personnel enseignant. Dans le nouveau système, une importance considérable est accordée à l'acquisition de l'ensemble particulier de titres et d'aptitudes nécessaires pour tel ou tel poste, et le nouveau barème des traitements qui en fait partie est très progressif (28 échelons au lieu des 13 habituels des services généraux), afin d'inciter ceux qui ne possèdent pas ces titres et aptitudes à les acquérir pour s'assurer ainsi la rémunération correspondante. Afin de protéger les droits du personnel en poste à la date où le nouveau système sera appliqué, l'Office a donné l'assurance formelle qu'aucun maître n'avait à craindre une baisse de son traitement, dans l'immédiat ou à l'avenir, du fait du reclassement et de l'application du nouveau barème. Il a également été bien précisé que, dans le cadre de la nouvelle classification, les maîtres conserveraient, en tant que personnel local de l'Office, la qualité d'employés de l'Organisation des Nations Unies auxquels les dispositions du Règlement et du Statut du personnel de l'Office seraient applicables dans les mêmes conditions qu'à tous les autres employés de l'Office, leur statut à cet égard demeurant absolument inchangé.

99. Malgré ces assurances, le nouveau système de classification et le barème des traitements correspondant ont donné lieu à de nombreux malentendus et suscité le mécontentement parmi le personnel enseignant. La situation a donc fait l'objet de discussions prolongées entre les représentants des enseignants et de hauts fonctionnaires de l'Office, tant dans les divers services extérieurs qu'au siège de l'UNRWA, surtout pendant le premier trimestre de l'année 1969. Au cours de ces discussions, les explications et assurances nécessaires ont été données concernant de nombreuses questions soulevées par les enseignants, soit au sujet du nouveau système de classification et du nouveau barème, soit en rapport avec des problèmes d'ordre pédagogique plutôt qu'administratif. Sur bien des points,

l'Office a pu faire quelques concessions pour donner satisfaction aux instituteurs, mais sur d'autres, il lui a été impossible de faire droit aux demandes, le plus souvent faute de moyens financiers.

100. A la mi-avril, après des discussions avec les représentants des gouvernements arabes à la Commission consultative de l'UNRWA, l'Office a proposé d'offrir aux enseignants le choix entre les anciennes et les nouvelles conditions d'emploi et accepté de considérer l'application de ces dernières comme suspendue (sauf en ce qui concerne le versement des traitements) jusqu'à ce qu'une décision ait été prise touchant l'ancien système. Par la suite, à la demande des autorités jordaniennes, l'Office a consenti à "annuler" le nouveau système de classification et cette décision a forcément touché aussi les autres zones d'opérations. On étudie actuellement les incidences de cette décision, et de nouvelles consultations avec les gouvernements doivent avoir lieu.

101. Bien que la comparaison soit malaisée, notamment en ce qui concerne les règlements de sécurité sociale et de bénéfices subsidiaires, l'Office estime que son barème de traitements et ses conditions de travail correspondent en général à ceux en vigueur pour les fonctionnaires gouvernementaux de la région.

#### Enseignement général

102. En dépit des difficultés qui ont été mentionnées dans le rapport de l'an dernier et dont beaucoup ne sont pas encore résolues, l'Office a poursuivi l'exécution de son programme d'enseignement en faveur d'un nombre accru de jeunes réfugiés. Durant l'exercice considéré, il a géré 466 écoles primaires élémentaires et supérieures, dont 275 situées dans des bâtiments construits par ses soins, 161 dans des locaux de location, 23 dans des tentes et bâtiments préfabriqués dans les camps et 7 dans des locaux partagés avec des écoles publiques, pour un total de 200 922 enfants réfugiés. De plus, 41 137 enfants réfugiés immatriculés auprès de l'Office étaient inscrits dans des écoles publiques et privées du cycle primaire (élémentaire et supérieur) couvrant les neuf premières années d'études, ce qui portait le total général à 242 059 enfants. En 1968-1969, l'Office employait un total de 5 790 maîtres dans ses écoles primaires élémentaires et supérieures.

103. Au niveau de l'enseignement secondaire, 21 343 jeunes réfugiés fréquentaient des écoles publiques ou privées. L'Office ne gère pas lui-même d'écoles secondaires, mais il accorde aux étudiants inscrits dans des écoles publiques ou privées et remplissant les conditions requises une assistance sous forme d'allocations et de subventions. Cette assistance ne couvre qu'une faible part du coût effectif de l'enseignement dispensé dont la charge incombe essentiellement aux gouvernements des pays d'accueil. Au cours de la Conférence sur l'enseignement, dont il est question plus haut au paragraphe 94, les représentants des gouvernements arabes ont estimé que l'Office devait assumer une part plus importante des responsabilités dans ce domaine, en assurant aux jeunes réfugiés un enseignement secondaire dont le programme et les normes soient comparables à ceux de l'enseignement dispensé dans les pays arabes d'accueil.



104. On trouvera aux tableaux 13 à 16 de l'annexe I des statistiques sur le nombre et la distribution des enfants bénéficiant du programme d'enseignement.

105. Les paragraphes 17, 18 et 19 du rapport de l'année dernière contenaient un exposé des difficultés ayant surgi à propos des manuels scolaires utilisés dans les écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO. Durant l'année scolaire 1968-1969, le Département de l'enseignement a continué à publier des notes de cours polycopiées pour remplacer les manuels interdits dans les territoires occupés (214 000 exemplaires pour Gaza et 76 000 exemplaires pour la Jordanie occidentale) et, faute de mieux, à utiliser des manuels qui ne sont plus à jour, en Syrie et en Jordanie orientale, en lieu et place de certaines éditions récentes transmises à l'UNESCO, pour examen, par la Commission composée d'experts de l'extérieur et instituée conformément à la résolution 7.4 que le Conseil exécutif a adoptée en juin 1968. La création de cette commission est intervenue avec l'accord des gouvernements du Liban, de la Jordanie, de la République arabe unie et d'Israël, mais n'a pas été acceptée par le Gouvernement syrien qui y a vu une atteinte à sa souveraineté nationale. La Commission a tenu à Paris, entre novembre 1968 et février 1969, plusieurs réunions au cours desquelles elle a examiné 127 ouvrages et fait rapport à leur sujet. Le Directeur général a approuvé ses conclusions et les a communiquées à l'Office et aux gouvernements intéressés, par une série de lettres qui ont ensuite été incorporées, avec les réponses correspondantes, dans un rapport d'activité soumis au Conseil exécutif de l'UNESCO, à sa quatre-vingt-deuxième réunion, en mai 1969. Lors des discussions dont cette question a fait l'objet, le Conseil a décidé d'entendre les représentants de la Jordanie et de la Syrie qui ne sont pas actuellement membres du Conseil exécutif. Des projets de résolution déposés par Israël et les Etats arabes ont été retirés par la suite en faveur d'un texte de compromis présenté par les délégations des pays sud-américains, lequel a été adopté à l'unanimité, un Etat membre (le Pakistan) s'étant toutefois abstenu lors du vote sur l'ensemble de la résolution, et un autre (Israël) sur un seul paragraphe. Dans la résolution ainsi adoptée (annexe II), le Conseil prenait acte des travaux de la Commission d'experts de l'extérieur, invitait le Directeur général à poursuivre ses consultations avec les autorités syriennes, demandait aux gouvernements de la Jordanie, du Liban et de la République arabe unie de faire tenir au Directeur général leurs commentaires sur les conclusions de la Commission et de rester en contact avec lui en vue d'aboutir à un accord sur la question des manuels scolaires, autorisait le Directeur général à lever, avant le début de l'année scolaire 1969-1970, l'interdiction frappant les manuels scolaires qu'il aurait approuvés et demandait au Gouvernement israélien d'autoriser, sans restriction aucune, l'importation et l'utilisation des manuels scolaires approuvés par le Directeur général pour les écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO situées dans les territoires occupés. (C'est au sujet de ce paragraphe qu'Israël s'est abstenu lors du vote.) L'Office et l'UNESCO poursuivent actuellement leurs consultations sur les moyens de mettre en oeuvre la résolution susmentionnée durant la nouvelle année scolaire. Bien entendu, l'UNESCO reste en contact avec les parties intéressées par les différentes résolutions du Conseil exécutif et ne perd pas de vue le problème dont il connaît la grande portée pour les écoles UNRWA-UNESCO.

#### Liban

106. Pour protester contre le nouveau système de classification des emplois et le nouveau barème des traitements, les maîtres des écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO

ont décidé une grève sur le tas qui a duré du 10 février au 5 mars 1969. Le bon fonctionnement des écoles de l'Office au Liban a été également gêné par les troubles politiques qui se sont produits au mois d'avril. Deux écoles situées dans le sud du Liban ont été occupées, pendant un certain temps, par des réfugiés qui, en raison de violentes tempêtes d'hiver, se sont trouvés sans abri vers la fin de janvier 1969.

107. Après un examen approfondi de la question, il a été décidé qu'au Liban, l'admission dans les écoles primaires supérieures de l'UNRWA et de l'UNESCO devrait être subordonnée aux résultats d'un examen spécial de fin d'études primaires élémentaires institué par l'Office, au lieu de dépendre uniquement de l'obtention du certificat d'Etat. Sur les 58 écoles primaires élémentaires et supérieures que gère l'Office au Liban, 22 fonctionnaient selon le système des classes alternées, soit un total de 222 classes intéressées. Le nombre total des enfants inscrits dans les écoles primaires élémentaires et supérieures UNRWA-UNESCO était de 28 472 contre 26 480 l'année précédente, soit une augmentation de 1 992 élèves.

### Syrie

108. Les difficultés qu'a connues l'Office pour trouver de la place pour les enfants réfugiés évacués de la région de Quneitra, après avoir perdu l'usage de ses 17 écoles dans cette partie de la Syrie, ont été temporairement surmontées. L'UNRWA et l'UNESCO gèrent actuellement en Syrie 85 écoles ayant un effectif total de 28 559 élèves, contre 27 178 l'année dernière.

109. En 1968-1969, le Gouvernement syrien a promulgué une loi portant suppression de l'examen officiel du certificat d'études. A la suite des mesures prises par le Ministère de l'éducation, les élèves ont plus largement accès aux écoles secondaires publiques; tous ceux qui obtiennent le certificat de fin d'études primaires supérieures peuvent maintenant s'inscrire dans les écoles secondaires dispensant un enseignement, soit général, soit technique. Aucun progrès n'a pu être réalisé en ce qui concerne l'introduction du français comme deuxième langue étrangère dans les écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO situées en Syrie, et les projets à cet égard restent en attente.

### Jordanie orientale

110. Malgré l'instabilité croissante de la situation en Jordanie orientale et les épreuves supplémentaires résultant d'un hiver exceptionnellement rigoureux et d'actions militaires, l'exécution du programme d'enseignement s'est poursuivie sans trop d'interruptions. Le nombre des écoles fonctionnant dans cette zone - le plus souvent selon le système des classes alternées - était de 134, avec un effectif total de 64 296 élèves (contre 54 636 l'année dernière), dont 12 607 dans 22 écoles établies sous la tente ou dans des bâtiments préfabriqués.

### Jordanie occidentale

111. Les grèves et autres troubles, ainsi que les mesures de sécurité qu'ils ont entraînées, allant parfois jusqu'à la fermeture de certaines écoles, ont porté un grave préjudice au programme d'enseignement. Pendant certaines périodes, la

fréquentation scolaire dans cette zone d'opérations a accusé des fluctuations considérables d'un jour à l'autre, surtout dans la région de Naplouse et Ramallah, mais elle s'est améliorée dans la dernière partie de l'année scolaire. Le nombre total d'élèves inscrits était de 25 993 (pour 88 écoles), contre 23 544 (pour 90 écoles) l'année dernière.

### Gaza

112. Le nombre des enfants allant à l'école a beaucoup varié durant l'année; les classes ont été fréquemment interrompues et des incidents de divers types ont affecté le moral des maîtres aussi bien que des élèves, ce qui a entraîné des manifestations, l'imposition de couvre-feu, la fermeture d'écoles, des incidents militaires, etc. Un total de 53 602 jeunes réfugiés étaient inscrits dans les 101 écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO, contre 47 753 dans 103 écoles l'année dernière. Le fait que les pays arabes d'accueil ne reconnaissent pas les examens de fin d'études secondaires de Gaza continue d'empêcher les réfugiés de cette zone de poursuivre leurs études. L'UNESCO et l'Office s'efforcent d'apporter une solution à ce problème, et l'on s'attend maintenant à un résultat favorable.

### Programme d'activités pour la jeunesse

113. Ce programme a été institué en vue de former des animateurs bénévoles pour les activités de jeunesse, ainsi que pour encourager et aider les jeunes réfugiés à assumer leurs responsabilités au sein de leur collectivité. L'Office gère actuellement 34 centres d'activités pour la jeunesse, dont 6 ont été établis dans les nouveaux camps d'urgence de Jordanie orientale, en étroite coopération avec l'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens (YMCA).

114. La formation d'animateurs pour les activités sportives, culturelles et récréatives se poursuit mais, à l'heure actuelle, on fait une plus large place aux services et aux projets en faveur de la communauté dans les camps : les jeunes se familiarisent avec d'utiles travaux - lutte contre les incendies, secourisme, jardinage et plantation d'arbres - et ils explorent les diverses possibilités qui s'offrent à eux de servir leur communauté : organisation de campagnes sur les moyens d'assurer la sécurité dans les camps, aide au personnel de l'Office s'occupant de l'éducation sanitaire et de l'assainissement et participation à des enquêtes sociales dans les nouveaux camps d'urgence.

115. Le programme d'activités pour la jeunesse est maintenant considéré par les réfugiés comme un élément essentiel de la vie des camps, non seulement en raison de son intérêt pour la jeunesse, mais aussi du fait des avantages qu'il apporte à toute la population des camps. Il a permis, dans bien des cas, d'amener les participants à prendre conscience de leurs responsabilités individuelles et de développer le sens du travail collectif pour le bien de tous.

### Centres de jeux pour enfants d'âge préscolaire

116. Dans les centres de jeux, les enfants réfugiés d'âge préscolaire apprennent ce que l'on enseigne habituellement dans les jardins d'enfants, dans une atmosphère

gaie et plaisante; en outre, ils font l'objet d'une surveillance médicale régulière et on leur sert un repas chaud et du lait avant de les renvoyer chez eux. Ce programme ne peut être financé qu'au moyen de contributions spéciales, et il est encourageant de noter qu'avec l'aide d'organisations bénévoles, on a ouvert des centres de jeux dans les nouveaux camps; 27 centres existent maintenant, contre 18 avant les hostilités.

### Formation pédagogique

117. Le programme de formation pédagogique de l'Office comporte deux aspects distincts : la formation pédagogique de diplômés des écoles secondaires, avant leur entrée en fonctions, qui est assurée dans les écoles normales de l'UNRWA et de l'UNESCO, et la formation en cours d'emploi du personnel enseignant de l'Office, dont se charge l'Institut pédagogique de l'UNRWA et de l'UNESCO à Beyrouth (Liban), pour toute la zone dans laquelle l'Office exerce ses activités.

### Formation préparatoire

118. Les cinq écoles normales de l'Office - 2 à Ramallah (Jordanie occidentale), 2 écoles provisoires à Amman (Jordanie orientale) et une à Sibline (Liban) - ont rouvert leurs portes durant l'automne de 1968. Pendant la période considérée, on s'y est essentiellement attaché à la formation d'instituteurs pour les écoles primaires élémentaires, dont la durée est de deux ans. Le Centre de formation pédagogique de jeunes gens de Ramallah a en outre organisé, à titre expérimental, une troisième année de cours pour un groupe d'élèves-maîtres ayant terminé avec succès les deux premières années d'études, en vue de les spécialiser dans l'enseignement de l'arabe dans les écoles primaires supérieures. L'année scolaire a été très mouvementée pour toutes les écoles normales, la seule exception à cet égard étant le centre provisoire de formation de jeunes filles d'Amman qui a réussi à fonctionner avec une remarquable régularité.

119. L'Office a pu s'assurer, dans les faubourgs d'Amman, un site convenable pour la création d'un nouveau centre de formation dont la construction sera financée au moyen de fonds versés par l'organisation privée américaine NEED et qui absorbera l'effectif des deux écoles normales provisoires situées à Amman, tout en assurant parallèlement la formation professionnelle de 150 jeunes filles. Le nouveau centre pourra accueillir un total de 700 élèves (400 jeunes filles et 300 jeunes gens). On espère qu'il pourra commencer à fonctionner en octobre 1970.

120. Le nombre total d'élèves-maîtres réfugiés inscrits dans les écoles normales de l'Office était de 1 186 en 1968-1969, contre 1 219 en 1967-1968 et 1 121 en 1966-1967. Selon toute probabilité, il n'augmentera guère en 1969-1970 mais devrait, en revanche, accuser un net accroissement l'année suivante, lorsque le nouveau centre d'Amman aura ouvert ses portes.

### Formation en cours d'emploi

121. A la fin de l'année scolaire 1967-68, l'Institut pédagogique de l'UNRWA et de l'UNESCO avait achevé trois de ses cours de base de deux ans pour la formation des maîtres en exercice dans les écoles UNRWA/UNESCO insuffisamment qualifiés sur

le plan professionnel. Sur 2 300 élèves-maîtres initialement inscrits aux trois cours entre 1964 et 1966, 1 428 (soit environ 62 p. 100) sont arrivés dans de bonnes conditions au terme de leur programme de formation et ont été reconnus par l'Office comme instituteurs diplômés du niveau élémentaire. La plupart des 872 élèves-maîtres restants (environ 38 p. 100) qui, à la fin des cours, n'avaient pas atteint le niveau requis à tel ou tel égard, se sont vu offrir une possibilité de "rattrapage".

122. D'autre part, 941 maîtres en exercice dans les écoles primaires élémentaires poursuivent à l'Institut une formation commencée en 1966, 1967 ou 1968. Parmi eux, 444 termineront leurs cours en août 1969, 374 en août 1970 et 123 en août 1971. Le nombre total d'instituteurs ayant participé jusqu'ici à ce programme de formation en cours d'emploi s'établit donc à 3 241. Ce chiffre représente à peu près 80 p. 100 de l'effectif total des instituteurs au service de l'Office en octobre 1968 alors qu'en octobre 1964, quand l'Institut a commencé à fonctionner, 10 p. 100 seulement des maîtres en exercice possédaient la formation nécessaire. C'est dire le succès remporté par l'Institut au niveau de l'enseignement primaire élémentaire. Cette première phase de l'action entreprise - relèvement du niveau des instituteurs des écoles primaires élémentaires - devrait approcher de son terme au cours des deux prochaines années scolaires, sans toutefois être complètement achevée.

123. Au début de l'année scolaire 1967-1968, l'Institut a entamé la seconde phase de son action en organisant, à titre expérimental, un cours de deux ans pour la formation en cours d'emploi de 193 professeurs de mathématiques des écoles primaires supérieures. Au début de 1968-1969, cette première tentative ayant donné des résultats encourageants, l'Institut l'a poursuivie en mettant sur pied une série de nouveaux cours à l'intention des maîtres des écoles primaires supérieures : un cours de formation pédagogique générale d'une durée d'un an pour les diplômés d'universités (162); un cours spécialisé de deux ans à l'intention des maîtres qualifiés pour les écoles primaires élémentaires mais enseignant les sciences dans les écoles primaires supérieures (112); un cours de trois ans combinant la formation pédagogique générale et la formation à l'enseignement d'une discipline donnée, pour les maîtres des écoles primaires supérieures n'ayant pas de titres universitaires (119); un cours de formation pédagogique générale, d'une durée de deux ans, pour les professeurs d'enseignement ménager (43); un autre cours de deux ans sur l'enseignement des mathématiques pour les maîtres qualifiés pour le cycle primaire élémentaire mais enseignant cette discipline dans les écoles primaires supérieures (35). Le nombre de maîtres des écoles primaires supérieures participant à ce programme de formation plus spécialisée s'établit jusqu'ici à 664 au total, ce qui représente approximativement 39 p. 100 de l'effectif total du personnel enseignant dans le cycle primaire supérieur. Pour l'essentiel, cette phase des activités de l'Institut devrait être terminée à la fin de l'année scolaire 1971-1972. En 1968-1969, le nombre total de maîtres des écoles primaires, élémentaires et supérieures en cours de formation est de 1 580, chiffre qui correspond à la capacité maximum normale de l'Institut.

124. En outre, l'Institut aborde graduellement une troisième phase de son plan d'action, dont l'objectif est d'améliorer la qualité de l'enseignement dispensé grâce à des activités autres que la formation des maîtres en exercice, par exemple en aidant à perfectionner les cours par l'introduction et l'adaptation de méthodes

et de moyens d'enseignement plus efficaces - notamment le recours à la télévision en circuit fermé -, en organisant des cours spéciaux à l'intention des directeurs et inspecteurs d'école, et aussi en assurant la formation plus poussée des maîtres diplômés.

125. Depuis sa création en 1964, l'Institut est considéré par l'UNESCO comme un projet pilote dont la portée dépasse les objectifs spécifiquement liés au système d'enseignement de l'Office. Des propositions ont été faites en vue de mettre les moyens dont il dispose au service d'autres systèmes d'enseignement, et des conversations préliminaires ont été engagées à ce sujet avec l'un des gouvernements de la région. Les frais de gestion de l'Institut sont actuellement payés par les Gouvernements suédois et suisse et par l'UNESCO, dont la contribution consiste dans les services d'un certain nombre d'experts et de matériel.

#### Formation professionnelle et technique

126. La formation professionnelle et technique continue d'être dispensée aux réfugiés de Palestine dans sept centres qui sont des internats gérés par l'Office et dont six sont réservés aux jeunes gens. Deux de ces six établissements font simultanément fonction de centre de formation pédagogique et professionnelle. La capacité totale des centres de formation professionnelle et technique pour jeunes gens, gérés par l'Office, était de 2 098 places en 1968-1969. Le septième établissement (l'Ecole professionnelle pour jeunes filles de Ramallah) fait fonction à la fois d'école normale et de centre de formation professionnelle.

127. On trouvera ci-après la liste des établissements de l'Office, avec l'indication de leur emplacement et de leur capacité :

<u>Centre</u>	<u>Emplacement</u>	<u>Capacité</u>
Centre de formation professionnelle de Kalandia	Jordanie occidentale	376 places
Centre de formation professionnelle de Wadi Sir	Jordanie orientale	360 "
Centre de formation professionnelle de Gaza	Gaza	484 "
Centre de formation professionnelle de Damas	Syrie	400 "
Centre de formation professionnelle de Sibline	Liban	82 "
Ecole technique et normale de Sibline	Liban	90 "
Centre de formation professionnelle de jeunes filles de Ramallah	Jordanie occidentale	310 "
		<u>Total : 2 408 places</u>

Le tableau 17 de l'annexe I donne le détail des places disponibles par centre de formation et par type de cours. On remarquera qu'un total de 38 cours différents sont offerts aux étudiants. On trouvera des indications sur la formation médicale et paramédicale au paragraphe 90.

128. Les plans d'expansion à l'étude ou en cours d'exécution permettront de porter de sept à huit le nombre des centres de formation professionnelle et technique de l'Office et de 2 408 à 3 100 places (2 610 pour les jeunes gens et 490 pour les jeunes filles) la capacité totale de ces établissements. Ces plans prévoient les travaux suivants :

a) Construction, près d'Amman, d'un centre de formation professionnelle et pédagogique, au moyen de fonds fournis par l'organisation NEED. Ce centre pourra assurer la formation professionnelle de 150 jeunes filles et accueillir, en outre, en vue de la formation pédagogique, 250 jeunes filles et 300 jeunes gens, ce qui représente une capacité totale de 700 places; ses activités compléteront celles du Centre de formation pour jeunes filles de Ramallah, dont les réfugiés vivant en Jordanie orientale, au Liban et en Syrie ne peuvent pas suivre les cours, en raison des circonstances actuelles.

b) Accroissement de la capacité du Centre de formation professionnelle de Wadi Sir, à Amman, dont le nombre de places doit être porté de 360 à environ 800; les frais de premier établissement et de gestion (pour une période de 5 ans, y compris les frais de gestion résultant de l'agrandissement et les frais actuels sont financés par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

c) Accroissement de la capacité du Centre de formation professionnelle de Gaza qui dispose actuellement de 484 places et doit en avoir 556. Il s'agit là de la seconde phase d'un plan d'expansion dont l'exécution, commencée en 1967<sup>10/</sup>, dont les frais de premier établissement sont financés par NEED. (Le Gouvernement israélien a fait une contribution spéciale destinée aux frais de gestion résultant de l'agrandissement.)

d) Accroissement de la capacité de la section formation professionnelle de l'Etablissement de jeunes filles de Ramallah, qu'il s'agit de porter de 310 à 340 places, la capacité totale du Centre (avec la section normale) étant alors de 640 places. L'organisation NEED prend à sa charge le coût des travaux nécessaires.

129. Durant la période considérée, les activités des centres situés dans les territoires occupés, ainsi qu'au Liban et en Jordanie orientale, ont été gravement entravées par un certain nombre de grèves.

---

10/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 13 (A/7213).

130. Comme il est indiqué dans le précédent rapport, les possibilités d'emploi offertes aux diplômés des écoles professionnelles de l'Office dans les territoires occupés sont moins favorables depuis 1967, et cet état de choses demeure un sujet de graves préoccupations. A l'heure actuelle, l'Office étudie les moyens de renforcer ses services de placement dans les zones occupées et s'emploie à trouver de nouveaux débouchés pour les jeunes gens et jeunes filles formés dans ses centres.

131. Grâce aux bons offices de la République fédérale d'Allemagne, 100 diplômés des écoles professionnelles de l'Office, dont 37 venant des territoires occupés, ont eu, en 1968-1969, la possibilité d'acquérir une expérience pratique plus poussée en travaillant dans des entreprises industrielles modernes. L'Office prend actuellement, avec la République fédérale d'Allemagne, les dispositions nécessaires pour permettre à un nouveau groupe de 150 jeunes réfugiés, qui doivent terminer leur cours en août 1969, de recevoir une formation de ce type dans l'entreprise.

#### Formation des adultes

132. L'Office a continué d'organiser des cours de travaux manuels pour les réfugiés qui ne possèdent pas les titres requis pour être admis dans les centres de formation professionnelle. En Jordanie occidentale, 45 jeunes gens ont suivi un cours de menuiserie d'une année, ce qui leur a permis d'acquérir un métier et d'améliorer leurs perspectives d'emploi. En outre, 1 854 jeunes filles ont suivi des cours de couture pendant six mois (36 cours au total, dont 3 organisés et dirigés par des organisations bénévoles dans les nouveaux camps de Jordanie orientale). Durant l'année, 728 jeunes femmes ont participé au programme d'activités féminines organisées, l'après-midi, dans 14 centres. L'objet de ce programme, qui prévoit toute une gamme d'activités culturelles, sociales et récréatives, est d'amener les femmes et les jeunes filles à élever leur niveau de vie par leurs propres efforts. Il y a notamment des cours de lecture et d'écriture, de rénovation de vêtements usagés, de broderie, couture, tricot, secourisme, puériculture et d'enseignement ménager et diverses activités récréatives. Les articles confectionnés dans les classes de travail manuel et de broderie sont vendus en coopérative et les bénéfices servent à couvrir une part des dépenses de gestion du programme. En outre, on a organisé des cours de cuisine afin d'indiquer aux femmes réfugiées comment utiliser au mieux les rations distribuées par l'Office. Pour la plupart, ces activités sont financées par des contributions spéciales.

#### Formation des handicapés

133. Le programme de l'Office dans ce domaine englobe les aveugles, les sourds et les infirmes. Durant l'été de 1968, un groupe de spécialistes de la République arabe unie s'est rendu en Jordanie, en Syrie et au Liban afin d'interroger et examiner 55 enfants infirmes, parmi lesquels il en a retenu 39 comme remplissant les conditions nécessaires pour être admis aux instituts de rééducation et de formation des personnes physiquement diminuées du Caire et d'Alexandrie. Sur ce nombre, 17 enfants ont été admis au cours de l'année 1968-69, et l'on pense que les autres y entreranno au cours de la prochaine année scolaire.



134. Pendant l'année considérée, 288 handicapés (filles et garçons) ont été placés dans des institutions. Ce chiffre comprend 50 réfugiés placés gratuitement dans diverses institutions du Moyen-Orient et 63 aveugles (enfants et adultes) qui recevaient une formation à l'Institut des aveugles de la Mission pontificale, à Gaza. De plus, il y a 35 ouvriers aveugles travaillant dans les trois sections de service ménager de l'Institut de Gaza.

### Enseignement supérieur

135. Au cours de l'année universitaire 1968-1969, l'Office a accordé aux réfugiés de Palestine 1 255 bourses d'études supérieures, chiffre jamais atteint auparavant, dont 600 provenant d'une contribution spéciale du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Ces bourses ne sont attribuées que pour un an à la fois, mais elles peuvent être renouvelées chaque année jusqu'à la fin des études entreprises, à condition que le bénéficiaire passe avec succès les examens de fin d'année organisés par la faculté dont il relève. Sur les 1 255 bourses accordées, 533 étaient des bourses renouvelées et 722 de nouvelles bourses; ce dernier chiffre dépasse de beaucoup le chiffre correspondant (276) pour l'année 1967-1968.

136. Le tableau ci-après donne la répartition des boursiers par discipline et selon le pays où ils font leurs études :

Répartition par discipline et par pays des titulaires de bourses supérieures pendant l'année universitaire 1968-1969

Discipline	République arabe unie			Jordanie orientale	Jordanie occidentale	Irak	Turquie	Libye	Total
	Liban	Syrie							
Médecine	273	14	78	-	-	4	1	-	370
Pharmacie	34	4	20	-	-	2	-	-	60
Art dentaire	9	-	14	-	-	3	-	-	26
Médecine vétérinaire	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Génie industriel	146	30	48	-	-	25	4	2	255
Agriculture	26	1	3	-	-	1	-	-	31
Lettres	68	28	50	34	29	1	-	-	210
Sciences <u>a/</u>	43	25	35	46	25	8	-	-	182
Pédagogie	47	4	11	-	-	-	-	-	62
Commerce et économie	14	7	4	32	-	-	-	-	57
Totaux	662	113	263	112	54	44	5	2	1 255

a/ Y compris des étudiants qui, par la suite, entreront peut-être à la faculté de médecine ou à l'école d'ingénieurs de leur université.

137. Plusieurs gouvernements ont en outre accordé directement des bourses d'études à des étudiants palestiniens réfugiés. En plus des pays arabes d'accueil, il s'agit des gouvernements des pays suivants : Irak, Turquie, Algérie, Libye, Soudan et Pakistan. Avec le concours de l'UNESCO, l'Office continue à faire appel à d'autres pays pouvant offrir des bourses aux étudiants étrangers, dans l'espoir qu'ils en mettront un certain nombre à la disposition des réfugiés de Palestine.

#### D. Services communs et administration générale

138. Le tableau 23 de l'annexe I donne l'effectif du personnel de l'Office au 30 juin 1969 comparé à celui de l'année précédente. Il fait apparaître pour l'exercice étudié une augmentation des effectifs qui est de 1 046 fonctionnaires pour le personnel recruté sur place, et de 10 fonctionnaires pour le personnel international, recrutés pour la plupart pour remplir les postes vacants du tableau des effectifs ou bien des postes devenus indispensables par suite des hostilités de juin 1967. Ces chiffres ne tiennent évidemment pas compte des postes vacants. Le nombre de postes inscrits au tableau d'effectifs pour le personnel local était de 13 088 au 30 juin 1969 contre 12 946 au 30 juin 1968, soit seulement 142 postes de plus, presque tous occupés par des enseignants pour le nombre croissant d'élèves dans les écoles de l'Office. Les chiffres correspondants pour les fonctionnaires internationaux étaient de 124 postes au 30 juin 1969 contre 114 au 30 juin 1968, 14 postes étant vacants dans les deux cas. L'augmentation nette est de 10 postes, dont 2 pour la Division technique, 2 pour le Service de secours, un pour le Bureau de liaison de New York, un pour la Division de l'assainissement du milieu et 4 pour le Service d'enseignement.

139. Les 13 000 fonctionnaires de l'Office engagés sur place, qui comprennent les agents des services généraux et les enseignants, ainsi que les travailleurs manuels, sont représentés par cinq associations du personnel local (correspondant aux diverses zones d'opérations), l'association pour la Jordanie étant provisoirement constituée de deux comités, l'un pour la Jordanie orientale et l'autre pour la Jordanie occidentale. L'institution, en juillet 1968, d'une catégorie "Enseignants" a fait surgir des difficultés qui sont exposées aux paragraphes 97 à 101. Abstraction faite de ce problème particulier, la plupart des représentations faites par le personnel étaient en rapport avec le coût de la vie dans les diverses zones d'opérations ou consistaient à demander une amélioration des services mis à la disposition des fonctionnaires de l'Office dans les domaines de la santé et de l'enseignement. Depuis plusieurs années, la politique de l'Office, en ce qui concerne les traitements et salaires de son personnel recruté sur place, consiste à suivre, dans la limite des fonds disponibles, le barème des traitements appliqué par l'administration nationale, dans chaque zone d'opérations, pour des groupes comparables d'employés. Conformément à cette politique, les salaires des travailleurs manuels employés en Jordanie orientale et en Jordanie occidentale ont été majorés, avec effet au 1er avril 1969, ce qui entraînera une dépense supplémentaire annuelle estimée à 116 000 dollars. D'autres augmentations, peut-être plus importantes, ont été recommandées au Liban, pour la fonction publique, et il se pourrait que des majorations analogues interviennent en 1969 dans d'autres zones d'opérations, ce qui aurait nécessairement des répercussions sur les dépenses de personnel de l'Office. On trouvera d'autres observations à ce sujet au paragraphe 179 ci-après.

140. Au Liban, par suite de problèmes concernant les conditions d'emploi, des discussions ont été engagées avec le gouvernement, et l'Office espère aboutir bientôt à un accord sur les procédures lui permettant de consulter le gouvernement à propos des questions de personnel, en cas de besoin, sans porter atteinte au statut qui est le sien, en sa qualité d'organisme des Nations Unies. En Syrie, les difficultés décrites dans les rapports antérieurs n'ont pu être complètement résolues et l'Office a dû attendre longtemps avant de pourvoir aux postes vacants autrement que sur une base temporaire.

141. D'autre part, les fonctionnaires arabes ont toujours des difficultés de déplacement dans les territoires occupés lorsqu'ils sont en mission officielle. Ces dernières années, pour des raisons d'économie, l'Office a fortement réduit son personnel international et accru en conséquence le rôle des fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur place dans la supervision technique des programmes exécutés par les services extérieurs. Les difficultés et retards intervenant lors des déplacements des fonctionnaires qui doivent se rendre dans les territoires occupés ou en sortir, bien qu'ils résultent de considérations touchant la sécurité, compromettent donc gravement la bonne marche des activités de l'Office. Ce problème est également traité au paragraphe 147.

142. Jusqu'au début de mars 1969, l'expédition par la route des fournitures et du matériel de l'Office quittant Beyrouth à destination de Gaza et de la Jordanie occidentale, via Ras El Nakoura, n'a posé aucun problème véritable. Un système de transports routiers fonctionnant trois fois par semaine permettait de faire face aux besoins normaux. Mais au début de mars, les autorités israéliennes ont fermé la frontière aux véhicules de transport des marchandises, à Ras El Nakoura, pour des raisons de sécurité, et l'Office a dû prendre des dispositions pour utiliser l'itinéraire, plus long et plus onéreux, qui consiste à atteindre la Jordanie occidentale et le territoire de Gaza en passant par la Syrie et en traversant le Jourdain par le pont Allenby.

## E. Questions juridiques

### Activités et problèmes juridiques d'ordre général

143. Abstraction faite de la question des créances, qui est traitée plus loin au présent chapitre, les principaux problèmes touchant les aspects juridiques des travaux de l'Office sont restés les mêmes. Ils concernent le maintien des prérogatives de l'Office en matière de nomination du personnel, la protection des locaux et du personnel de l'Office et la possibilité d'assurer la liberté de déplacement de ses fonctionnaires. Tous ces problèmes découlent de la nécessité fondamentale pour l'Office de pouvoir, en sa qualité d'organisme international opérant en vertu de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, mener à bien la mission que l'Assemblée générale lui a confiée. A cet égard, l'année qui fait l'objet du présent rapport n'aura pas été exempte de difficultés.

144. Aux termes de l'article V de la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, les fonctionnaires de l'Office jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), mais ce principe n'est pas partout admis à

l'intérieur de la zone dans laquelle l'Office exerce son activité. Les fonctionnaires localement recrutés employés par l'UNRWA en Syrie, qu'ils soient Syriens ou Palestiniens, ne jouissent pas pleinement des privilèges et immunités accordés aux fonctionnaires de l'Office en vertu de l'article V de la Convention, et le problème mentionné au paragraphe 2 de l'annexe II du rapport de l'année dernière <sup>11/</sup> demeure entier. On se souviendra que, par suite d'un Arrêté du 1er août 1967, la Syrie a exclu les fonctionnaires localement recrutés du bénéfice des privilèges et immunités de la Convention, exception faite pour l'exemption de l'impôt sur les salaires. Après des négociations, l'Office a présenté le 15 mai 1968 un mémorandum à ce sujet au gouvernement. Sur la demande du Gouvernement syrien, une traduction arabe de ce texte lui a été envoyée à la fin de 1968. Néanmoins l'Office regrette de devoir signaler qu'en janvier 1969 deux de ses hauts fonctionnaires ont été maintenus en état d'arrestation pendant 24 heures et ils ont déclaré avoir été soumis à un interrogatoire touchant leurs fonctions officielles. Une note verbale sur leur cas a été adressée au Gouvernement syrien le 6 février 1969, mais aucune réponse n'a été reçue.

145. Le problème mentionné au paragraphe 4 de l'annexe II du rapport de l'année dernière, concernant la détention de fonctionnaires, sans procès et pendant des périodes assez longues, dans les territoires occupés par Israël après les hostilités de juin 1967, n'est pas encore pleinement résolu. Il n'y a pas eu, cette année non plus, de cas de détention motivée par des "actes officiels" que les fonctionnaires intéressés auraient accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, mais à des inculpations pour activités illégales. Néanmoins, le fait de la détention demeure, le fonctionnaire se trouvant privé de sa liberté et l'Office de ses services. Dans un cas, l'intéressé a été détenu à Gaza pendant 15 mois, pour être finalement libéré sans avoir fait l'objet d'une inculpation, et de nombreuses représentations ont été faites à son sujet auprès des autorités. En Jordanie occidentale, un fonctionnaire a été détenu 12 mois avant son procès, un autre détenu 7 mois sans procès, et certains pendant plus de 4 mois. Certains fonctionnaires ont été détenus "administrativement", c'est-à-dire par suite d'une décision administrative sans qu'intervienne aucune forme de procès.

146. D'autre part, l'Office a été forcé de protester par note verbale contre l'expulsion d'une de ses fonctionnaires, la directrice d'une de ses écoles à Naplouse, de Jordanie occidentale en Jordanie orientale. L'explication fournie à l'Office était que la directrice avait été expulsée pour des raisons de sécurité sans rapport avec ses fonctions officielles. En conséquence, l'Office est privé des services d'une directrice à l'Ecole de Naplouse depuis le 25 novembre 1968. La protestation de l'Office se fondait sur l'article 49 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949 ainsi que sur les Articles 100 et 105 de la Charte des Nations Unies. Aucune réponse officielle n'a été donnée à cette note verbale. En juin 1969, l'un des médecins de l'Office a également été déporté en Jordanie orientale, pour des motifs sans rapport avec ses fonctions officielles.

---

<sup>11/</sup> Ibid., Annexe II, par. 2.

147. Le problème qui se pose à l'Office, qui s'efforce d'assurer la libre circulation de son personnel dans toute la zone de ses opérations, pour pouvoir accomplir ses tâches officielles, a été traité dans une autre partie de ce chapitre (par. 141). Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, en acceptant la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ont souscrit à l'obligation de faciliter sur leurs territoires les voyages des fonctionnaires chargés de mission par l'Office. Il est essentiel que les fonctionnaires de l'Office ayant des responsabilités sur plus d'un territoire ou des fonctions de surveillance et de contrôle s'étendant à toute la zone d'opérations de l'Office, soient en mesure de se déplacer sans entrave d'un territoire à un autre, et ce, qu'il s'agisse de fonctionnaires internationaux ou locaux et quelle que soit leur nationalité. Afin d'éviter les dépenses inutiles et les pertes de temps, l'Office doit également s'efforcer d'employer l'itinéraire le plus rapide et le moins onéreux, plus particulièrement en ce qui concerne les voyages dans les territoires occupés.

148. Au cours de l'année, l'Office a rencontré des difficultés considérables à cet égard. Il est difficile d'obtenir de certains gouvernements les permis nécessaires pour entrer dans leur pays ou pour en sortir, et un gouvernement (le Gouvernement syrien) a également fait des difficultés pour accorder des visas à des fonctionnaires internationaux de l'Office. Une note verbale a été adressée aux autorités le 10 octobre 1968 concernant le cas d'un fonctionnaire ayant été empêché de se rendre au siège pour des raisons en rapport avec les activités de l'Office, alors même qu'il était muni du laissez-passer des Nations Unies, en vertu de l'article VII de la Convention de 1946. Comme elle est restée sans réponse, une nouvelle note a été envoyée le 6 février 1969. Un autre problème est celui des retards apportés à la délivrance des visas ou permis d'entrée ou de sortie et le fait que, dans certains cas, les documents ainsi obtenus continuent de n'être valables que pour un voyage ou une courte période. Le 19 février 1969, une note verbale a été adressée au Gouvernement syrien au sujet du droit du timbre et des "contributions à l'action populaire" perçus depuis juillet 1968 par les autorités sur les demandes de permis de voyage présentées par l'Office. Aucune réponse n'ayant été reçue, une nouvelle note a été envoyée le 21 mai 1968.

149. A diverses reprises, l'Office a dû protester auprès des autorités contre des intrusions dans ses locaux dans les territoires occupés. Le 24 mai 1969, il s'est élevé, par note verbale adressée aux autorités israéliennes, contre l'intrusion de soldats dans deux de ses établissements d'enseignement, à savoir le Centre de formation professionnelle de Gaza et l'Ecole primaire supérieure de garçons de Khan Younis. A cette note, le Gouvernement israélien a répondu qu'il considérait cette plainte comme non fondée et était obligé de la rejeter pour des raisons exposées lors d'une réunion entre des fonctionnaires d'Israël et de l'Office.

150. En ce qui concerne d'autres questions, diverses modifications ont été apportées au Règlement du personnel, aussi bien international que localement recruté, et l'Office a fait paraître une version sensiblement modifiée des directives sur les activités contractuelles.

## Créances contre les gouvernements

151. De nouveaux progrès ont été réalisés dans la présentation et la poursuite des créances de l'Office contre les gouvernements, notamment pour ce qui est des créances découlant des hostilités de juin 1967. Quelques progrès sont à signaler quant au règlement de certaines créances, tandis que d'autres restent en souffrance.

### Liban

152. A la suite de la décision du Conseil des ministres du 22 mai 1968, "d'approuver en principe" les réclamations de l'UNRWA 12/, la plupart des taxes dont l'Office demandait à être exonéré - en particulier les taxes municipales et droits de timbre sur les polices d'assurance, qui grevaient lourdement son budget - ne sont plus perçus. Le Ministère des finances, en décembre 1968, a chargé une commission d'experts fiscaux de vérifier les détails des créances de l'Office, qui s'élevaient fin 1968 à 594 135 livres libanaises. A la demande de la Commission, l'Office a présenté un état financier détaillé, le 1er mars 1969, et il a été invité à fournir des précisions supplémentaires. Tout porte à croire que ces créances seront prochainement réglées.

153. Toutefois, certaines taxes, notamment celles de déchargement pour les marchandises débarquées dans les ports libanais, sont toujours perçues, bien que l'exemption de l'Office ait été expressément reconnue par décision du Conseil des ministres. Mais l'Office espère résoudre le problème avec le gouvernement à brève échéance.

### Syrie

154. Comme il a été indiqué l'année dernière 13/, le Gouvernement syrien a rejeté la majorité des réclamations de l'Office s'élevant à 272 577 livres syriennes. Les questions de principe qui semblent avoir motivé le rejet des réclamations ont été exposées dans le rapport. Le 6 septembre 1968, l'Office a adressé au Gouvernement syrien une note verbale énumérant ces questions et à laquelle étaient joints, pour examen par les autorités compétentes, un aide-mémoire détaillé (en français) concernant l'interprétation de l'alinéa a) de l'article 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ainsi qu'une note (également en français) sur la notion de "prescription" en droit international. L'Office proposait à nouveau que le problème fasse l'objet de discussions entre les deux parties. En même temps, en réponse à la demande faite antérieurement par le Gouvernement syrien, l'Office désignait deux représentants chargés d'étudier en détail, avec l'administration des douanes, sa réclamation concernant le remboursement des droits de douane sur les carburants et les produits pétroliers. Ayant été invité, en novembre 1968, à fournir une traduction en arabe ou en anglais de

---

12/ Ibid., Annexe II, par. 14.

13/ Ibid., Annexe II, par. 16-18.

l'aide-mémoire susmentionné, l'Office a fait tenir une version anglaise de ce document au Gouvernement syrien, en février 1969. En mars 1969, le Gouvernement syrien a demandé à l'Office une traduction de l'aide-mémoire en arabe; cette traduction a été adressée aux autorités syriennes le 4 juillet 1969.

155. Pour certaines taxes, notamment celles de factage et celles portées sur les factures d'électricité, cette créance augmente constamment.

#### Jordanie

156. En vue du règlement global, d'une part, des créances de l'Office contre le Gouvernement jordanien mentionnées à l'annexe II du rapport de l'an dernier 14/ et, d'autre part, des créances de ce gouvernement contre l'Office, ce dernier a fait aux autorités jordaniennes une proposition selon laquelle l'Office verserait au gouvernement la somme de 3 371,70 dollars des Etats-Unis.

157. En ce qui concerne les créances contre l'Office d'entrepreneurs ayant participé à l'exécution des programmes de consolidation des tentes dans la vallée du Jourdain, la procédure d'arbitrage a été engagée entre l'Office et l'un des entrepreneurs. L'arbitre a conclu que le contrat n'a pu être exécuté en raison de facteurs échappant au contrôle de l'Office, mais a néanmoins adjugé à l'entrepreneur 1 500 dinars jordaniens en tant que compensation pour certaines dépenses engagées. Cette somme sera réclamée en temps utile au Gouvernement jordanien.

#### Créance dirigée conjointement contre le Liban, la Syrie et la Jordanie au titre des frais supplémentaires de transport ferroviaire

158. Aucun progrès n'a été réalisé touchant le règlement de cette créance d'environ 1 500 000 dollars, née des frais supplémentaires encourus par l'Office au titre du transport par rail de marchandises de Beyrouth en Jordanie 15/. L'Office a proposé une réunion commune aux trois gouvernements par des notes verbales du 15 mars 1967, mais, exception faite d'un accord de principe du Gouvernement libanais (dépendant de l'acceptation de la réunion par les deux autres gouvernements), aucune réponse n'a été reçue à ces notes. Le Commissaire général a envoyé, le 10 juin 1969, des lettres aux Ministres des affaires étrangères de Syrie et de Jordanie leur demandant encore une fois leur accord à une réunion ou toute autre suggestion qu'ils pourraient faire pour régler ce problème.

#### Créances découlant des hostilités de juin 1967

159. Dès la fin des hostilités de juin 1967, l'Office s'est efforcé d'évaluer aussi rapidement et aussi exactement que possible les dommages qu'il avait subis.

---

14/ Ibid., Annexe II, par. 19.

15/ Ibid., Annexe II, par. 22-24.

A cette fin, il a envoyé, dans les régions touchées par la guerre, une équipe qui a procédé à une enquête approfondie et rédigé un rapport. Sur la base de ce rapport, terminé le 31 août 1968, et des renseignements supplémentaires obtenus par le personnel du service juridique, l'Office a fait valoir les créances ci-après :

a) Contre le Gouvernement israélien

- i) Par note verbale en date du 31 décembre 1968, une créance d'un montant de 708 610,43 dollars des Etats-Unis, au titre des dommages causés aux biens de l'Office. D'autres réclamations seront faites au titre des dommages ou pertes subis par le personnel de l'Office, que ce dernier est tenu d'indemniser, ainsi que du fait des incidents militaires qui se sont produits après les hostilités. Cette dernière catégorie comprendra les pertes subies lors des tirs ou attaques des forces israéliennes contre le camp de Karameh et d'autres camps situés dans la vallée du Jourdain, à la fin de 1967 et au début de 1968.
- ii) Par deux notes verbales en date du 23 janvier 1969, des créances au titre des dommages causés, du fait des batailles livrées dans ces secteurs, aux locaux de ses services à Jérusalem (83 286,64 dollars des Etats-Unis) et à neuf de ses écoles, à Gaza (12 498,38 dollars des Etats-Unis). Les dégâts sont imputables aux combats qui se sont déroulés à l'intérieur ou à proximité des installations susmentionnées, et l'Office a réclamé la moitié des montants indiqués aux autorités israéliennes.

b) Contre le Gouvernement jordanien

Par sa note verbale en date du 23 janvier 1969, une créance représentant la moitié du montant des dommages causés à son bureau de Jérusalem, du fait des combats dans cette ville (voir ci-dessus).

c) Contre le Gouvernement de la République arabe unie

Par note verbale en date du 23 janvier 1969, une créance représentant la moitié du montant des dommages causés aux écoles de l'Office à Gaza, du fait des combats sur ce territoire (voir ci-dessus).

160. Un échange de notes avec le Gouvernement d'Israël laisse espérer que les négociations sur les réclamations de l'Office contre ce dernier pourront commencer prochainement.

161. En ce qui concerne les pertes ou dommages subis à l'occasion de divers incidents militaires dans les territoires occupés, l'Office a présenté, par l'intermédiaire des officiers de liaison, des réclamations aux gouverneurs militaires des différentes régions. Quelques créances peu importantes ont été réglées directement par les autorités militaires. Les autres - qui constituent la majorité - seront, d'ici peu, récapitulées et présentées à nouveau au Gouvernement israélien par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères.



162. L'Office continue à faire valoir la créance dirigée aussi bien contre la Banque d'Alexandrie que contre les autorités israéliennes en ce qui concerne le solde créditeur de 40 401 854 livres égyptiennes qui figurait au compte de l'Office à l'agence de la Banque d'Alexandrie à Gaza, lors des hostilités de juin 1967 16/. Une note verbale du 22 août 1968 du Gouvernement de la République arabe unie est parvenue à l'Office en réponse à sa note précédente, et une autre note a été envoyée par l'Office le 5 avril 1969.

#### F. Opérations financières

163. Les comptes de l'Office, avec le rapport pertinent des commissaires aux comptes, font l'objet de documents séparés. On trouvera ici un résumé des opérations financières de l'Office en 1968 et les prévisions concernant les opérations de l'exercice 1969. (L'exercice financier de l'Office coïncide avec l'année civile, alors que le présent rapport porte sur la période allant du 1er juillet 1968 au 30 juin 1969.) 17/

164. En 1968, l'accroissement des activités - et dépenses - de l'Office qui, en 1967, pouvait à bon droit être considéré comme correspondant au programme "élargi" du fait de la crise, était devenu imputable, pour l'essentiel, au programme "normal" de l'Office. De plus, au cours de l'année 1968, l'Office a dû faire face aux besoins accrus d'assistance des réfugiés, causés par l'accroissement naturel, les difficultés économiques et le déplacement des familles. En même temps, le coût unitaire du personnel, des fournitures et des services qu'il devait s'assurer s'est sensiblement élevé, en particulier dans les régions occupées. Par conséquent, le montant total des dépenses et engagements de l'Office a atteint près de 44 millions de dollars en 1968, contre 40,6 millions en 1967 et 37,5 millions seulement en 1966.

165. Certes, les gouvernements et organisations non gouvernementales ont répondu avec beaucoup de générosité à l'appel de l'Office demandant des contributions spéciales pour faire face aux besoins accrus résultant des hostilités de juin 1967 (un montant global d'environ 10 millions de dollars de contributions spéciales a été reçu en 1967 et 1968), mais cela n'a pas suffi à couvrir l'augmentation des dépenses de l'Office durant les deux années en question. Il s'ensuit que l'Office - dont les recettes étaient de 2,5 millions de dollars supérieures aux dépenses en 1967 - a enregistré un déficit de 2,9 millions de dollars en 1968.

---

16/ Ibid., par. 26.

17/ Un état récapitulatif des recettes, des dépenses et du fonds de roulement de l'Office depuis sa fondation figure aux tableaux 19 et 20 de l'annexe I. Les recettes provenant de sources non gouvernementales pour l'année 1968 et le premier semestre de 1969 sont indiquées au tableau 21. Au chapitre II, se trouvent des informations plus détaillées sur les opérations financières de l'Office en 1968 et en 1969.

166. On trouvera ci-après un tableau récapitulatif des opérations financières de l'Office en 1968 :

	Millions de dollars des Etats-Unis
Recettes pour 1968 :	
Contributions annoncées par les gouvernements	37,6
Autres contributions	2,6
Autres recettes	<u>0,9</u>
Total	<u>41,1</u>
Dépenses et engagements pour 1968 :	
Services de secours	20,9
Services de santé	5,6
Services de l'enseignement	<u>17,5</u>
Total	<u>44,0</u>
Excédent net (déficit)	(2,9)
A ajouter :	
Fonds de roulement au 1er janvier 1968 (après ajustement des comptes des années précédentes)	16,6
Fonds de roulement au 31 décembre 1968 :	<u>13,7</u>

167. L'aspect le plus significatif du tableau ci-dessus est sans doute le déficit massif qu'il fait apparaître, pour la cinquième fois en six ans, dans le programme de l'Office; ce déficit, qui s'établit à 2,9 millions de dollars, a ramené le fonds de roulement à 13,7 millions de dollars seulement, ce montant correspondant en majeure partie à des contributions annoncées et sommes à recevoir, ainsi qu'à des marchandises entreposées et en cours de transport.

168. Le montant des engagements non encore honorés et reportés de 1968 (ou d'années antérieures) à 1969 s'est élevé à 2,6 millions de dollars environ, contre 900 000 dollars seulement reportés de 1967 à 1968. En 1968, les économies réalisées sur la liquidation des engagements contractés les années précédentes ont atteint 200 000 dollars environ (somme qui a été versée au fonds de roulement).

169. A la fin de 1968, le montant des engagement de contributions non encore honorés par les gouvernements s'élevait à 9,6 millions de dollars, contre 7,6 millions de dollars seulement à la fin de 1967, ce qui traduit un ralentissement non négligeable dans le versement des contributions de certains gouvernements en 1968. La valeur des stocks et des avances aux fournisseurs, estimée à 7,7 millions de dollars, était légèrement inférieure au chiffre correspondant à la fin de 1967 (8,2 millions de dollars). Toutefois, le montant des sommes à recevoir, qui s'établissait à 1,7 million de dollars à la fin de 1967, était passé à 4,5 millions de dollars à la fin de 1968.

170. Par suite du déficit enregistré en 1968 et de l'accroissement très important des éléments d'actif autres que les liquidités, mentionnés ci-dessus, l'encaisse disponible de l'Office, c'est-à-dire l'excédent des ressources en espèces par rapport aux dettes effectives, a considérablement diminué en 1968, tombant de 6,2 millions de dollars à la fin de 1967 à 1,2 million de dollars seulement à la fin de 1968. Heureusement, un certain nombre de contributions annoncées mais non payées ont été versées au début de 1969; s'il n'en avait pas été ainsi, l'Office aurait eu de grandes difficultés à rémunérer son personnel et à honorer les factures des fournisseurs au cours des premiers mois de 1969.

171. Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas ceux qui se rapportent aux entrées et sorties de fonds en provenance de NEED (Near East Emergency Donations, Inc.), dont il est fait mention dans une autre partie du rapport. Pour des raisons d'ordre technique et juridique, ces fonds ne sont pas considérés comme faisant partie des ressources de l'Office. Au 31 décembre 1968, l'Office avait reçu de NEED un total de 4,7 millions de dollars (y compris les intérêts) et dépensé ou engagé 2,8 millions de dollars, principalement pour la fourniture d'abris provisoires et les aménagements sanitaires en faveur des réfugiés et autres personnes déplacées en Jordanie orientale et des réfugiés déplacés en Syrie. Le solde non utilisé des fonds ainsi disponibles a été affecté, en grande partie, à l'amélioration et au développement futurs des moyens d'enseignement destinés aux réfugiés.

172. Les perspectives financières de l'Office en 1969 sont plus alarmantes qu'elles ne l'ont jamais été, comme le montre clairement l'état récapitulatif ci-après :

	Millions de dollars des Etats-Unis
Recettes prévues pour 1969 :	
Contributions annoncées par les gouvernements	38,3
Autres contributions	2,0
Autres recettes	0,7
Total	41,0
Dépenses et engagements prévus pour 1969 :	
Services de secours	19,7
Services de santé	5,6
Services de l'enseignement	19,0
Total	44,3
Excédent (déficit) estimatif	(3,3)
A ajouter :	
Fonds de roulement au 1er janvier 1969	13,7
Montant prévu du fonds de roulement au 31 décembre 1969	10,4

173. Ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessus, l'Office s'attend à enregistrer un nouveau déficit de l'ordre de 3,3 millions de dollars en 1969. Encore cette estimation implique-t-elle un certain nombre d'hypothèses dont les plus importantes sont les suivantes : a) il n'y aura pas de nouvelle hausse des coûts unitaires; b) l'Office ne sera pas appelé à aider un plus grand nombre de personnes; c) certaines contributions escomptées des gouvernements, pour un total de quelque 12 millions de dollars, seront effectivement annoncées; d) les contributions de sources non gouvernementales se maintiendront au niveau très élevé qu'elles ont atteint en 1968. Si les deux dernières hypothèses semblent raisonnablement sûres, la première, en revanche, risque de s'avérer injustifiée dans une très large mesure, surtout en ce qui concerne les traitements et salaires du personnel qui se ressentent de l'augmentation du coût de la vie. Quant à l'hypothèse b), sa vérification dépendra pour beaucoup du volume de l'assistance accordée aux gouvernements de la région pour exécuter leur programme d'aide aux personnes déplacées non immatriculées auprès de l'Office.

174. Le problème posé par le déficit prévu de 3,3 millions de dollars pour 1969 est traité dans l'Introduction au présent rapport (voir par. 20 à 35). Il s'agit de savoir si l'Office sera en mesure de poursuivre ses programmes existants.

175. De même que pour 1968 (voir plus haut par. 171), les chiffres donnés ci-dessus pour 1969 ne comprennent pas le montant estimatif des recettes et dépenses correspondant aux fonds de NEED. Toutefois, les dons en question permettront à l'Office de financer des projets de premier établissement, notamment au titre des activités destinées à augmenter le nombre des classes et centres de formation ou à remplacer certains de ces établissements. Au 30 juin 1969, l'Office avait reçu de l'organisation NEED un total de 6,3 millions de dollars (y compris les intérêts) et avait dépensé ou engagé 4,4 millions de dollars sur ce total.

## CHAPITRE II

### BUDGET POUR 1970 ET BUDGET REVISE POUR 1969

#### A. Introduction

176. La présente partie du rapport contient le projet de budget pour 1970 et le projet de budget révisé pour l'exercice 1969. Le projet de budget pour 1969 a été présenté à l'Assemblée générale dans le rapport pour 1967-1968 mais a dû être ajusté par la suite; presque toutes les augmentations étaient faites en vue de l'utilisation de contributions spéciales reçues pendant l'année pour des dépenses ne figurant pas dans le projet de budget initial.

177. Le projet de budget pour 1970 s'élève à 42 978 000 dollars; le projet de budget révisé pour 1969 atteint 44 264 000 dollars et les dépenses effectives pour 1968 sont de 43 987 000 dollars. Ces chiffres comprennent les dépenses relatives aux bâtiments et au matériel, ainsi que les autres dépenses non renouvelables qui sont en grande partie couvertes par des contributions spéciales affectées à leur financement. Le montant des dépenses non renouvelables n'est que de 683 000 dollars pour 1970, les chiffres correspondants pour 1969 (budget révisé) et pour 1968 (dépenses effectives) étant de 2 231 000 dollars et 3 422 000 dollars respectivement. En revanche, les dépenses renouvelables accusent une augmentation, atteignant 42 295 000 dollars pour 1970, contre 42 033 000 dollars pour 1969 (projet de budget révisé) et 40 565 000 dollars en 1968 (dépenses effectives).

178. L'augmentation effective ou probable des dépenses renouvelables durant ces trois années provient en partie des séquelles des hostilités de juin 1967. La hausse constante du coût des services d'enseignement a constitué un autre facteur important. L'accroissement des dépenses renouvelables en 1969, par rapport à 1968, est principalement imputable à l'enseignement général (600 000 dollars), ainsi qu'à la formation professionnelle et technique (400 000 dollars, cette somme étant couverte en grande partie par des contributions spéciales). Pour 1970, on s'attend à une nouvelle augmentation au titre de l'enseignement général (700 000 dollars), ainsi que de la formation professionnelle et technique (200 000 dollars, cette somme étant vraisemblablement assurée par des contributions spéciales). En contrepartie, heureusement, le coût des services de secours devrait accuser une diminution de 700 000 dollars en raison d'une baisse escomptée des prix à payer pour la farine et l'huile fournies à l'Office au titre des contributions.

179. Etant donné la hausse graduelle du coût de la vie dans toutes les zones d'opérations de l'Office, notamment à Gaza, en Jordanie orientale et en Jordanie occidentale, il a fallu modifier quelque peu le barème des traitements et salaires du personnel, surtout pour la catégorie des travailleurs manuels. On devra sans doute envisager aussi des majorations de traitement pour d'autres catégories de personnel, notamment en Jordanie occidentale, au Liban et à Gaza,

mais aucun crédit n'a encore été inscrit à ce titre, ni dans le budget proposé pour 1970, ni dans le budget révisé pour 1969. Les prix unitaires des fournitures et des marchandises, de même que les frais d'hospitalisation et les coûts de construction, continuent d'augmenter eux aussi, et il en est tenu compte dans une certaine mesure dans les prévisions budgétaires pour 1969 et 1970.

180. Comme indiqué ci-dessus, les dépenses des services d'enseignement ont augmenté considérablement. Pour l'année scolaire 1968-1969, les nouvelles inscriptions dans les établissements d'enseignement atteignaient un chiffre record comprenant des milliers d'enfants que leurs parents avaient tenus hors de l'école en 1967-1968, à la suite des hostilités de juin 1967. A cette augmentation exceptionnelle des effectifs viendra s'ajouter l'accroissement normal à prévoir durant les années scolaires 1969-1970 et 1970-1971. De plus, tant en Jordanie orientale qu'en Syrie, où les écoles ont dû être installées sous la tente dans les camps d'urgence, la capacité moyenne des classes est moindre que dans les écoles construites par l'Office qui comptent, en moyenne, près de cinquante élèves par classe. En outre, là où il y a concentration des réfugiés déplacés dans les zones urbaines, l'Office s'est vu obligé de louer les locaux scolaires qu'il a pu trouver et dans lesquels les salles de classe sont généralement de dimensions inférieures à la normale. En conséquence, l'Office a dû engager un plus grand nombre de maîtres, ce qui a entraîné une augmentation correspondante de ses dépenses pour l'enseignement. La situation devrait s'améliorer quelque peu en 1969-1970 lorsqu'un certain nombre de tentes et de locaux loués seront remplacés par les salles de classe de dimensions normales que l'on construit actuellement grâce aux fonds spécialement versés à cet effet.

181. En ce qui concerne les services de santé, les dépenses - et plus spécialement les dépenses renouvelables - seront probablement un peu plus élevées en 1969 qu'en 1968, mais aucune autre augmentation sensible n'est escomptée en 1970, sous réserve de l'accroissement éventuel des dépenses de personnel mentionné plus haut. Dans les camps d'urgence, le fonctionnement des services de santé, surtout pour ce qui est des installations d'assainissement, est plus onéreux que dans les camps établis de plus longue date (cette remarque valant également pour les services de l'enseignement, ainsi qu'il ressort du paragraphe 178 ci-dessus).

182. Dans le domaine des secours, les dépenses renouvelables accuseront probablement une légère augmentation en 1969 par rapport à 1968, puis une diminution notable en 1970 du fait de la baisse escomptée des prix de la farine et de l'huile déjà mentionnée au paragraphe 178. En outre, le coût total des services de secours sera moindre en 1970 car, à moins qu'il ne reçoive des contributions spéciales comme en 1968 et 1969, l'Office n'entreprendra pas de grands travaux d'amélioration (principalement en ce qui concerne le logement).

183. Les personnes particulièrement nécessiteuses restent une source de grave préoccupation pour l'Office qui ne peut apporter plus qu'une contribution symbolique à la solution du véritable problème. Par exemple, pour faire face aux besoins vestimentaires essentiels, l'Office est entièrement tributaire des nombreuses organisations bénévoles qui, non seulement rassemblent les vêtements usagés, mais encore aident à les répartir entre les personnes nécessiteuses, dans la mesure où leurs moyens limités le leur permettent.

184. Les efforts inlassables de l'Office pour rectifier les listes de rationnaires ont donné certains résultats incontestables. Toutefois, le nombre des réfugiés ayant théoriquement droit aux secours de l'Office mais qui, par suite des limites imposées au nombre des rationnaires, n'y sont pas encore admis, dépasse toujours celui des personnes radiées des listes.

185. Les dépenses communes (approvisionnements, transport et d'autres services internes, administration et liaison) qui avaient beaucoup augmenté en 1968, ont été plus ou moins stables en 1969 et devraient le rester en 1970. La nécessité pratique de maintenir un bureau régional à Jérusalem et un autre à Amman implique évidemment une charge financière plus lourde pour l'Office, malgré le souci constant de limiter les dépenses communes, et fait actuellement obstacle aux efforts incessants en vue de réduire ces dépenses. Le nouveau bureau régional d'Amman a d'abord été établi à la hâte dans plusieurs locaux loués dans différents quartiers de la ville, aucun d'entre eux ne pouvant accueillir tous les services nécessaires. L'an dernier, de nouveaux locaux ont été loués à Amman, où seront installés tous ces services, ce qui simplifiera le travail de l'Office en Jordanie orientale.

## B. Projet de budget

### Généralités

186. Les prévisions de dépenses pour 1970 sont récapitulées dans les tableaux ci-après qui indiquent également les chiffres correspondants pour 1969 (budget révisé) et pour 1968 (dépenses effectives); le tableau A donne les dépenses totales et les tableaux B et C font apparaître les dépenses renouvelables et non renouvelables respectivement. Les paragraphes qui font suite aux tableaux contiennent une analyse plus détaillée des prévisions de dépenses pour 1970.

# Tableau A

## Dépenses totales

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1970 Projet de budget	1969 Projet de budget révisé	1968 Dépenses effectives
<u>Titre premier - Service de secours</u>			
Rations de base	12 234	12 908	12 814
Alimentation d'appoint	2 072	2 162	2 257
Logement	265	443	1 710
Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses	553	563	639
Part du titre premier dans les dépenses communes (titre IV)	<u>3 538</u>	<u>3 586</u>	<u>3 496</u>
Total du titre premier	<u>18 662</u>	<u>19 662</u>	<u>20 916</u>
<u>Titre II - Services de santé</u>			
Services médicaux	3 345	3 367	3 497
Assainissement	1 105	1 108	1 026
Part du titre II dans les dépenses communes (titre IV)	<u>1 105</u>	<u>1 116</u>	<u>1 100</u>
Total du titre II	<u>5 555</u>	<u>5 591</u>	<u>5 623</u>
<u>Titre III - Services de l'enseignement</u>			
Enseignement général	12 392	12 108	11 774
Formation professionnelle et technique	3 664	4 171	2 975
Part du titre III dans les dépenses communes (titre IV)	<u>2 705</u>	<u>2 732</u>	<u>2 699</u>
Total du titre III	<u>18 761</u>	<u>19 011</u>	<u>17 448</u>
<u>Titre IV - Dépenses communes</u>			
Approvisionnement et transport	3 607	3 671	3 521
Autres services intérieurs	2 382	2 397	2 435
Administration générale et liaison	<u>1 359</u>	<u>1 366</u>	<u>1 339</u>
Total du titre IV	7 348	7 434	7 295
Montant des dépenses communes réparties entre les divers secteurs d'activité	(7 348)	(7 434)	(7 295)
Total général	<u>42 978</u>	<u>44 264</u>	<u>43 987</u>



## Tableau B

### Dépenses renouvelables

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1970 Projet de budget	1969 Projet de budget révisé	1968 Dépenses effectives
<u>Titre premier - Services de secours</u>			
Rations de base	12 227	12 896	12 807
Alimentation d'appoint	2 060	2 064	1 993
Logement	260	274	281
Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses	551	555	565
Part du titre premier dans les dépenses communes (titre IV)	<u>3 423</u>	<u>3 410</u>	<u>3 359</u>
Total du titre premier	<u>18 503</u>	<u>19 199</u>	<u>19 005</u>
<u>Titre II - Services de santé</u>			
Services médicaux	3 314	3 305	3 265
Assainissement	1 082	1 079	994
Part du titre II dans les dépenses communes (titre IV)	<u>1 074</u>	<u>1 076</u>	<u>1 058</u>
Total du titre II	<u>5 470</u>	<u>5 460</u>	<u>5 317</u>
<u>Titre III - Services de l'enseignement</u>			
Enseignement général	12 268	11 528	10 881
Formation professionnelle et enseignement technique	3 411	3 196	2 771
Part du titre III dans les dépenses communes (titre IV)	<u>2 643</u>	<u>2 650</u>	<u>2 591</u>
Total du titre III	<u>18 322</u>	<u>17 374</u>	<u>16 243</u>
<u>Titre IV - Dépenses communes</u>			
Approvisionnement et transport	3 400	3 403	3 379
Autres services intérieurs	2 361	2 369	2 297
Administration générale et liaison	<u>1 359</u>	<u>1 364</u>	<u>1 332</u>
Total du titre IV	7 120	7 136	7 008
Montant des dépenses communes réparties entre les divers secteurs d'activité	<u>(7 120)</u>	<u>(7 136)</u>	<u>(7 008)</u>
Total général	<u>42 295</u>	<u>42 033</u>	<u>40 565</u>

Tableau C

Dépenses non renouvelables

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>1970</u> <u>Projet de</u> <u>budget</u>	<u>1969</u> <u>Projet de</u> <u>budget</u> <u>révisé</u>	<u>1968</u> <u>Dépenses</u> <u>effectives</u>
<u>Titre premier - Services de secours</u>			
Rations de base	5	12	7
Alimentation d'appoint	12	98	264
Logement	5	169	1 429
Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses	2	8	74
Part du titre premier dans les dépenses communes (titre IV)	<u>135</u>	<u>176</u>	<u>137</u>
Total du titre premier	<u>159</u>	<u>463</u>	<u>1 911</u>
<u>Titre II - Services de santé</u>			
Services médicaux	31	62	232
Assainissement	23	29	32
Part du titre II dans les dépenses communes (titre IV)	<u>31</u>	<u>40</u>	<u>42</u>
Total du titre II	<u>85</u>	<u>131</u>	<u>306</u>
<u>Titre III - Services de l'enseignement</u>			
Enseignement général	124	580	893
Formation professionnelle et enseignement technique	253	975	204
Part du titre III dans les dépenses communes (titre IV)	<u>62</u>	<u>82</u>	<u>108</u>
Total du titre III	<u>439</u>	<u>1 637</u>	<u>1 205</u>
<u>Titre IV - Dépenses communes</u>			
Approvisionnement et transport	207	268	142
Autres services intérieurs	21	28	138
Administration générale et liaison	<u>-</u>	<u>2</u>	<u>7</u>
Total du titre IV	228	298	287
Montant des dépenses communes réparties entre les divers secteurs d'activité	<u>(228)</u>	<u>(298)</u>	<u>(287)</u>
Total général	<u>683</u>	<u>2 231</u>	<u>3 422</u>

## Services de secours

### Rations de base

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	12 234 000	12 229 000	5 000
1969 - Projet de budget révisé	12 908 000	12 896 000	12 000
1968 - Dépenses effectives	12 814 000	12 807 000	7 000

187. La composition de la ration de base est brièvement indiquée au paragraphe 49 et au tableau 4 de l'annexe I. Les dépenses inscrites à ce chapitre sont imputables à l'achat et à la distribution des rations alimentaires de base et des rations de savon. Toutefois, les frais d'entreposage et de transport dans la zone d'opérations de l'Office figurent au chapitre "Approvisionnement et transport" (voir par. 215-216 ci-dessous).

188. Les crédits prévus ici doivent permettre de distribuer, en 1970, le même nombre de rations qu'en 1969, y compris les fournitures approuvées aux habitants des villages frontaliers, mais pour un coût estimatif sensiblement moindre qu'en 1969 et en 1968, étant donné la baisse escomptée du prix de la farine et de l'huile fournies surtout au titre de la contribution des Etats-Unis.

189. Bon nombre de locaux utilisés comme centres de distribution sont vétustes et insuffisants, et il serait très souhaitable de les remplacer; néanmoins, aucune dépense n'est envisagée à ce titre, en raison des difficultés financières actuelles.

### Alimentation d'appoint

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	2 072 000	2 060 000	12 000
1969 - Projet de budget révisé	2 162 000	2 064 000	98 000
1968 - Dépenses effectives	2 257 000	1 993 000	264 000

190. Ce programme, dont le coût a très sensiblement augmenté depuis les hostilités de juin 1967, est exécuté dans les conditions exposées aux paragraphes 50 à 55 (voir également les tableaux 5 et 6 de l'annexe I). Comme dans le cas des rations de base (voir par. 187 ci-dessus), les frais d'entreposage et de transport dans la zone d'opérations de l'Office sont imputés au chapitre "Approvisionnement et transport".

191. La valeur nutritive des repas chauds servis dans le cadre du programme d'alimentation d'appoint reste inchangée et on se propose de maintenir le nombre autorisé des bénéficiaires au même niveau que durant le second semestre de 1969. On a continué à distribuer d'autres denrées d'appoint, telles que lait, un mélange de farine de maïs, de soja et de lait et viande en conserve, à certaines catégories de réfugiés particulièrement vulnérables. Dans le cas des produits importés, il y a lieu de faire les mêmes observations que pour les rations de base, mais il convient de mentionner l'existence du grave problème constitué par la hausse graduelle des prix des aliments frais servant à la confection des repas chauds.

192. Bien que les locaux utilisés soient souvent vétustes et insuffisants, voire délabrés dans certains cas, aucun crédit n'a été prévu cette année en vue de leur remplacement.

#### Logement

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	265 000	260 000	5 000
1969 - Projet de budget révisé	443 000	271 000	169 000
1968 - Dépenses effectives	1 710 000	281 000	1 429 000

193. Ce programme est exposé aux paragraphes 56-61 ci-dessus (voir également le tableau 7 de l'annexe I). Les crédits prévus doivent permettre de couvrir le coût du loyer des terrains où sont établis les camps (la plupart d'entre eux étant fournis au titre de contributions par les gouvernements), du contrôle administratif des logements existants et de quelques petits travaux d'entretien, notamment de l'entretien des routes et chemins à l'intérieur des camps.

194. Aucun crédit n'est prévu, en 1970, pour la construction d'abris dans les camps existants, fût-ce pour répondre aux besoins de cas individuels ou de personnes particulièrement nécessiteuses. De même, aucune somme n'est inscrite au budget pour la construction de nouvelles routes dans les camps.

195. L'Office a heureusement pu fournir les tentes nécessaires dans les camps d'urgence et, par la suite, en remplacer une grande partie par des abris pré-fabriqués, grâce aux contributions spécialement versées à cet effet. Dans les camps d'urgence de Syrie et dans certains des six camps d'urgence établis en Jordanie orientale, les importantes dépenses qu'impliquent l'entretien et le remplacement des tentes risquent de poser un problème durant l'hiver, en cas de fortes pluies ou de tempêtes, mais aucun crédit n'est prévu pour leur remplacement.

Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	553 000	551 000	2 000
1969 - Projet de budget révisé	563 000	555 000	8 000
1968 - Dépenses effectives	639 000	565 000	74 000

196. Les sommes inscrites à ce chapitre doivent permettre d'apporter une aide supplémentaire aux familles réfugiées se trouvant dans une situation particulièrement difficile; cette aide est limitée à l'assistance sociale individuelle et à la distribution de layettes et vêtements usagés donnés à l'Office, ainsi que de couvertures et de combustible en hiver. Le programme est exposé plus haut, aux paragraphes 63 à 65.

197. Avant les hostilités de juin 1967, l'Office a pu graduellement réduire la quantité de vêtements usagés, importés pour les réfugiés, et a été déchargé du fret à payer sur les expéditions en provenance des Etats-Unis. Cependant, au cours des deux dernières années, le besoin de vêtements s'est considérablement accru et ces quantités ont donc été augmentées. Par contre, en 1970 (pour l'hiver 1970-1971), on remplacera les distributions générales de couvertures par une distribution limitée aux personnes reconnues comme étant particulièrement nécessiteuses.

Services de santé

Services médicaux

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	3 345 000	3 314 000	31 000
1969 - Projet de budget révisé	3 367 000	3 305 000	62 000
1968 - Dépenses effectives	3 497 000	3 265 000	232 000

198. Les programmes de médecine préventive et curative sont exposés plus haut, aux paragraphes 66-88 (voir également les tableaux 9 à 12 de l'annexe I).

199. On n'envisage aucun relèvement du niveau des soins dispensés, qui représente actuellement un minimum, et aucun crédit n'est prévu pour le remplacement des locaux insuffisants. Il faut s'attendre à de nouvelles augmentations des prix unitaires des fournitures, du nombre des réfugiés appelés à recevoir l'aide de l'Office (surtout parce que certains réfugiés antérieurement capables de subvenir à leurs propres besoins ont perdu leur source de revenu) et des frais d'hospitalisation.

200. Pour le programme de protection maternelle et infantile, y compris les traitements de réhydratation et de nutrition des bébés souffrant de gastro-entérite ou de malnutrition, aucun crédit n'est prévu pour une expansion des activités, bien qu'elle aurait été désirable.

201. Une somme minimum a été inscrite pour remplacer des ambulances en très mauvais état, dont la réparation ne se justifie plus du point de vue économique.

#### Assainissement

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	1 105 000	1 082 000	23 000
1969 - Projet de budget révisé	1 108 000	1 079 000	29 000
1968 - Dépenses effectives	1 026 000	994 000	32 000

202. Ce programme est décrit au paragraphe 89 ci-dessus. La réduction progressive des dépenses qu'ont permise l'application de techniques plus efficaces et le remplacement graduel des latrines publiques par des latrines privées (ces dernières impliquant une sensible diminution des frais d'entretien) a été contrebalancée, en grande partie, par la hausse des prix unitaires des fournitures (y compris les insecticides efficaces, là où une résistance aux traitements moins coûteux s'est manifestée), ainsi que par l'accroissement du nombre des agents sanitaires qu'il faut employer dans les camps d'urgence et par la majoration de leurs salaires.

203. De nouveaux travaux de construction doivent être entrepris dans les camps, notamment dans les camps d'urgence, en vue d'installer un système permanent d'écoulement et d'évacuation des eaux de ruissellement, de continuer à transformer les fosses d'aisance des latrines en fosses septiques, d'augmenter le nombre et l'efficacité des incinérateurs et de développer le système d'adduction d'eau (améliorations qui, à long terme, permettront de réaliser des économies). Néanmoins, les crédits prévus pour 1970 sont limités aux travaux indispensables qu'impliquent l'entretien et la réparation des installations existantes et le remplacement des conduites d'eau corrodées, ainsi que du matériel indispensable - pompes notamment - désormais hors d'usage.

#### Services de l'enseignement

##### Enseignement général

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	12 392 000	12 268 000	124 000
1969 - Projet de budget révisé	12 108 000	11 528 000	580 000
1968 - Dépenses effectives	11 774 000	10 881 000	893 000

204. Le programme d'enseignement général de l'Office fait l'objet des paragraphes 102-112 et des tableaux 13-16 de l'annexe I. Ce chapitre concerne également certaines activités secondaires menées en dehors des écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO : activités pour la jeunesse (par. 113-115), activités destinées aux femmes (par. 132) et centres de jeux pour enfants d'âge préscolaire (par. 116).

205. Bien qu'elles soient considérées comme faisant partie des programmes de l'Office, ces deux dernières activités dépendent normalement de l'octroi de fonds spécialement affectés à leur financement.

206. De tous les services assurés aux réfugiés, l'enseignement général est peut-être celui qui répond aux besoins les plus urgents. C'est en lui que chaque famille place ses espoirs pour l'avenir, comme le montre de plus en plus nettement la tendance, chez les garçons, à terminer le cycle primaire supérieur pour s'inscrire ensuite dans une école secondaire et, chez les filles, à fréquenter l'école en plus grand nombre et à y rester plus longtemps.

207. Dans l'ensemble, les locaux et l'équipement se maintiennent à un niveau modeste mais qui n'est généralement pas inférieur à celui des écoles publiques locales, sauf en ce qui concerne le nombre d'élèves par classe, l'Office suivant à cet égard une pratique imposée par les difficultés financières. Abstraction faite du minimum indispensable pour remplacer le matériel hors d'usage, les dépenses prévues au titre des travaux d'équipement ont été strictement limitées au montant des contributions spéciales que l'on compte actuellement recevoir pour leur financement. Si des contributions spéciales plus importantes parviennent à l'Office - comme cela a été le cas en 1968 et 1969 - le budget sera augmenté en conséquence.

208. L'Institut pédagogique de l'UNRWA et de l'UNESCO (voir par. 121-125) poursuit avec efficacité et succès l'exécution de son programme de formation en cours d'emploi pour améliorer les qualifications et accroître la compétence des maîtres déjà recrutés. Le coût de ce programme en 1970 devrait être de 384 000 dollars, une partie ou la totalité de cette somme étant vraisemblablement assurée par des contributions spéciales.

#### Formation professionnelle et technique

	<u>Dépenses totales Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables Dollars</u>
1970 - Projet de budget	3 664 000	3 411 000	253 000
1969 - Projet de budget révisé	4 171 000	3 196 000	975 000
1968 - Dépenses effectives	2 975 000	2 771 000	204 000

209. Ces programmes sont exposés en détail aux paragraphes 118-120 et 126-134. Ils comprennent la formation pédagogique, professionnelle et technique dispensée dans les internats de l'Office et aussi dans les établissements publics ou privés, moyennant versement d'une subvention par l'Office.

210. Les dépenses prévues pour 1970 comprennent également une somme de 539 000 dollars pour l'octroi de bourses pour les études dans les universités de la zone d'activité de l'Office (voir par. 135-137), bourses qui seront accordées compte tenu à la fois des titres et de la situation financière des candidats. Un tiers environ de ce programme représente, par rapport aux années antérieures à 1968, une augmentation rendue possible par une contribution spéciale.

211. Ce chapitre englobe aussi certaines activités secondaires de formation, telles que la formation des adultes à des travaux manuels (menuiserie et couture), l'éducation des enfants physiquement diminués et l'octroi d'une assistance supplémentaire aux diplômés des centres de l'Office pour leur permettre de recevoir, dans des entreprises à l'étranger, une formation en cours d'emploi dans leur spécialité (il ne s'agit normalement que de payer les frais de transport).

212. La forte augmentation des dépenses en 1969 est presque entièrement imputable aux mises de fonds faites pour agrandir le Centre de formation professionnelle de Wadi Sir (786 000 dollars fournis par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne) et à l'accroissement des frais d'exploitation de ce centre (112 000 dollars fournis par le même contribuant, qui prend également à sa charge les dépenses actuelles de cet ordre) et ailleurs, notamment au Centre de formation professionnelle de Gaza et au Centre de formation de jeunes filles de Ramallah (les travaux d'agrandissement de ces deux centres ayant été financés par NEED).

213. En 1970, les frais d'exploitation seront sensiblement plus élevés qu'en 1969 et 1968 car le nombre des stagiaires augmentant à mesure que la capacité des établissements s'accroît, il y aura environ 175 stagiaires de plus durant l'année scolaire 1969-1970 et environ 500 de plus en 1970-1971. Il convient toutefois de noter que, si les dépenses globales d'exploitation s'élèvent, les dépenses unitaires par stagiaire diplômé accusent en revanche une diminution notable. Une partie de l'augmentation des dépenses globales sera couverte par des contributions spéciales.

214. Au titre des dépenses d'équipement, on ne prévoit en 1970 que 17 000 dollars pour le remplacement et la modernisation du matériel dans les centres de formation existants; le reste des crédits inscrits au budget est en rapport avec l'agrandissement du Centre de formation professionnelle de Wadi Sir.

#### Dépenses communes

##### Services d'approvisionnement et de transport

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses</u> <u>renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non</u> <u>renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	3 607 000	3 400 000	207 000
1969 - Projet de budget révisé	3 671 000	3 403 000	268 000
1968 - Dépenses effectives	3 521 000	3 379 000	142 000



215. Sont inscrites à ce chapitre toutes les dépenses qu'implique l'ensemble des activités relatives à l'achat, au contrôle et à l'entreposage des fournitures et du matériel, ainsi qu'au transport de personnes et de marchandises dans la zone où opère l'Office. Le niveau des dépenses semble s'être stabilisé, mais une réduction n'est guère possible dans les circonstances actuelles.

216. Le remplacement des vieux véhicules pose un grave problème depuis plusieurs années, mais de sévères restrictions ont dû être imposées en raison de la politique d'austérité. On dépensera 260 000 dollars à ce titre durant l'année 1969 et il faudrait absolument prévoir un crédit au moins égal pour 1970; néanmoins, le montant inscrit au budget a été limité à 200 000 dollars, une faible somme étant prévue pour remplacer ou réparer du matériel.

#### Autres services intérieurs

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	2 382 000	2 361 000	21 000
1969 - Projet de budget révisé	2 397 000	2 369 000	28 000
1968 - Dépenses effectives	2 435 000	2 297 000	138 000

217. Ce chapitre comprend les services suivants : immatriculation des réfugiés et détermination de leurs droits à l'assistance de l'Office; gestion intérieure, services linguistique, juridique, financier, technique (génie civil) et mécano-graphique et protection des installations de l'Office.

218. Entre 1963 et 1967, l'Office a pu, grâce à de persévérants efforts, réduire sensiblement le coût de ces services intérieurs. Malheureusement, les bouleversements causés par les hostilités de 1967 ont entraîné un accroissement des dépenses qui est venu contrebalancer largement les réductions opérées auparavant. Le niveau semble toutefois redevenu plus ou moins stable, et l'Office continuera à essayer de réduire les dépenses dans toute la mesure compatible avec un contrôle efficace des opérations. Cependant, il ne faut pas s'attendre à d'importantes diminutions.

#### Administration générale

	<u>Dépenses totales</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses renouvelables</u> <u>Dollars</u>	<u>Dépenses non renouvelables</u> <u>Dollars</u>
1970 - Projet de budget	1 359 000	1 359 000	-
1969 - Projet de budget révisé	1 366 000	1 364 000	2 000
1968 - Dépenses effectives	1 339 000	1 332 000	7 000

219. Ce chapitre concerne toute l'administration générale du siège de l'Office, des cinq bureaux régionaux, des bureaux des districts et des camps, ainsi que les bureaux de liaison de New York, de Genève et du Caire et les services d'information.

220. Les observations et la conclusion formulées au paragraphe 218, au sujet des autres services intérieurs, valent également pour l'administration générale.

#### Répartition des dépenses communes

221. Les tableaux récapitulatifs figurant au paragraphe 186 indiquent la répartition des charges communes entre les trois grands secteurs d'activité de l'Office : secours, santé et enseignement. Toute répartition de ce genre comporte nécessairement un élément d'arbitraire; les pourcentages imputés résultent d'une analyse détaillée par bureau régional et l'on estime qu'ils constituent une évaluation exacte.

#### C. Exécution du budget - 1969 et 1970

222. Les problèmes que pose l'exécution du budget pour 1970 et du budget révisé pour 1969 ressortent du tableau ci-après (en milliers de dollars des Etats-Unis) :

	<u>1969</u>	<u>1970</u>
Budget	<u>44 264</u>	<u>42 978</u>
Montants estimatifs provenant des :		
Contributions non gouvernementales	2 000	1 500
Recettes diverses	<u>700</u>	<u>600</u>
	<u>2 700</u>	<u>2 100</u>
Solde à couvrir par les contributions gouvernementales	<u><u>41 564</u></u>	<u><u>40 878</u></u>

223. La réduction escomptée en 1970 dans le montant des contributions non gouvernementales tient au fait que le chiffre pour 1969 comprend des contributions exceptionnelles destinées à des activités prévues au budget de 1969 mais non au budget de 1970. Bien entendu, il n'est pas du tout certain que l'Office recevra effectivement, au titre des contributions non gouvernementales ordinaires, le montant très élevé correspondant à ses estimations pour 1969 et 1970. Depuis les hostilités de 1967, les fonds recueillis à cette source ont été beaucoup plus importants qu'auparavant, mais c'est peut-être faire preuve d'un optimisme excessif que de supposer qu'il en sera de même dans l'avenir.

224. Les recettes diverses seront sensiblement moindres en 1970 qu'en 1969 car les rentrées au titre des sommes dues à l'Office par suite de la liquidation de la Development Bank of Jordan Ltd. seront moins importantes en 1970.

225. Si les contributions gouvernementales n'atteignent pas les montants indiqués ci-dessus, le déficit devra être couvert par prélèvement sur le fonds de roulement de l'Office qui, au 1er janvier 1969, n'était que de 13,7 millions de dollars, plus de la moitié de cette somme correspondant aux approvisionnements en commande, en transit ou dans les entrepôts. Les conséquences qu'aurait une nouvelle réduction du fonds de roulement sont analysées dans l'introduction au présent rapport.

## ANNEXE I

## TABLEAUX

## STATISTIQUES RELATIVES AUX REFUGIES IMMATRICULES

Tableau 1

Effectif total des réfugiés immatriculés, par catégorie d'immatriculation (1950-1969)<sup>a/</sup>

Année terminée en	Catégorie R			4	5	Catégorie S	Catégorie N	8
	1	2	3			6	7	
	Bénéfici- ciaires de rations entières	Bénéfi- ciaires de demi- rations b/	Nourrissons et enfants bénéficiant des services c/			Membres de familles bénéficiant de l'en- seignement et des services médicaux d/	Membres de familles ne recevant ni rations ni services d/	
Juin 1950	f/	f/	f/	960 021	-	-	-	960 021
Juin 1951	826 459	51 034	2 174	879 667	-	-	24 455	904 122
Juin 1952	805 593	58 733	18 347	882 673	-	-	32 738	915 411
Juin 1953	772 166	64 817	34 765	871 748	-	-	45 013	916 761
Juin 1954	820 486	17 340	49 232	887 058	-	-	54 793	941 851
Juin 1955	828 531	17 228	60 227	905 986	-	-	63 403	969 389
Juin 1956	830 266	16 987	75 026	922 279	-	-	74 059	996 338
Juin 1957	830 611	16 733	86 212	933 556	18 203	4 462	62 980	1 019 201
Juin 1958	836 781	16 577	110 600	963 958	19 776	5 901	63 713	1 053 348
Juin 1959	843 739	16 350	130 092	990 181	21 548	6 977	68 922	1 087 628
Juin 1960	849 634	16 202	150 170	1 016 006	22 639	8 792	73 452	1 120 889
Juin 1961	854 268	15 998	169 730	1 039 996	23 947	9 515	77 566	1 151 024
Juin 1962	862 083	15 805	176 772	1 054 660	20 004	9 027	91 069	1 174 760
Juin 1963	866 369	15 705	197 914	1 079 988	21 195	10 420	98 567	1 210 170
Juin 1964	863 284	15 617	226 494	1 105 395	23 369	13 168	104 653	1 246 585
Juin 1965	859 048	15 546	251 131	1 125 725	29 387	18 589	107 122	1 280 823
Juin 1966	845 730	15 392	284 025	1 145 147	39 485	24 367	108 750	1 317 749
Juin 1967	845 790	15 328	312 649	1 173 767	39 997	25 331	106 991	1 346 086
Juin 1968	824 366	14 704	316 166	1 155 236	60 219	26 900	121 939	1 364 294
Juin 1969	806 366 g/	13 466	326 185	1 146 017	73 738	27 315	148 004	1 395 074

## Notes du tableau 1

- a/ Les données statistiques ci-dessus sont établies d'après les listes d'immatriculation de l'Office et, en raison de facteurs tels que les décès non déclarés et les immatriculations injustifiées et non décelées, elles n'indiquent pas nécessairement l'effectif réel de la population réfugiée.
- b/ Avant 1954, on distribuait des demi-rations aux nourrissons et aux Bédouins ainsi qu'aux habitants des villages frontières en Jordanie. Depuis lors, les nourrissons ont droit à des rations entières à partir de leur premier anniversaire si les contingents le permettent. Les Bédouins ont droit à des rations entières. On ne distribue de demi-rations qu'aux habitants des villages frontières de la Jordanie occidentale. 3 387 frontaliers déplacés en Jordanie orientale après les hostilités de juin 1967 reçoivent, au titre d'un programme d'urgence, des rations entières.
- c/ Y compris les nourrissons de moins d'un an et les enfants qui, par suite de la limitation des contingents, ne reçoivent pas de rations (162 691 en Jordanie orientale, 64 594 en Jordanie occidentale, 36 346 à Gaza, 33 344 en Syrie et 11 063 au Liban). Depuis les hostilités de juin 1967, aucune naissance n'a pu être vérifiée en Jordanie orientale, en ce qui concerne les réfugiés immatriculés.
- d/ Les colonnes 5, 6 et 7 indiquent le nombre des personnes immatriculées pour l'assistance de l'Office, à qui les prestations ont été réduites ou supprimées selon leur revenu familial tel qu'il est connu de l'Office, et selon le barème des revenus appliqué dans le pays de résidence.

Les membres de familles de la catégorie R ne recevant pas de rations (colonne 5) et qui sont indiqués pour les années 1957 à 1969 sont les personnes dont le revenu est encore insuffisant pour justifier la suppression des rations de la famille. L'augmentation en 1969 provient principalement des réfugiés absents de Jordanie occidentale et de Gaza après les hostilités de juin 1967 et dont beaucoup reçoivent maintenant temporairement des rations en Jordanie orientale en attendant la vérification de leur transfert. Jusqu'à l'année 1956, ces personnes étaient classées avec les membres des familles de la catégorie N (colonne 7). En 1966, on a institué une nouvelle catégorie d'immatriculation secondaire pour les rationnaires qui, provisoirement, n'ont pas droit aux rations (du fait, par exemple, qu'ils sont employés par l'Office ou placés dans des institutions). A la fin du mois de juin 1969, les personnes immatriculées dans cette catégorie secondaire étaient au nombre de 13 886.

La catégorie d'immatriculation S (colonne 6) a été créée en janvier 1965 pour remplacer les catégories E et M et elle a été étendue à toutes les régions en conformité avec les normes fixées dans le barème des revenus.

Dans la catégorie N (colonne 7) figurent des réfugiés qui, en raison de leur revenu, n'ont droit ni aux rations ni aux services normaux, ou qui ont bénéficié de subventions visant à les rendre économiquement indépendants.

D'une manière générale, il convient de signaler que la répartition des réfugiés par catégorie de secours ne donne qu'une idée incomplète du nombre des réfugiés subvenant à leurs besoins, étant donné les difficultés qu'éprouve l'Office à déterminer le niveau réel de leurs revenus ou de leurs besoins.

- e/ L'effectif total de la population au 30 juin 1952 comprenait 19 616 réfugiés qui recevaient une assistance en Israël et étaient restés jusqu'à cette date à la charge de l'Office.
- f/ Chiffres inconnus.
- g/ Ne comprend pas :

- a) 18 302 réfugiés immatriculés déplacés et enfants de réfugiés déplacés qui reçoivent des rations à titre d'urgence et sur une base temporaire et dont la catégorie d'immatriculation n'a donc pas changé.
- b) 1 540 personnes déplacées non immatriculées par l'Office, qui reçoivent des rations à titre d'urgence et sur une base temporaire.
- c) 3 000 personnes déplacées de Gaza, qui reçoivent des secours en République arabe unie.

Tableau 2

Modifications intervenues dans l'effectif des rationnaires  
et dans les secours qui leur sont attribués a/

Modifications	1er juil- let 1950 au 30 juin 1964	Année terminée le					Total 1950- 1969
	30 juin 1964	30 juin 1965	30 juin 1966	30 juin 1967	30 juin 1968	30 juin 1969	
<u>En plus</u>	<u>b/</u>				<u>c/</u>	<u>c/</u>	
Naissances	473 113	43 857	43 945	40 506	26 803	38 659	666 883
Nouvelles immatriculations	45 519	258	283	74	75	1	46 210
Perte des ressources <sup>d/</sup>	68 085	6 136	7 340	7 117	5 621	5 460	99 759
Retour après absence	14 038	773	1 168	1 679	3 872	17 757	39 287
Divers <sup>e/</sup>	30 416	1 135	212	529	995	1 001	34 288
<b>Total</b>	<b>631 171</b>	<b>52 159</b>	<b>52 948</b>	<b>49 905</b>	<b>37 366</b>	<b>62 878</b>	<b>886 427</b>
<u>En moins</u>	<u>b/</u>						
Décès	96 067	9 053	7 155	6 233	7 158	8 806	134 472
Immatriculations erronées ou en double	55 980	1 422	204	166	565	597	58 934
Indépendance économique <sup>d/</sup>	160 180	13 514	23 401	10 190	8 850	12 794	228 929
Absence	40 430	6 894	2 077	3 296	34 068 <sup>f/</sup>	48 035 <sup>f/</sup>	134 800
Divers <sup>e/</sup>	133 613	747	770	1 669	4 686	2 211	143 696
<b>Total</b>	<b>486 270</b>	<b>31 630</b>	<b>33 607</b>	<b>21 554</b>	<b>55 327</b>	<b>72 443</b>	<b>700 831</b>
<b>Population au 30 juin</b>	<b>1964</b>	<b>1965</b>	<b>1966</b>	<b>1967</b>	<b>1968</b>	<b>1969</b>	
	1 105 395	1 125 725	1 145 147	1 173 767	1 155 236	1 146 017	

## Notes du tableau 2

a/ On trouvera dans ce tableau la récapitulation des changements survenus ces 19 dernières années dans le nombre total des rationnaires et des enfants (nourrissons et autres) inscrits pour les services (colonne 4 du tableau 1). Les naissances, les nouvelles immatriculations, les décès, les immatriculations erronées ou en double se traduisent par des inscriptions ou des radiations de noms sur les listes d'immatriculation. Les rubriques "indépendance économique" et "absence" correspondent à des transferts d'une catégorie d'ayants droit à une autre bénéficiant de plus ou moins de services (colonnes 5, 6 et 7 du tableau 1).

Ne figurent pas dans ce tableau les transferts qui s'effectuent à l'intérieur, ou de l'une à l'autre des régions, ni les attributions de rations (lorsque les chiffres en sont connus) aux enfants inscrits pour les services.

b/ Il s'agit notamment des changements effectués à l'occasion du recensement de 1950-1951.

c/ Depuis les hostilités de juin 1967, aucune naissance et virtuellement aucune autre modification n'ont pu être vérifiées sur pièces en Jordanie orientale.

d/ Ressources personnelles, emploi à l'Office, aide à l'indépendance économique, etc., ou disparition de ces ressources.

e/ Ces modifications diverses comprennent, jusqu'à juin 1953, un certain nombre d'inscriptions ou de radiations ainsi qu'un certain nombre de changements dans les effectifs des différentes catégories de bénéficiaires des secours. La plupart des radiations de réfugiés résidant en Israël figurent également sous cette rubrique (40 930 personnes de juillet 1950 à juin 1953).

f/ Ce chiffre représente en majeure partie des réfugiés qui étaient absents de Gaza après les hostilités de juin 1967 et dont beaucoup se trouvent maintenant en Jordanie orientale.

Tableau 3

Récapitulation des changements survenus dans la composition de la  
population réfugiée immatriculée a/

Changements	1er juillet 1950	Année terminée le					Total
	30 juin 1964	30 juin 1965	30 juin 1966	30 juin 1967	30 juin 1968	30 juin 1969	1950- 1969
<u>En plus</u>							
Naissances	478 514	46 059	46 212	42 971	29 286	41 555	684 597
Nouvelles immatriculations	45 519	258	283	74	75	1	46 210
Divers b/	6 299	154	68	92	458	392	7 463
<b>Total</b>	<b>530 332</b>	<b>46 471</b>	<b>46 563</b>	<b>43 137</b>	<b>29 819</b>	<b>41 948</b>	<b>738 270</b>
<u>En moins</u>							
Décès	98 679	9 621	7 866	6 963	7 855	9 866	140 850
Immatriculations erronées ou en double	57 413	2 524	1 633	8 041	3 623	805	74 069
Divers b/	89 165						89 165
<b>Total</b>	<b>245 287</b>	<b>12 145</b>	<b>9 499</b>	<b>15 004</b>	<b>11 478</b>	<b>10 671</b>	<b>304 084</b>
<u>Nombre total de réfugiés immatriculés au 30 juin</u>							
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	
	1 246 585	1 280 823	1 317 749	1 346 086	1 364 294	1 395 074	

- a/ On trouvera ici une récapitulation des changements survenus au cours de ces 19 dernières années dans le nombre total des réfugiés immatriculés (tableau 1, col. 8). Ne figurent pas dans ce tableau les transferts qui s'effectuent à l'intérieur ou de l'une à l'autre des régions. Lorsque l'on compare les données ci-dessus avec celles du tableau 2, il convient de ne pas perdre de vue que la radiation des listes de rationnaires n'implique pas nécessairement la radiation des listes d'immatriculation. Les personnes qui cessent de percevoir des rations parce qu'elles gagnent leur vie ou qu'elles sont absentes restent immatriculées auprès de l'Office. Par contre, un certain nombre de décès et d'inscriptions erronées ou en double sont enregistrés parmi les personnes immatriculées ne recevant pas de rations, ce qui explique les légères différences que l'on peut constater sous ces deux rubriques dans les deux tableaux. La distinction entre rationnaires et personnes immatriculées n'apparaît pas toujours dans les documents établis par l'Office durant ses premières années d'activité.
- b/ La nature des changements figurant ici sous la rubrique "divers" n'a pas été précisée lors des opérations de recensement. Les chiffres tiennent compte des modifications qui ont abouti à des adjonctions ou des radiations sur les listes d'immatriculation et à la radiation des listes de l'Office des réfugiés se trouvant en Israël, ainsi que des corrections et radiations effectuées précédemment par erreur, qui ont été incluses dans les chiffres relatifs aux nouvelles immatriculations dans les rapports des années précédentes.
- c/ Depuis les hostilités de juin 1967, aucune naissance et virtuellement aucune autre modification n'ont pu être vérifiées sur pièces en Jordanie orientale.



## SERVICE DE SECOURS

### Tableau 4

Rations de base et autres denrées distribuées par l'Office

#### 1. Rations de base

La ration mensuelle individuelle est composée comme suit :

- 10 000 g de farine
- 600 g de légumes secs
- 600 g de sucre
- 500 g de riz
- 375 g de matières grasses.

Cette ration équivaut à environ 1 500 calories par jour.

En hiver, elle est complétée par :

- 300 g de légumes secs
- 400 g de farine

et correspond alors à 1 600 calories par jour.

#### 2. Autres denrées

Un morceau de savon de 150 g par rationnaire et par mois.

On a distribué durant les cinq mois d'hiver un litre et demi de pétrole lampant par rationnaire et par enfant (nourrissons et autres) inscrits pour les services lorsqu'ils vivent dans les camps de Jordanie, du Liban et de Syrie. A Gaza, durant la même période chaque année, les mêmes catégories de bénéficiaires en recevaient un litre, qu'ils résident dans les camps ou en dehors.

Note : voir aussi tableau 6 C.

Tableau 5

Programme normal d'alimentation d'appoint de l'Office

Nombre de centres de distribution et de bénéficiaires  
1er juillet 1968 - 30 juin 1969

A. Programme de distribution de repas chauds

Région	Nombre de centres d'alimentation d'appoint	Bénéficiaires		
		Moyenne quotidienne pour l'année		
		Moins de 2 ans	2 à 15 ans et cas spéciaux	Moins de 15 ans
Jordanie orientale	13	421	1 990	2 411
Jordanie occidentale	30 5 a/	574) 163)	9 145) 293)	10 175
Gaza	24	1 805	17 149	18 954
Liban	18	342	3 987	4 329
Syrie	<u>18</u>	<u>281</u>	<u>4 437</u>	<u>4 718</u>
	108	3 586	37 001	40 587

B. Programme de distribution de lait

Région	Nombre de centres de distribution de lait	Nombre quotidien de bénéficiaires (moyenne pour l'année)			
		Dans les centres de distribution de lait		Orphelinats, titulaires d'ordonnances médicales	Total
			Ecoles		
Jordanie orientale	14	4 162	20 151	166	24 479
Jordanie occidentale	34 <sup>b/</sup>	3 939	10 675	111	14 725
Gaza	24	21 765	21 744	54	43 563
Liban	21	15 123	6 507	362	21 992
Syrie	<u>18</u>	<u>13 343</u>	<u>12 904</u>	<u>146</u>	<u>26 393</u>
	111	58 332	71 981	839	131 152

Tableau 5 (suite)

C. Distribution de produits secs

Région	Bénéficiaires				
	Moyenne mensuelle pour l'année				
	Tuberculeux			CSM <sup>c/</sup>	Total
	Femmes enceintes	Nourrices	non hospitalisés		
Jordanie orientale	976	3 009	170	31 015	35 170
Jordanie occidentale	1 048	3 593	441	23 125	28 207
Gaza	3 395	7 893	505	34 115	45 908
Liban	919	2 652	146	19 586	23 303
Syrie	<u>772</u>	<u>1 885</u>	<u>98</u>	<u>19 399</u>	<u>22 154</u>
	7 110	19 032	1 360	127 240	154 742

a/ Centres administrés par des organisations bénévoles.

b/ Y compris trois centres administrés par des organisations bénévoles.

c/ Préparation de maïs et de soja.

Tableau 6

Programme d'urgence d'alimentation d'appoint

A. Programme de distribution de repas chauds

		<u>Nombre de bénéficiaires</u> <u>Moyenne quotidienne</u>
<u>Catégories par région</u>		
Jordanie orientale - réfugiés déplacés		
1 à 15 ans		12 794
- personnes déplacées non réfugiées		
1 à 15 ans		7 693
Jordanie occidentale - réfugiés déplacés et cas sociaux		
6 à 15 ans		3 385
Syrie - réfugiés déplacés		
1 à 15 ans		<u>5 251</u>
		29 123

B. Programme de distribution de lait

<u>Catégories par région</u>		
Jordanie orientale - réfugiés déplacés		
1 à 15 ans		2 641
- personnes déplacées non réfugiées		
1 à 15 ans		1 886
Syrie - réfugiés déplacés		
1 à 15 ans		<u>6 831</u>
		11 358

C. Autres distributions d'urgence supplémentaires

I. Denrées supplémentaires protéinées<sup>a/</sup>

(comprenant 345 grammes de viande en conserve et 500 grammes de CSM par mois)

<u>Région</u>	<u>Nombre de bénéficiaires</u> <u>Moyenne mensuelle</u>
Jordanie orientale	34 096
Jordanie occidentale	5 061
Gaza	11 974
Liban	-
Syrie	<u>16 214</u>
	67 345

Tableau 6 (suite)

Nombre de bénéficiaires  
Moyenne mensuelle

III. Denrées supplémentaires non protéinées<sup>b/</sup>

(comprenant 600 grammes de farine,  
500 grammes de riz et 500 grammes  
de graisse animale par mois)

Région

Jordanie orientale

Jordanie occidentale

Gaza

Liban

Syrie

15 368  
15 368

a/ Autorisées à être distribuées à tous les réfugiés en Syrie, à ceux vivant dans les camps de tentes en Jordanie orientale, ainsi qu'aux femmes enceintes, nourrices et tuberculeux non hospitalisés en Jordanie occidentale et à Gaza.

b/ Autorisées à être distribuées aux réfugiés déplacés vivant dans les camps d'urgence en Syrie, ainsi qu'aux cas sociaux de cette même catégorie de réfugiés mais vivant en dehors de ces camps. On a appliqué ces mesures afin que les rations distribuées par l'Office soient conformes, autant que possible, en valeur nutritive à celles distribuées par le Gouvernement syrien aux Syriens déplacés.

Tableau 7

Population des camps permanents de l'Office par  
pays de résidence au 30 juin 1969

Pays	Nombre de camps	Nombre de personnes immatriculées officiellement dans les camps <u>a/</u> <u>b/</u>	Nombre réel de personnes vivant dans les camps <u>c/</u>
Jordanie orientale	4	70 539	107 789
Jordanie occidentale	20	67 315	73 903
Gaza	8	191 551	195 446
Liban	15	81 031	86 459
Syrie	6	24 516	27 151
Total	53	434 952	490 748

- a/ Ce tableau ne comprend pas les personnes déplacées et les réfugiés immatriculés vivant dans les camps d'urgence (voir tableau 8 ci-dessous).
- b/ Les personnes officiellement immatriculées dans ces camps sont des réfugiés ayant droit à l'assistance de l'UNRWA et qui figurent sur les registres de l'Office comme vivant dans les camps, compte non tenu de leur catégorie d'immatriculation (R, S, N) quoique certains aient quitté pour habiter ailleurs dans des villages ou villes du pays et dont le départ n'a pas encore été notifié à l'Office. Les chiffres ne comprennent pas les réfugiés vivant dans les camps qui n'ont pas reçu d'abri de l'UNRWA, mais qui bénéficient des services d'hygiène seulement.
- c/ Les personnes vivant effectivement dans ces camps sont pour la plupart des réfugiés immatriculés auprès de l'Office, quoique certains soient des personnes déplacées en 1967 et 1968, qui ne sont ni immatriculés à l'UNRWA ni des ayants droit à l'assistance de l'Office. Les soi-disant "squatters", qui vivent dans les camps ou aux alentours des camps et qui n'ont jamais été officiellement admis ou immatriculés dans les camps, sont aussi inclus dans cette catégorie.

Tableau 8

Population des camps d'urgence par pays de résidence au 30 juin 1969

Région	Nombre de camps	Nombre réel de personnes vivant dans les camps a/
Jordanie orientale	6	90 900
Syrie	4	9 041
Total	10	99 941

a/ Les personnes vivant effectivement dans ces camps comprennent environ 60 p. 100 de réfugiés immatriculés auprès de l'Office et 40 p. 100 d'autres personnes déplacées en 1967 et 1968.

N.B. Le nombre total des personnes vivant dans les camps permanents et les camps d'urgence est de 590 689.

SERVICE DE SANTE

Tableau 9

Malades non hospitalisés et soins dentaires

Nombre de consultations dans les dispensaires gérés ou  
subventionnés par l'Office

(1er juillet 1968 - 30 juin 1969)

		Nombre de visites (première et suivantes ensemble)					
		Jordanie					
Nature des soins		Jordanie orientale	occiden- tale	Gaza	Liban	Syrie	Total
Médecine générale		456 050	271 856	548 912	431 244	440 344	2 158 406
Injections		389 465	218 752	595 742	259 530	229 398	1 692 887
Panséments et dermatologie		294 383	216 940	390 357	237 918	107 487	1 247 085
Soins oculaires		207 273	184 710	421 004	121 797	35 853	970 637
Soins dentaires		12 513	13 959	24 758	20 623	8 301	80 154
Total		<u>1 369 684</u>	<u>906 217</u>	<u>1 980 773</u>	<u>1 071 112</u>	<u>821 383</u>	<u>6 149 169</u>

Tableau 10

Soins médicaux aux malades hospitalisés

A. Hôpitaux donnant des soins aux réfugiés palestiniens à la date du 30 juin 1969

<u>Gérés par :</u>	<u>Nombre</u>
Gouvernement et autorités locales	30
Organisations bénévoles ou privées	38
UNRWA	<u>1</u>
	69

(Il y a en outre un hôpital pour tuberculeux à Gaza géré conjointement par l'UNRWA et les autorités locales chargées de la santé publique, ainsi que neuf maternités gérées par l'UNRWA, dont une en Syrie, deux en Jordanie occidentale et six à Gaza.)

B. Nombre de lits d'hôpital répartis selon les soins donnés et les régions

<u>Genre de soins</u>	<u>Jordanie orientale</u>	<u>Jordanie occidentale</u>	<u>Gaza</u>	<u>Liban</u>	<u>Syrie</u>	<u>Total</u>
Médecine générale et chirurgie	221	232	348	155	80	1 036
Phtisiologie	21	25	150	32	20	248
Obstétrique	25	44	87	9	7	172
Pédiatrie	40	62	60	22	-	184
Psychiatrie	<u>47</u>	<u>75</u>	<u>-</u>	<u>56</u>	<u>2</u>	<u>180</u>
Total	354	438	645	274	109	1 820

C. Centres de réhydratation et d'alimentation

	<u>Jordanie orientale</u>	<u>Jordanie occidentale</u>	<u>Gaza</u>	<u>Liban</u>	<u>Syrie</u>	<u>Total</u>
Nombre de centres	5	1	6	3	3	18
Nombre de lits	47	20	98	30	21	216



Tableau 11

Liste des maladies contagieuses relevées parmi les réfugiés de Palestine  
(1er juillet 1968 - 30 juin 1969)

Maladies	Nombre de cas					
	Jordanie orientale	Rive occi- dentale	Gaza	Liban	Syrie	Total
Choléra	0	0	0	0	0	0
Peste	0	0	0	0	0	0
Fièvre jaune	0	0	0	0	0	0
Varirole	0	0	0	0	0	0
Typhus exanthématique	0	0	0	0	0	0
Fièvre récurrente transmise par le pou	0	0	0	0	0	0
Ankylostomiase	0	0	131	0	0	131
Bilharziose	0	0	17	0	0	17
Brucellose	0	0	0	0	0	0
Varicelle	1 203	1 036	1 258	1 080	556	5 133
Conjonctivite	10 206	6 657	6 449	2 200	6 577	32 089
Diphtérie	1	2	0	0	1	4
Dysenterie	1 406	615	1 017	517	169	3 724
Affections entériques	0	0	45	8	155	208
Blennorragie	1	1	4	4	9	19
Hépatite infectieuse	80	72	406	79	172	809
Leshmaniose cutanée	0	3	0	0	4	7
Paludisme	0	0	1	1	0	2
Rougeole	1 185	1 002	1 002	2 466	445	6 160
Méningite cérébro-spinale	6	0	1	2	3	12
Oreillons	1 631	1 080	916	2 254	1 212	7 093
Coqueluche	292	185	4	110	32	623
Poliomyélite	11	1	26	35	12	85
Rage	0	0	0	0	0	0
Fièvre récurrente endémique	1	0	1	0	0	2
Fièvre scarlatine	0	0	0	0	0	0
Syphilis	0	0	42	28	12	82
Tétanos	0	0	0	0	0	0
Tétanos du nouveau-né	0	0	13	4	0	17
Trachome	209	139	345	62	425	1 180
Tuberculose pulmonaire	81	11	87	99	22	300
Typhus endémique	0	0	0	0	0	0

Tableau 12

Hygiène maternelle et infantile  
(1er juillet 1968 - 30 juin 1969)

	Jordanie orientale	Rive occi- dentale	Gaza	Liban	Syrie	Total
<b>A. <u>Consultations prénatales</u></b>						
Centres prénataux	10	24	9	18	19	80
Femmes enceintes nouvel- lement inscrites	6 072	3 835	10 455	3 921	2 968	27 251
Moyenne de visites par mois	1 425	1 182	3 685	1 174	873	8 339
Tests sérologiques anti- syphilitiques	2 216	2 030	3 307	1 294	970	9 817
Réactions positives	0	0	35	28	11	74
Visites à domicile	1 066	15	71	938	634	2 724
<b>B. <u>Soins aux nourrissons</u></b>						
Centres pour nourrissons	10	21	9	18	19	77
Nombre d'enfants de moins d'un an inscrits (moyenne mensuelle)	5 840	2 825	9 603	4 341	2 779	25 388
Consultations données pour des enfants de moins d'un an (moyenne mensuelle)	4 018	2 439	8 378	3 407	2 177	20 419
Nombre d'enfants de 1 à 2 ans inscrits (moyenne bi- mensuelle)	4 819	2 541	9 372	4 226	2 901	23 859
Consultations données pour des enfants de 1 à 2 ans (moyenne bi-mensuelle)	3 651	2 092	4 992	2 834	2 451	16 020
Vaccinations anti-varioli- ques	4 542	2 519	7 658	3 996	2 765	21 480
Immunisations par le TAB (série complète)	3 387	2 307	13	3 241	2 596	11 544
Immunisations par le triple vaccin (série complète)	5 989	2 954	17 108	4 337	3 201	33 589
Visites à domicile	9 369	10 738	10 741	18 877	12 132	61 857

Tableau 12 (suite)

	Jordanie orientale	Rive occi- dentale	Gaza	Liban	Syrie	Total
<b>C. <u>Services d'hygiène scolaire</u></b>						
Equipes d'hygiène scolaire	2	1	1 <sup>a/</sup>	1	1	6
Elèves admis à l'école examinés	9 884	993	3 686	2 301	756	17 620
Autres élèves examinés	1 513	6 703	0	568	17 724	26 508
Examens de rappel	1 463	665	0	1 070	16 728	19 926
Enseignants et personnel auxiliaire examinés	1 814	4 130	0	1 637	8 844	16 425
Ecoles visitées	106	342	725	121	442	1 736
Injectons de rappel TAB	65 080	10 854	33 240	5 172	13 064	127 410
Injectons de rappel contre la diphtérie ou contre la diphtérie et le tétanos	13 246	2 834	7 779	1 026	3 662	28 547
Triple vaccin contre la diphtérie, la coque- luce et le tétanos (série complète)	0	317	0	0	0	317
Revaccinations anti- varioliqnes	0	10	0	0	239	249
Vaccinations par le BCG	0	2 893	5 954	8 528	0	17 375

a/ L'équipe ne disposait pas des services d'un médecin.

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Tableau 13

Ecoles UNRWA-UNESCO

Effectifs des classes primaires, primaires supérieures et secondaires (1951-1969)

## SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

## ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

## Tableau

## Ecoles UNRWA-

## Effectifs des classes primaires,

Pays	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
<b>JORDANIE</b>								
Enseignement primaire	16 345	15 882	30 118	39 188	42 144	43 649	42 431	41 600
Enseignement primaire supérieur	-	-	87	790	1 612	2 862	4 274	5 357
Enseignement secondaire	-	-	-	22	82	200	334	495
<b>Total</b>	<b>16 345</b>	<b>15 882</b>	<b>30 205</b>	<b>40 000</b>	<b>43 838</b>	<b>46 711</b>	<b>47 039</b>	<b>47 452</b>
<b>JORDANIE OCCIDENTALE</b>								
Enseignement primaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire supérieur	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>GAZA</b>								
Enseignement primaire	19 543	22 551	25 702	31 107	34 016	35 087	34 876	35 163
Enseignement primaire supérieur	61	164	675	1 781	3 339	4 937	6 410	7 495
<b>Total</b>	<b>19 604</b>	<b>22 715</b>	<b>26 377</b>	<b>32 888</b>	<b>37 355</b>	<b>40 024</b>	<b>41 286</b>	<b>42 658</b>
<b>LIBAN</b>								
Enseignement primaire	4 564	6 291	9 332	11 695	12 567	12 983	13 155	13 936
Enseignement primaire supérieur	-	-	86	384	620	948	1 003	996
<b>Total</b>	<b>4 564</b>	<b>6 291</b>	<b>9 418</b>	<b>12 079</b>	<b>13 187</b>	<b>13 931</b>	<b>14 158</b>	<b>14 932</b>
<b>SYRIE</b>								
Enseignement primaire	2 599	2 895	5 410	8 758	9 700	10 288	11 042	11 332
Enseignement primaire supérieur	-	-	166	864	671	936	1 180	1 562
<b>Total</b>	<b>2 599</b>	<b>2 895</b>	<b>5 576</b>	<b>9 622</b>	<b>10 371</b>	<b>11 224</b>	<b>12 222</b>	<b>12 894</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>								
Enseignement primaire	43 051	47 619	70 562	90 748	98 427	102 007	101 504	102 031
Enseignement primaire supérieur	61	164	1 014	3 819	6 242	9 683	12 867	15 410
Enseignement secondaire	-	-	-	22	82	200	334	495
<b>TOTAL</b>	<b>43 112</b>	<b>47 783</b>	<b>71 576</b>	<b>94 589</b>	<b>104 751</b>	<b>111 890</b>	<b>114 705</b>	<b>117 936</b>

a/ En Jordanie orientale seulement.

## GENERAL ET PROFESSIONNEL

## ET SECONDAIRE

13

UNESCO

primaires supérieures et secondaires (1951-1969)

1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
39 519	38 223	38 309	41 000	45 531	50 220	55 713	60 802	65 849	45 593	53 357
6 714 578	6 898 612	7 437 598	8 384 875	8 492 -	8 868 -	9 623 -	11 113 -	12 838 -	9 043 -	10 939 -
46 311	45 733	46 344	50 259	54 023	59 088	65 336	71 915	78 687	54 636 <sup>a/</sup>	64 296 <sup>a/</sup>
-	-	-	-	-	-	-	-	-	18 957	20 411
-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 587	5 582
-	-	-	-	-	-	-	-	-	23 544	25 993
34 806	36 633	36 591	37 885	38 470	38 905	41 164	40 757	41 362	35 395	38 351
8 244	8 481	9 841	10 641	12 797	13 627	15 032	15 644	16 710	12 358	15 251
43 050	45 114	46 432	48 526	51 267	52 532	56 196	56 401	58 072	47 753	53 602
14 881	15 422	16 292	17 124	17 411	18 041	19 836	19 547	20 744	21 312	22 426
1 325	1 668	2 159	2 676	2 680	3 491	3 710	3 648	3 451	5 168	6 046
16 206	17 090	18 451	19 800	20 091	21 532	23 546	23 195	24 195	26 480	28 472
12 256	13 354	13 685	14 430	15 618	16 463	17 631	18 720	19 564	20 197	21 088
1 916	2 592	3 589	4 122	4 459	4 946	5 284	5 740	6 449	6 981	7 471
14 172	15 946	17 274	18 552	20 077	21 409	22 915	24 460	26 013	27 178	28 559
101 462	103 632	104 877	110 439	117 030	123 629	134 344	133 826	147 519	141 454	155 633
18 199 578	19 639 612	23 026 598	25 823 875	28 428 -	30 932 -	33 649 -	36 145 -	39 448 -	38 137 -	45 289 -
120 239	123 883	128 501	137 137	145 458	154 561	167 993	175 971	186 967	179 591	200 922

Tableau 14

Nombre d'élèves réfugiés fréquentant les écoles publiques et privées au 31 mai 1969

Pays	Enseignement primaire		Enseignement primaire supérieur		Enseignement secondaire		Ensemble des cycles		Total
	Ecoles publiques	Ecoles privées	Ecoles publiques	Ecoles privées	Ecoles publiques	Ecoles privées	Ecoles publiques	Ecoles privées	
Jordanie orientale	8 523	919	2 965	411	3 124	388	14 612	1 718	16 330
Rive occidentale	4 681 <sup>a/</sup>	1 411	5 409 <sup>a/</sup>	707	4 710 <sup>a/</sup>	530	14 800	2 648	17 448
Gaza	"	"	"	"	8 038	"	8 038	"	8 038
Liban	880	5 105	210	1 847	102	1 347	1 192	8 299	9 491
Syrie	6 321	145	1 401	202	2 126	978	9 848	1 325	11 173
Total	20 405	7 580	9 985	3 167	18 100	3 243	48 490	13 990	62 480

<sup>a/</sup> Le nombre des ayants droit reste à vérifier.

Tableau 15

Effectifs des élèves par classe dans les écoles UNRWA-UNESCO au 31 mai 1969

## ECOLES PRIMAIRES

Région	I		II		III		IV		V		VI		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Jordanie orientale	6 148	5 671	4 976	4 481	4 747	4 255	4 450	3 737	4 438	3 581	3 984	2 889	28 743	24 614
Jordanie occidentale	1 902	2 110	1 729	1 858	1 660	1 738	1 521	1 605	1 582	1 699	1 611	1 436	10 005	10 406
Gaza	4 484	4 064	3 110	2 815	3 227	2 749	3 057	2 738	3 218	3 020	3 179	2 690	20 275	18 076
Liban	2 350	2 172	2 311	2 036	2 152	2 014	1 619	1 397	1 805	1 417	1 752	1 401	11 989	10 437
Syrie	2 217	2 032	2 000	1 698	1 941	1 614	1 777	1 389	1 895	1 524	1 805	1 194	11 637	9 451
Total	17 101	16 049	14 126	12 888	13 729	12 370	12 424	10 866	12 938	11 201	12 331	9 610	82 649	72 984
Total général	33 150		27 014		26 099		23 290		24 139		21 941		155 633	

## ECOLES PRIMAIRES SUPERIEURES

Région	I		II		III		IV		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Jordanie orientale	2 984	2 008	2 434	1 460	1 259	794	-	-	6 677	4 262
Jordanie occidentale	1 383	1 096	1 036	763	718	586	-	-	3 137	2 445
Gaza	3 217	2 705	2 253	2 415	2 383	2 278	-	-	7 853	7 398
Liban	1 517	863	1 250	770	497	265	599	285	3 863	2 183
Syrie	1 567	1 227	1 346	872	1 602	857	-	-	4 515	2 956
Total	10 668	7 899	8 319	6 280	6 459	4 780	599	285	26 045	19 244
Total général	18 567		14 599		11 239		884		45 289	



Tableau 16

Répartition des enfants réfugiés de Palestine fréquentant l'école au 31 mai 1969

Pays	Nombre d'écoles UNRWA- UNESCO	Nombre d'élèves dans les classes primaires des écoles UNRWA-UNESCO			Nombre d'élèves dans les classes primaires supérieures des écoles UNRWA-UNESCO			Nombre des élèves réfugiés des écoles publiques et privées		Effectif total des réfugiés fréquentant l'école
		Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Ecoles publiques	Ecoles privées	
Jordanie orientale	134	28 743	24 614	53 357	6 677	4 262	10 939	14 612	1 718	80 626
Rive occidentale	88	10 005	10 406	20 411	3 137	2 445	5 582	14 800	2 648	43 441
Gaza	101	20 275	18 076	38 351	7 853	7 398	15 251	8 038	-	61 640
Liban	58	11 989	10 437	22 426	3 863	2 183	6 046	1 192	8 299	37 963
Syrie	85	11 637	9 451	21 088	4 515	2 956	7 471	9 848	1 325	39 732
Total	466	82 649	72 984	155 633	26 045	19 244	45 289	48 490	13 990	263 402

Tableau 17

Effectifs des élèves dans les écoles professionnelles et techniques UNRWA-UNESCO  
pour l'année scolaire 1968-1969

	JORDANIE ORIENTALE	JORDANIE OCCIDENTALE		LIBAN		SYRIE	GAZA	
Métiers et professions	Centre de formation profes- sionnelle Wadi Seer	Centre de formation profes- sionnelle Kalandia	Centre de formation profession- nelle de jeunes filles Ramallah	Centre de formation profes- sionnelle Sibline	Ecole technique et normale Sibline	Centre de formation profes- sionnelle Damas	Centre de formation profes- sionnelle Gaza	Total général
A. TRAVAIL DES METAUX								
Mécanicien de précision	-	-	-	30	-	-	-	30
Ajusteur-outilleur	23	24	-	21	-	11	48	127
Mécanique générale	-	30	-	24	-	23	24	101
Mécanicien diesel	29	-	-	18	-	30	18	95
Mécanicien auto	32	-	-	31	-	32	70	165
Réfrigération et climatisation	29	-	-	-	-	-	38	67
Tôlier/peintre au pistolet	16	-	-	-	-	-	-	16
Chaudronnier	-	-	-	16	-	15	-	31
Forgeron/soudeur	22	30	-	-	-	11	45	108
Soudeur a/	-	-	-	13	-	25	-	38
Mouleur	-	-	-	-	-	-	14	14
B. ELECTRICITE								
Electricité générale	-	64	-	41	-	31	53	189
Mécanicien radio-télévision	31	-	-	27	-	28	36	122
Mécanicien télécommunications	-	-	-	-	26	-	-	26
Electricien auto	-	-	-	-	-	14	-	14
C. BATIMENT								
Bétonneur/coffreur	29	10	-	-	-	9	64	112
Plâtrier/carreleur a/	8	-	-	9	-	-	-	17
Plombier	12	17	-	16	-	10	-	55
Charpentier/tourneur sur bois	29	12	-	8	-	28	68	145
Tapissier a/	-	-	-	4	-	-	-	4
Plombier/chaudronnier	-	-	-	-	-	-	32	32

Tableau 17 (suite)

	JORDANIE ORIENTALE	JORDANIE OCCIDENTALE		LIBAN		SYRIE	GAZA	
Métiers et professions	Centre de formation profes- sionnelle Wadi Seer	Centre de formation profes- sionnelle Kalandia	Centre de formation profes- sionnelle de jeunes filles Ramallah	Centre de formation profes- sionnelle Sibline	Ecole technique et normale Sibline	Centre de formation profes- sionnelle Damas	Centre de formation profes- sionnelle Gaza	Total général
D. TECHNICIENS								
Géomètre a/	-	25	-	-	-	-	-	25
Métreur	-	25	-	-	-	-	-	25
Technicien de la construction	-	26	-	-	-	23	-	49
Dessinateur d'architecture	-	26	-	-	-	20	-	46
Contremaître/instructeur a/	-	-	-	-	17	-	-	17
Dessinateur industriel	22	-	-	-	-	-	-	22
E. COMMERCE								
Employés de commerce et de bureau (hommes)	47	93	-	98	-	-	-	238
Secrétaires (femmes)	-	-	84	-	-	-	-	84
F. PROFESSIONS PARAMEDICALES								
Aide-pharmacien	-	-	-	-	-	45	-	45
Technicien de laboratoire a/	-	-	-	-	-	13	-	13
Inspecteur de la santé publique	-	-	-	-	11	-	-	11
G. COURS PROFESSIONNELS POUR JEUNES FILLES (autres que les cours commerciaux)								
Enseignement ménager et civique	-	-	35	-	-	-	-	35
Animatrices de crèches	-	-	44	-	-	-	-	44
Couture	-	-	64	-	-	-	-	64
Confection	-	-	32	-	-	-	-	32
Coiffure	-	-	35	-	-	-	-	35
Total	329	382	294	356	54	368	510	2 293

TOTAL GENERAL

1 999 hommes294 femmes

a/ Cours d'une année.

## AUTRES FORMES D'ASSISTANCE AUX REFUGIES

### Tableau 18

Organisations bénévoles mettant en oeuvre des programmes  
opérationnels destinés à aider directement les réfugiés  
de Palestine immatriculés à l'UNRWA, 1968-1969

#### American Friends Service Committee

Mission baptiste des Etats-Unis

#### Caritas

Les services catholiques de secours

#### Commonwealth Save the Children Fund

#### Co-operative for American Relief Everywhere (CARE)

Fédération luthérienne mondiale

#### Mennonite Central Committee

#### Near East Council of Churches - World Council of Churches

Mission pontificale pour la Palestine

Groupement auxiliaire féminin de l'UNRWA

Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens

Association chrétienne de jeunes gens

Association chrétienne de jeunes filles

# SITUATION FINANCIERE

Tableau 19

Etat récapitulatif des recettes, des dépenses et du fonds de roulement de l'Office pour la période du 1er mai 1950 au 31 décembre 1969 a/

(En dollars des Etats-Unis)

	Recettes			Dépenses	Ajustements opérés sur le fonds de roulement b/ Augmentations (réductions)	Fonds de roulement net (réserve de fonctionnement)
	Engagements de contri- butions des gouvernements	Autres recettes	Total des recettes			
1er mai 1950 au 30 juin 1951	39 477 281	1 346 325	40 823 606	33 598 972 <sup>c/</sup>	-	7 224 634
1er juillet 1951 au 30 juin 1952	67 686 495	1 018 785	68 705 280	28 573 038	215 792	47 572 648
1er juillet 1952 au 30 juin 1953	26 867 673	440 419	27 308 092	26 778 934	518 220	48 620 026
1er juillet 1953 au 30 juin 1954	22 684 330	575 024	23 259 354	29 192 012	( 157 264)	42 530 104
1er juillet 1954 au 30 juin 1955	23 673 500	594 161	24 267 661	29 222 705	( 114 217)	37 460 843
1er juillet 1955 au 30 juin 1956	23 385 026	571 866	23 956 892	32 198 550	( 164 814)	29 054 371
1er juillet 1956 au 31 décembre 1957	42 378 773	1 072 872	43 451 645	52 464 139	158 575	20 240 452
1er janvier au 31 décembre 1958	32 555 876	1 104 793	33 660 669	32 777 564	36 519	21 160 076
1er janvier au 31 décembre 1959	32 625 400	1 495 205	34 030 605	35 015 817	110 688	20 285 552
1er janvier au 31 décembre 1960	33 828 887	2 629 135	36 458 022	34 674 460	150 084	22 219 198
1er janvier au 31 décembre 1961	34 386 052	2 306 293	36 692 345	39 051 521	194 943	20 054 965
1er janvier au 31 décembre 1962	34 308 775	1 346 239	35 655 014	35 688 844	615 154	20 636 289
1er janvier au 31 décembre 1963	34 444 063	1 251 994	35 696 057	36 207 078	448 589	20 573 857
1er janvier au 31 décembre 1964	33 963 601	1 198 130	35 161 731	37 192 861	( 922 665)	17 620 062
1er janvier au 31 décembre 1965	34 000 353	1 134 525	35 134 878	37 618 472	155 708	15 292 176
1er janvier au 31 décembre 1966	34 969 322	1 358 729	36 328 051	37 498 420	152 209	14 274 016
1er janvier au 31 décembre 1967	40 335 873	2 733 256	43 069 129	40 540 693	( 115 529)	16 686 923
1er janvier au 31 décembre 1968	37 561 310	3 546 861	41 108 171	43 987 105	( 156 048)	13 651 941
1er janvier au 31 décembre 1969 (prévisions)	38 287 902	2 700 000	40 987 902	44 264 000	-	10 375 843
	667 420 492	28 334 612	695 755 104	686 545 205	1 165 944	

a/ Les chiffres du tableau ci-dessus sont établis, jusqu'à l'année 1968 inclusivement, d'après les états financiers de l'Office vérifiés par les commissaires aux comptes et modifiés le cas échéant de façon à faire apparaître pour chaque période les recettes et les dépenses (y compris les engagements de dépenses) qui s'appliquent au budget de la période en question, quelle que soit la date à laquelle en fait les recettes ont été perçues ou les dépenses effectuées. C'est dans le rapport du Commissaire général pour 1961-1962 que ce mode de calcul a été adopté pour la première fois et l'on a dû procéder depuis à quelques légers ajustements sur les chiffres qui y figuraient /voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément No 14 (A/5214)].

b/ Ces ajustements correspondent surtout à des dettes et des engagements de dépenses liquidés à un montant moindre que celui qui avait d'abord été inscrit dans les prévisions de dépenses. On a tenu compte aussi de la réévaluation des stocks, de la récupération d'éléments d'actif précédemment inscrits au passif et de variations de prix des denrées qui ne peuvent être imputés sur aucun chapitre en particulier. Ces ajustements sont indiqués séparément en raison de la difficulté qu'il y aurait à déterminer l'exercice auquel ils doivent s'appliquer. Les ajustements faits pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1964 et du 1er janvier au 31 décembre 1967 comprennent également des transferts de 1 761 792 dollars et de 460 854 dollars respectivement qui sont destinés à amener la réserve pour les dépenses de personnel reportées au niveau requis pour les amendements apportés aux conventions de sécurité sociale de l'Office. Les ajustements faits pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1968 comprennent un transfert de 431 664 dollars qui étaient inclus dans les recettes de l'année financière précédente mais qui étaient destinés à des dépenses d'immobilisation (construction) en 1968 et qui ont été mis en réserve pour des engagements de dépense.

c/ Ces chiffres comprennent un montant de 2 646 909 dollars représentant un déficit de l'Office de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine payé par l'UNRWA.

Tableau 20

Etat détaillé des recettes de l'UNRWA (1er mai 1950 - 31 décembre 1969)<sup>a/</sup>

(En dollars des Etats-Unis)

Donateurs	1er mai 1950- 31 décembre 1964	Pour les douze mois se terminant le					Total des recettes
	31 décembre 1965	31 décembre 1966	31 décembre 1967	31 décembre 1968	31 décembre 1969 b/		
I. CONTRIBUTIONS ANNONCÉES PAR LES GOUVERNEMENTS							
Abu Dhabi	-	-	-	20 927	40 000	40 000	100 927
Allemagne (République fédérale d')	2 632 076	503 145	500 000	752 800	2 149 263	1 710 000	8 247 284
Arabie Saoudite	1 618 413	297 778	594 778 c/	297 778	297 778	297 778	3 404 303
Argentine	-	-	-	-	2 000	2 000	4 000
Australie	2 978 303	201 600	201 600	201 600	201 600	358 000	4 142 703
Autriche	21 950	10 000	10 000	29 350	10 000	15 000	96 300
Bahrein	23 867	-	-	-	-	-	23 867
Belgique	368 000	30 000	30 000	35 000	35 000	74 771	572 771
Birmanie	9 546	-	-	-	-	-	9 546
Bolivie	5 000	-	-	-	-	-	5 000
Brésil	25 000	-	-	-	-	-	25 000
Cambodge	7 141	-	-	-	-	-	7 141
Canada	16 357 614	1 111 111	1 111 111	2 463 768	1 709 445	1 111 111	23 864 160
Ceylan	4 400	1 000	1 000	3 000	800	800	11 000
Chili	-	-	-	-	1 000	1 000	2 000
Chine	3 279	-	10 000	20 000	30 000	30 000	93 279
Chypre	1 402	280	280	560	240	240	3 002
Congo (République démocratique)	-	-	-	20 000	-	20 000	40 000
Cuba	5 000	-	-	-	-	-	5 000
Danemark	671 630	114 733	209 348	496 986	691 333	566 000	2 750 030
El Salvador	500	-	-	-	-	-	500
Espagne	50 000	-	-	166 481	-	706 071	922 552
Etats-Unis d'Amérique	340 668 069	23 800 000	22 550 000	24 200 000	22 200 000	22 200 000	455 618 069
Ethiopie	35 500	-	-	-	-	-	35 500
Fédération de Rhodésie et du Nyassaland	39 200	-	-	-	-	-	39 200
Finlande	33 000	10 000	10 000	65 000	60 000	60 000	238 000
France	12 008 682	213 238	229 778	1 258 137	1 128 457	1 093 000	15 931 292
Gambie	30	-	-	-	-	-	30
Gaza	721 569	155 302	167 437	155 547	107 152	93 737	1 400 744
Ghana	18 000	3 000	3 000	6 000	3 000	3 000	36 000
Grèce	245 017	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	320 017
Haïti	6 000	-	-	-	-	-	6 000
Honduras	2 500	-	-	-	-	-	2 500
Inde	311 526	21 008	13 333	13 333	13 333	13 333	385 866
Indonésie	240 000	-	-	-	-	-	240 000
Irak	2 000	-	100 000	100 000	100 000	100 000	402 000
Iran	49 153	6 000	-	12 695	7 120	6 000	80 968
Irlande	83 876	25 000	25 000	65 000	40 000	50 000	288 876
Islande	-	-	-	12 000	-	-	12 000
Israël	256 547	-	-	683 911	591 629	905 073	2 437 160

Tableau 20 (suite)

Donateurs	1er mai 1950	Pour les douze mois se terminant le					Total des recettes
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	
	1964	1965	1966	1967	1968	1969 b/	
I. CONTRIBUTIONS ANNONCÉES PAR LES GOUVERNEMENTS (suite)							
Italie	661 326	160 000	160 000	240 100	160 870	160 000	1 542 296
Jamaïque	-	560	560	3 000	-	3 250	7 370
Japon	132 500	30 000	30 000	140 000	40 000	50 000	422 500
Jordanie	1 441 922	105 320	173 819	163 737	146 477	163 899	2 195 174
Katar	62 728	-	10 000	10 000	10 000	12 000	104 728
Koweït	822 860	220 000	220 000	220 000	220 000	220 000	1 922 860
Laos	4 687	-	-	-	-	-	4 687
Liban	612 710	33 495	37 231	51 839	43 253	49 988	828 516
Libéria	26 500	-	-	3 000	-	5 500	35 000
Libye	44 000	20 000	100 000	100 000	100 000	100 000	464 000
Luxembourg	31 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	46 000
Malaisie	26 238	1 500	1 500	11 500	1 500	1 500	43 738
Malawi	-	140	140	-	-	-	280
Malte	-	-	-	5 000	-	-	5 000
Maroc	119 326	19 763	20 000	25 000	25 000	40 000	249 089
Mexique	115 691	-	-	-	20 000	-	135 691
Monaco	6 053	204	204	204	204	204	7 073
Niger	-	-	510	510	2 500	2 500	6 020
Nigéria	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	35 000
Norvège	648 569	70 000	77 000	293 497	91 000	111 810	1 291 876
Nouvelle-Zélande	2 016 000	140 000	140 000	84 000	67 200	67 200	2 514 400
Pakistan	541 506	20 964	31 446	20 964	20 969	20 968	656 817
Pays-Bas	766 782	166 228	140 625	115 518	110 193	110 193	1 409 539
Philippines	12 500	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	18 750
République arabe unie	4 850 607	246 712	255 960	120 452	1 845	-	5 475 576
République centrafricaine	398	-	-	-	-	1 800	2 198
République de Corée	6 500	-	-	-	-	-	6 500
République Dominicaine	6 000	-	-	-	-	-	6 000
République du Viet-Nam	21 000	-	-	3 000	-	3 000	27 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	85 124 004	5 400 000	5 000 000	5 000 000	4 500 000	4 500 000	109 524 004
Saint-Siège	19 965	1 000	2 500	28 500	12 500	12 500	76 965
Singapour	-	-	-	1 000	1 000	1 000	3 000
Soudan	153 940	-	-	-	-	-	153 940
Suède	1 671 205	447 445	2 354 641	2 200 773	2 222 369	2 200 000	11 096 433
Suisse	720 374	268 612	297 791	254 630	196 760	845 454	2 583 621
Syrie	1 255 256	88 965	91 480	93 726	88 770	87 972	1 706 169
Thaïlande	4 125	-	-	6 800	-	-	10 925
Trinité-et-Tobago	-	-	-	1 000	1 500	2 000	4 500
Tunisie	14 000	4 000	5 000	4 000	4 000	4 000	35 000
Turquie	59 759	8 000	8 000	10 000	10 000	10 000	105 759
Uruguay	5 000	-	-	-	-	-	5 000
Yougoslavie	508 700	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	608 700

Tableau 20 (suite)

Donateurs	1er mai 1950- 31 décembre 1964	Pour les douze mois se terminant le					Total des recettes
	31 décembre 1965	31 décembre 1966	31 décembre 1967	31 décembre 1968	31 décembre 1969 b/		
I. CONTRIBUTIONS ANNONCÉES PAR LES GOUVERNEMENTS (suite)							
Divers gouvernements (recettes procurées par les timbres commémoratifs de l'Année mondiale du réfugié	238 211	-	-	-	-	-	238 211
TOTAL des contributions annoncées par les gouvernements	482 265 732	34 000 353	34 969 322	40 335 873 <sup>d/</sup>	37 561 310	38 287 902	667 420 492
II. CONTRIBUTIONS D'AUTRES SOURCES							
UNESCO	1 997 121	279 294	332 215	343 221	349 376	345 000	3 646 227
OMS	546 753	51 303	51 402	60 878	65 185	65 000	840 521
Divers	5 695 953	485 453	438 770	1 944 709	2 256 992	1 590 000	12 411 877
TOTAL des contributions d'autres sources	8 239 827	816 050	822 387	2 348 808 <sup>d/</sup>	2 671 553 <sup>d/</sup>	2 000 000	16 898 625
III. RECETTES DIVERSES ET AJUSTEMENTS SUR LES CHANGES							
	8 621 414	318 475	536 342	384 448	875 308	700 000	11 435 987
	499 126 973	35 134 878	36 328 051	43 069 129	41 108 171	40 987 902	695 755 104

a/ Les données de ce tableau sont établies jusqu'à l'année 1968 inclusivement, d'après les états financiers de l'Office vérifiés par les commissaires aux comptes mais modifiés le cas échéant de manière à faire apparaître les contributions annoncées par les gouvernements pour chaque exercice, quelle que soit la date à laquelle elles ont été versées.

b/ Les chiffres pour 1960 sont des chiffres de prévisions.

c/ Y compris une récente contribution de 297 000 dollars pour 1964.

d/ Y compris des contributions spéciales suivantes versées à l'occasion de la situation d'urgence résultant des hostilités de juin 1967 :

De gouvernements 5 841 465 dollars (en 1967) et 1 327 836 dollars (en 1968)  
D'autres sources 1 309 928 dollars (en 1967) et 1 454 136 dollars (en 1968).



Tableau 21

Etat de recettes provenant de sources non gouvernementales entre  
le 1er janvier 1968 et le 30 juin 1969

(En dollars des Etats-Unis)

Donateurs	1968	Six premiers mois de 1969
<u>Allemagne (République fédérale d')</u>		
Bayerisches Vereinsbank	1 000	-
Caritas	3 080	-
Daimler - Benz Company, Stuttgart	1 000	-
Deutsche Bank - AG	1 000	-
Diakonisches Werk	621 305	25 653
Flüchtlingsaktion 66	62 975	-
Kraukenhagen, Gerndt	-	75
MISEREOR	116 736	10 004
Near East Representatives of German Banks	750	-
Spehl, Helmut	248	149
Donateurs divers	43	3
<u>Australie</u>		
Australian Care for Refugees	111 555	-
J. Kitchen and Sons PTY Ltd.	1 096	-
United Nations Association of Australia	69	-
United Nations Association of Australia - Section de Victoria	502	-
<u>Autriche</u>		
Caritas	-	1 925
<u>Belgique</u>		
Caritas Catholica	320	-
Comité belge pour les réfugiés	70 000	-
L'Association culturelle belge-libanaise	-	343
Manta S. A. Belgium	3 480	-
<u>Canada</u>		
Arab Refugee Emergency Appeal of Windsor	122	124
Dr. R. P. Baird	460	462
Jeune Croix-Rouge canadienne - Division de Québec	-	463

Tableau 21 (suite)

<u>Donateurs</u>	<u>1968</u>	<u>Six premiers mois de 1969</u>
<u>Canada (suite)</u>		
Canadian Save the Children Fund	4 653	-
Mme C. Finnemore	91	-
OXFAM	1 516	-
Personnel of the Canadian Forces Medical Centre	185	-
Point Grey Secondary School, Vancouver	170	-
United Church of Canada	6 406	-
Unitarian Service Committee	3 472	4 356
Donateurs divers	44	22
<u>Danemark</u>		
Danish Refugee Council	4 670	-
<u>Etats-Unis d'Amérique</u>		
Abdallah Salih	100	-
American Friends of a Turkish Palestine	50	-
American Friends of the Middle East Inc.	500	-
American Middle East Rehabilitation Inc.	15 844	23 800
American Friends Committee	340	2 143
American Women's Club of Lebanon	481	-
Arabian American Oil Company (ARAMCO)	148 310	-
Arab Club, Monterey	169	-
Cafarelli, John	75	-
Chesler, Mark A.	50	-
Co-operative for American Relief Everywhere (CARE)	18 608	-
Dutton, Miss Patricia A.	15	-
Elwert, Miss Margout M.	50	-
First Congregational Church of San Francisco	-	500
First Parish in Lincoln	467	-
Friends Service Council	1 204	-
Garth, William le Roy Estate	283	-
German - American Society of Chicago	50	-
Graduate Students for Refugee Relief	1 400	-
Greater Seattle Committee to Aid Arab Refugees	100	-
Guidance Associates of Pleasantville	50	-
Hess, Mrs. Gertrude C.	50	50
Hurlimann - Mader, Mrs. Marianne	-	1 000
Isfahani, Manouchehr Safa	100	-
Manasse, Mrs. Anne Marie	130	-
Mennonite Central Committee	13 234	-
Miami University, Oxford, Ohio	500	-
Minnesota Mining and Manufacturing Company, Ltd.	180	-
Mukwonago Union High School	274	-

Tableau 21 (suite)

Donateurs	1968	Six premiers mois de 1969
<u>Etats-Unis d'Amérique (suite)</u>		
NAJDA - American Women for the Middle East	500	-
National Cash Register Company	-	6 000
Ottinger Foundation	1 000	-
Pal - Aid International of Chicago	6 034	13
Piercy, G. through ANERA	-	500
Post, Miss Elizabeth M.	100	-
Righter, Thomas	-	190
R. J. Reynolds Food Inc.	1 936	-
Scarsdale - Hartsdale Chapter of the United Nations Association of the U. S. A. Inc.	100	125
Schmittery, A. M.	-	100
Selby, Poorpete S. S. A.	51	-
Shindy, Dr. Wajeeh	100	-
Stephens College of Columbia, Missouri	750	-
The Holy Land Centre, Inc.	2 204	-
Union Theological Seminary, N. Y.	450	800
United Nations Council of Greenwich, Connecticut	300	-
United States Committee for Refugees Inc.	300	-
U. S. Omen	231	250
United States Peoples Fund for the United Nations Inc.	-	612
Anonyme	50	150
Donateurs divers	740	148
<u>Finlande</u>		
Finnish Refugee Council	13 800	-
Sipila, Mrs. Helvi	1 000	-
<u>France</u>		
Association de solidarité franco-arabe	795	-
Bouges, Miss Bernadette	-	122
El Mallawany, I.	464	46
Croix-Rouge française	15 959	-
Guy, Edmond	93	-
Donateurs divers	240	-
<u>Gaza</u>		
Famille Abou Abdallah	71	31
Famille Abou Ayyad	26	12
Familles Abou Ayyad et Awada	51	22
Famille Abou Khusa	23	10
Famille Abou Middain	1 406	620

Tableau 21 (suite)

<u>Donateurs</u>	<u>1968</u>	<u>Six premiers mois de 1969</u>
<u>Gaza (suite)</u>		
Famille Abou Cmmar et Khalil Khalil	26	12
Famille Abou Salim	345	152
Abou Salah Naser	20	9
Famille Abou Sha'b	311	137
Famille Abou Uriban	66	29
Familles Abou Uriban et Abou Middain	34	15
Famille Awada	1 103	486
Familles Awada et Abou Middain	226	100
Famille Daghma	78	34
Famille Al Mussadar	198	87
Municipalité de Gaza	39	17
Familles Mussadar et Qur'an	263	116
Saleh Al' Barbakh	32	14
Famille Tarazi	81	36
Département du Wakf	4 637	2 046
<u>Iran</u>		
Donateurs divers	-	12
<u>Irlande</u>		
Donateurs divers	-	24
<u>Islande</u>		
Women's Club of Neschurch (Reykjavik)	100	100
<u>Italie</u>		
Mme Salviaki Immaculata	480	-
<u>Jamaïque</u>		
United Nations Association of Jamaica	136	-
<u>Jordanie</u>		
Conseil municipal de Qalqilia	616	308
Croissant Rouge jordanien	281	-
Tibawi, Dr. A. L.	-	120
Voluntary Agencies Joint Venture		
American Friends Service Committee	1 039	-
Friends Service Council (London)	1 245	-
Lutheran World Federation	15 557	-
Mennonite Central Committee	15 557	-
WCC/NECC	15 557	-

Tableau 21 (suite)

<u>Donateurs</u>	<u>1968</u>	<u>Six premiers mois de 1969</u>
<u>Jordanie (suite)</u>		
Anonyme	704	-
Donateurs divers	53	-
<u>Liban</u>		
American Mission	1 019	496
Compagnies aériennes étrangères	160	-
Communauté grecque-orthodoxe	641	312
Compagnie Singer	450	-
Héritiers de Saadeddine Chatila	1 282	624
Hortaman John F.	-	50
Kassab, Miss Norma	64	-
Merck, Sharp et Dohme	101	-
Middle East Education Consultant	-	28
Mission libano-syrienne	1 923	936
Mneimneh et Bohsaly	1 442	702
Rowland, Victor	-	70
Anonyme	1 234	493
<u>Luxembourg</u>		
Biermann, P.	500	-
Anonyme	2 000	-
<u>Malaisie</u>		
Masged Negara	-	412
<u>Monaco</u>		
Girl Guides of Monaco	500	-
<u>Norvège</u>		
Croix-Rouge norvégienne	129	-
Krosksness, Arthur	14	-
Norwegian Refugee Council	71 417	503
Save the Children Fund (Redd Barna)	420	700
<u>Nouvelle-Zélande</u>		
Council of Organisations for Relief Services Overseas Inc. (CORSO)	19 553	-
United Nations Association of New Zealand, South Canterbury Branch	130	400
Donateurs divers	11	-

Tableau 21 (suite)

<u>Donateurs</u>	<u>1968</u>	<u>Six premiers mois de 1969</u>
<u>Pays-Bas</u>		
Aid to Palestine Refugees Foundation	3 000	-
Philips Company	77	-
Weve, Dr. H. J. M. Stitching Foundation	-	300
Donateurs divers	18	-
<u>Portugal</u>		
Calouste Gulbenkian Foundation	10 000	20 000
<u>République arabe unie</u>		
Donateurs divers	-	46
<u>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</u>		
Androssan Churches' Group - Scotland	-	335
Beydoun, Dr. Riad R.	64	-
Collegiate School for Girls - Blackpool	499	-
Cornmarket Press Ltd.	587	-
Council for the Advancement of Arab - British Understanding	-	500
Golcher, W. E.	72	-
Iraq Petroleum Co., Ltd.	18 864	-
OXFAM	555 337	149 556
Petts Wood Methodist Church	432	-
Rogers, Miss M.	432	432
Standing Conference of British Organizations for Aid to Refugees :		
Astor Bursary Fund	912	-
Middle East Relief Fund	1 864	-
Help the Aged		
Catholic Women's League		
Friends Service Council		
War on Want	-	142 134
United Nations Association of Great Britain and Northern Ireland		
OXFAM		
United Nations Association of Great Britain and Northern Ireland	543	24
War on Want	15 284	-
Anonyme	1 200	-
Donateurs divers	106	67

Tableau 21 (suite)

<u>Donateurs</u>	<u>1968</u>	<u>Six premiers mois de 1969</u>
<u>Suède</u>		
Broken, Miss Eva	58	-
Eriksson, Bengt	500	-
Graduation Class Statens Sjukskjoterskaskola	105	-
Johnson, Erland	240	-
Swedish Committee for Palestine Refugees	128	43
Swedish Organization for Individual Relief	393	-
Swedish Save the Children Federation	47 187	132 348
Donateurs divers	10	53
<u>Suisse</u>		
Desaules, R.	-	46
Hoffman La Roche	2 000	1 125
Krbec, Miss Eva Marie	185	93
Swiss Association for International Civil Service	602	-
Pasteurs suisses	278	167
Anonyme	46	-
Donateurs divers	7	2
<u>Syrie</u>		
Autorités locales	2 019	2 024
<u>Organisations internationales</u>		
Caritas International	1 051	-
Caritas Jordan	3 390	-
Catholic Relief Services	5 662	-
Confédération internationale des syndicats libres	3 000	-
Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales :		
Comité central	5 537	2 024
XIème Congrès	1 030	-
Australie	1 008	-
Canada	6 027	3 588
Danemark	-	24
Etats-Unis d'Amérique	500	-
Japon	200	-
Nouvelle-Zélande	499	499
Norvège	-	492
Royaume-Uni	1 498	1 072
Suède	199	319
Suisse	502	-

Tableau 21 (suite)

<u>Donateurs</u>	<u>1968</u>	<u>Six premiers mois de 1969</u>
<u>Organisations internationales (suite)</u>		
Fédération luthérienne mondiale	24 659	5 609
Groupement auxiliaire féminin de l'UNRWA	3 173	4 525
International Centre for Advanced Technical Vocational Training ILO - Turin	12 859	-
Nations Unies - New York	4 048	-
Organisation mondiale de la santé (OMS)	65 185	40 704
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	349 376	181 308
Swiss and German Caritas	-	19 676
World Council of Churches/Near East Council of Churches	74 639	92
Zonta international	14 000	14 220
Anonyme	-	462
Donateurs divers	225	22
	<u>2 671 553</u>	<u>814 334</u>



Tableau 22

Contributions fournies directement aux réfugiés a/ b/  
durant l'année se terminant au 30 juin 1969

(En dollars des Etats-Unis)

Gouvernements	Services d'ensei- gnement	Services sociaux	Services médicaux	Logement	Services de sécurité	Services divers	Frais d'adminis- tration	Total
Israël	1 057 714	80 000	1 072 857	-	314 283	-	334 285	2 859 139
Jordanie	1 783 380	270 200	335 955	370 785	1 103 738	-	87 052	3 451 110
Liban	43 750	9 375	14 063	550 000	135 937	13 844	79 906	846 875
Syrie	857 764	200 841	80 530	1 160 478	36 057	111 965	293 270	2 740 905
République arabe unie	2 439 964	495 075	27 600	-	-	37 975	132 308	3 132 922

108

a/ Outre ces contributions dont bénéficient directement les réfugiés, tous les gouvernements en question contribuent au budget de l'UNRWA. Leurs contributions à ce titre sont indiquées aux tableaux 19 et 20 et apparaissent dans la comptabilité de l'Office.

b/ Tous les chiffres ci-dessus sont tirés des données fournies par les gouvernements intéressés et sont exprimés en dollars, la conversion étant opérée aux taux de change appliqués par l'Office dans sa comptabilité sur la base soit des cours officiels, soit de cours du marché libre, selon le cas.

# PERSONNEL DE L'OFFICE

Tableau 23

Personnel de l'Office au 30 juin 1968 et au 30 juin 1969

	Personnel recruté sur le plan régional	Personnel international				
		UNRWA	Détaché ou prêté par d'autres organismes des Nations Unies		Total	Total général
			Rembour- sable	Non rembour- sable		
31 décembre 1967	11 750	70	5	22	97	11 847
30 juin 1968	11 855	72	5	23	100	11 955
30 juin 1969	12 901	77	7	26	110	13 011

## Notes :

- a/ Les chiffres donnés dans les rapports précédents étaient basés sur l'année civile. Dans le but d'uniformiser avec le rapport, les dates ont été changées du 31 décembre au 30 juin. En même temps, on a donné les chiffres au 31 décembre 1967.
- b/ Tous les chiffres comprennent maintenant le personnel recruté à titre temporaire ou à court terme sur la base du tableau d'effectifs. Ce personnel ne figurait pas dans les précédents rapports et les chiffres au 31 décembre 1967 ont été ajustés par rapport à ceux figurant dans les précédents rapports.
- c/ Le personnel recruté sur le plan régional est composé à peu près exclusivement de réfugiés.

## ANNEXE II

82 EX Décisions  
Paris, le 2 juin 1969

### ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

#### RESOLUTION

#### Points 4.2.5 - Coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) (82 EX/8 et Add.)

##### Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le rapport du Directeur général sur la coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) (82 EX/8 et Addenda),
2. Rappelant ses résolutions antérieures sur cette question et, en particulier, les décisions 6.8 de la soixante-dix-septième session et 7.4 de la soixante-dix-huitième session,
3. Prend note des travaux et des recommandations de la Commission d'experts de l'extérieur chargée d'examiner les manuels en usage dans les écoles UNRWA/UNESCO;
4. Invite le Directeur général à poursuivre ses consultations avec le Gouvernement de la République arabe syrienne afin que celui-ci reconsidère sa position en ce qui concerne la mise en oeuvre des résolutions 6.8 et 7.4;
5. Fait appel aux Gouvernements de la Jordanie, du Liban et de la République arabe unie pour qu'ils considèrent les recommandations de la Commission d'experts, communiquent au Directeur général leurs observations à ce sujet et poursuivent leurs consultations avec lui afin de parvenir à un accord en cette matière;
6. Autorise le Directeur général à lever l'embargo, avant le début de l'année scolaire 1969-1970, sur ceux des manuels qu'il aura approuvés;
7. Fait appel au Gouvernement d'Israël pour qu'il permette sans aucune restriction l'importation et l'emploi des manuels approuvés par le Directeur général pour les écoles UNRWA/UNESCO des territoires occupés;
8. Prie le Directeur général de lui faire rapport, à sa prochaine session, sur l'application de cette résolution.

Conseil exécutif,  
Quatre-vingt-deuxième session,  
Mai 1969.

ANNEXE III

WHA 22.25  
23 juillet 1969

VINGT-DEUXIEME ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTE

PROROGATION DE L'ACCORD AVEC L'UNRWA

La vingt-deuxième Assemblée mondiale de la santé,

Considérant qu'un accord a été conclu le 29 septembre 1950 entre le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé et le Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sur la base des principes établis par la troisième Assemblée mondiale de la santé,

Considérant que la dix-neuvième Assemblée mondiale de la santé, dans sa résolution WHA 19.25 1/, a prorogé la validité de cet accord jusqu'au 30 juin 1969 et qu'ensuite l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa vingt-troisième session, a prorogé le mandat de l'UNRWA jusqu'au 30 juin 1972,

Considérant qu'en de nombreuses occasions l'Assemblée mondiale de la santé a prorogé la validité de cet accord de façon à la faire coïncider avec la période de prorogation du mandat de l'UNRWA,

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé doit continuer à diriger, du point de vue technique, le programme sanitaire administré par l'UNRWA,

1. Autorise le Directeur général à proroger l'accord avec l'UNRWA en temps voulu pour les périodes durant lesquelles l'UNRWA conserve le mandat que lui ont conféré les Nations Unies; et

2. Prie le Directeur général de faire rapport à l'Assemblée de la santé au cas où il viendrait à juger qu'il n'est plus nécessaire de maintenir cet accord en vigueur sur la même base.

Douzième séance plénière,  
23 juillet 1969.  
A 22/VR/12

---

1/ Recueil des résolutions et décisions, dixième édition, p. 457.

AIDE SANITAIRE AUX REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES  
DANS LE MOYEN-ORIENT

La vingt-deuxième Assemblée mondiale de la santé,

Ayant examiné le rapport du Directeur général 1/ en date du 17 juin 1969 sur l'aide sanitaire aux réfugiés et personnes déplacées, ainsi que le rapport annuel du Directeur du Service de santé de l'UNRWA,

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé doit poursuivre ses efforts pour fournir une aide sanitaire efficace aux réfugiés et aux personnes déplacées de manière à assurer leur protection et leur assistance sanitaire,

Rappelant les nombreuses résolutions humanitaires par lesquelles les Nations Unies ont entre autres invité Israël à assurer la sûreté, le bien-être et la sécurité des habitants des zones où des opérations militaires ont eu lieu et à faciliter le retour des habitants qui ont fui ces zones depuis le déclenchement des hostilités,

Rappelant en outre sa propre résolution WHA 21.38 sur l'aide sanitaire aux réfugiés et personnes déplacées,

1. Confirme la résolution WHA 21.38;
2. Déplore l'insuffisance des conditions de santé dans les territoires occupés du Moyen-Orient;
3. Prend bonne note du rapport du Directeur général et de la déclaration faite par le distingué représentant de l'UNRWA;
4. Invite les Etats Membres à faire tout ce qui est possible pour assurer le bien-être social des personnes déplacées, des réfugiés et des habitants des territoires occupés dans le Moyen-Orient et leur donner le bénéfice d'un niveau de santé normal; et
5. Prie le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé de prendre toutes les mesures efficaces possibles pour préserver les conditions de santé parmi les réfugiés et personnes déplacées dans le Moyen-Orient et de faire rapport à la vingt-troisième Assemblée mondiale de la santé.

Treizième séance plénière,  
24 juillet 1969.  
A 22/VR/13

---

1/ Documents A 22/P&B/13 et Corr.1



#### **HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### **COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### **COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.